

Annexes



Pour approfondir...

Il faut des dizaines sinon des centaines de pages pour répondre à la propagande anticommuniste, tant sur les faits que les idées. Pour la plupart des réponses données plus haut, j'ajoute ces pages:

Réponse 1. La réponse idéaliste: ces régimes n'étaient ou ne sont pas communistes

[Définition du Communisme](#) (renvoi au chapitre homonyme du site)

[La mauvaise défense des plus ou moins communistes](#): ce qu'il ne faut pas faire pour combattre la propagande anticommuniste.

Réponse 2: La réponse méthodologique: « LE Communisme » n'existe pas, les régimes sont très différents entre eux

[Les véritables objectifs du Livre Noir](#) : Le Livre Noir n'est pas vraiment un ouvrage d'historien, mais un livre de procès politique.

[Le Goulag, aboutissement du socialisme?](#) : Le Goulag, qui prend son essor sous Staline, est-il une nécessité pour une économie planifiée? Est-il imputable à Staline ou au marxisme?

[Le monstre hybride nord-coréen](#) : Peut-on, même de loin, parler de «Communisme» dans cet état concentrationnaire et famélique?

Réponse 4. La réponse sur les faits: cent millions de morts ? Pas sûr...

[La Révolution d'Octobre](#) : Le Livre Noir du Communisme présente une vision particulièrement truquée de la Russie bolchevique entre 1917 et 1923: Lénine aurait instauré « en quelques semaines » un régime autoritaire, serait responsable de la guerre civile de 1918 à 1921, la Terreur bolchevique serait antérieure à cette guerre, etc... De plus, la responsabilité des antibolcheviks, russes ou occidentaux, est complètement passée sous silence.

[La famine de 1921-1922: le génocide de Lénine?](#) : le principal méfait reproché à Lénine et aux bolcheviks par le Livre Noir est la famine de 1921-1922, mise au compte des réquisitions bolchéviques. Des sources récentes des archives soviétiques, exposées notamment par S. Adamets, permettent de montrer que la réalité est nettement plus complexes, et que les réquisitions n'expliquent que partiellement le désastre (voire pas du tout selon les régions) qui ne peut être assimilé à un génocide planifié.

[Quel jugement porter sur Lénine?](#) : le régime de Lénine n'est pas comparable à celui de Staline dans les faits: de par l'ampleur des camps, la gestion des famines, la pratique des purges. Fallait-il faire la Révolution d'Octobre? Oui, d'abord par la nécessité de parer au risque d'une nouvelle guerre mondiale, puis par le fait que la planification soviétique évitera au monde la victoire du nazisme.

Les pires délires anticomunistes : entre les « 100 millions de morts de la Révolution Culturelle » aux « 60 millions de morts au goulag », les pires absurdités que certains anticomunistes tiennent encore pour vraies !

Réponse 5. La réponse à la comparaison avec le nazisme: fausse dans les idées, fausse dans les faits

La comparaison nazisme/ « communisme » : Pourquoi la comparaison que dresse Courtois entre le « Communisme » et le nazisme » est fausse dans les idées et biaisée dans les faits.

Annexe 1:

► Les thèses et le(s) véritable(s) but(s) du Livre Noir

« *Le communisme, phénomène majeur de ce court XXème siècle qui commence en 1914 et s'achève à Moscou en 1991, [...] qui préexistait au fascisme, au nazisme et leur a survécu, et qui a touché les quatre grands continents.* » (*Le Livre Noir...* introduction de S. Courtois, page 11)

L'accusé est posé. Le procès va pouvoir commencer. En situant l'action de 1914 à 1991, c'est plutôt l'histoire de l'URSS qui est cernée, Cuba et la Corée du Nord échappant à ces limites. Car elles font partie du lot. Sont en effet concernés par ce réquisitoire tous les pays à l'Est du « rideau de fer » plus la Yougoslavie et l'Albanie, bien entendu l'URSS, la Chine « populaire », la Mongolie, la Corée du Nord, les états de l'ex-Indochine, plus l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique, Cuba, le Nicaragua, le Pérou... Mais cela peut aller plus loin : « *C'est un communisme bien réel, qui a existé à une époque donnée, dans des pays donnés, incarné par des leaders célèbres – Lénine, Staline, Mao, Hô Chi Minh, Castro, etc., et, plus près de notre histoire nationale, Maurice Thorez, Jacques Duclos, Georges Marchais* » (*idem*). Courtois aurait pu convoquer Robert Hue, le successeur direct de Marchais, qui disparaît l'année même de la parution du Livre, Robert Hue qui sera convié à répondre pour l'accusé face à Stéphane Courtois dans *La Marche du Siècle*.

Il y a quelque chose de frappant dans le Livre Noir, c'est que Marx et Engels sont peu conviés à comparaître. Fait assez surprenant, dans la conclusion, là aussi de Mr. Courtois, où il rappelle que Marx a réprouvé l'usage de la violence, surtout si elle est désespérée comme dans le cas de la Commune de Paris, par le mouvement ouvrier, et espéré que la Révolution puisse être pacifique : « *Dès 1872, Marx avait exprimé l'espoir que la révolution pourrait revêtir des formes pacifiques aux Etats-Unis, en Angleterre et en Hollande. Cette orientation était approfondie par son ami et disciple, Friedrich Engels dans la préface à la seconde édition du texte de Marx, Les luttes de classes en France, publié en 1895.* » (*Le Livre Noir...* conclusion de S. Courtois, page 797). Cette conclusion, dans ses premières pages, rappelle aussi la progression du mouvement socialiste (pas forcément encore social-démocrate) à la fin du XIXème et du XXème siècle. Il est d'ailleurs intéressant que le Livre Noir ne porte pas le nom de Livre Noir du Marxisme. Courtois évoque cependant une « *attitude ambiguë à l'égard de la démocratie* » des socialistes français, même s'il reconnaît leur orientation globale vers les principes parlementaires. Mais les marxistes d'Europe de l'Ouest sont assez peu dénoncés, du moins avant 1920 et le ralliement de certains au bolchevisme. Peut importe, sur le fond, que cette « social-démocratie » (mot qui n'a pas encore le sens d'une tendance opposé au marxisme) va, en 1914, voter pour le soutien à la Première Guerre Mondiale, soit la mort de huit millions et demi d'hommes. Puisque l'accusation commence en 1914, puisque le premier accusé est Lénine, Courtois marque le coup d'envoi de l'histoire : « *Pendant que la quasi-totalité des partis socialistes, confrontés brutalement à la puissance du sentiment national, ralliaient leur gouvernement respectifs, Lénine se lança dans une fuite en avant théorique : il prophétisa « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Alors que le froid raisonnement menait à conclure que le mouvement socialiste n'était pas assez puissant pour contrer le nationalisme et qu'après une guerre inévitable –puisque l'on n'avait pas pu*

l'éviter-, il serait appelé à regrouper ses forces pour empêcher toute récurrence belliqueuse, la passion révolutionnaire l'emporta chez Lénine : il posa un acte de foi, proposa un pari, un quitte ou double. » (idem, page 806).

On aura compris le schéma que dresse Courtois. Ancien maoïste, il n'est pas décidé à dénoncer Marx. Il n'est pas non plus décidé à dénoncer les socialistes démocrates de 1914. Le monstre, c'est Lénine, qui annonce forcément Staline, Mao, et pourquoi pas Pol Pot. Courtois, et les autres auteurs du Livre, qui, non ne riez pas, se réclament toujours de la gauche, fait la part belle à la gauche sociale-démocrate. C'est d'ailleurs la thèse sur laquelle se base la conclusion du Livre Noir. A la page 810, au second paragraphe, Courtois résume le problème du mouvement socialiste à la division entre partisans de la dictature et partisans de la démocratie, entre Lénine et Kautsky ; entre partisans de l'observation des « lois de l'Histoire » marxistes et de la passion fougueuse révolutionnaire. « *L'enjeu de la querelle n'en demeure pas moins majeur : démocratie ou dictature, humanité ou terreur* ».

Ce qui semble frappant surtout, c'est que ce communisme pourtant promu par Marx, ne semble apparaître qu'avec Lénine. Si le communisme est une idée criminelle, alors tout le mouvement issu de Marx doit en être imprégné ; on ne voit pas très bien l'intérêt de le faire commencer à Lénine. On aura vite compris : pour les auteurs du Livre Noir, il n'y aura de communisme que là où il y aura des charniers.



Le procès des idées

Le Livre Noir commence et s'achève par deux textes de Courtois qui sont largement des dissertations sur le thème du totalitarisme. Dans ce procès, ce n'est plus tellement les hommes qui sont jugés – hormis peut-être Lénine et dans une moindre mesure Trotski, avec lesquels le Livre semble avoir un compte à régler – mais une idée. Pour Staline et Mao, on est déjà au courant depuis longtemps ; ce n'est plus très vendeur de les dénoncer. Contre l'idée « communiste » (dont il faut noter qu'elle n'est *jamais définie* avec précision), toutes les dénonciations sont de mises : d'abord, c'est une idéologie qui, prétendant à l'universalisme, est en fait basée sur l'exclusion, du « bourgeois », de « l'ennemi du peuple » etc. Les notions de prolétaires et de capitalistes sont vues comme des notions « en caoutchouc » (expression de Kautsky, répétée plusieurs fois dans la conclusion) qui permettent tous les arbitrages. Le « communisme » poserait une vision de l'Histoire dont la réalisation l'emporte sur toutes les considérations sur la dignité de l'être humain. Le « communisme » reposerait sur la diabolisation de l'adversaire, sur la division de l'humanité en camps opposés selon des schémas plus ou moins manichéens (bourgeois contre prolétaires). Mais, retour à la même question : si l'ignominie remonte à la division de l'humanité entre prolétaires et bourgeois, alors pourquoi vouloir commencer la condamnation avec Lénine et non Marx ? Le « communisme » reposerait ensuite sur la vision d'une humanité sans classes et réconciliée (notion qui là encore remonte à Marx et non à Lénine !) donc une société qui serait totalitaire et lobotomisée. A l'appui de ce discours, on cite des bolcheviks ou des pro-bolcheviks, et même Aragon qui appelait à une police politique en France – que le PCF ne créera jamais, même en 1945, où il dispose pourtant d'une assise militaire issue de la Résistance. Mais ce que le lecteur doit retenir, c'est que l'idée est coupable. Autant (ou plus ?) que les hommes. Bien sûr, malgré ses *très* fréquentes allusions aux critères du crime contre l'Humanité définis à Nuremberg, pour les rapprocher de ce qui s'est fait en URSS, Courtois vous dira quand même qu'il n'est pas pour un « Nuremberg du Communisme » (beaucoup d'autres le veulent), et que chaque peuple doit juger ses bourreaux. Mais alors, pourquoi *Le Livre Noir du*

Communisme ? Pourquoi ne pas laisser les peuples ex-soviétiques rédiger le Livre Noir de leurs anciens oppresseurs, pareils pour les cambodgiens et les autres, et dénoncer les hommes et non les idées ? Parce que dénoncer l'idée, c'est, je le répète, l'objectif final. Et l'idée relie tout : par le recours à « l'Homme nouveau », Courtois nous explique que Pol Pot n'est au fond, qu'une extension en plus grave du système léniniste. Que le fou khmer ait tué un cinquième ou un quart de ses compatriotes, soit une proportion qui n'a rien à voir avec celle de Lénine, dans des conditions et des méthodes incomparables, ne pose pas problème. On est ici pour philosopher : et par la magie des mots, on vous trouve des liens entre Lénine et Pol Pot dont les pratiques furent extrêmement différentes. Le Livre Noir a une attitude variable pour ce qui est des discours : lorsque l'on rappelle aux auteurs que ni Lénine ni Staline n'instaurèrent le communisme dans ses principes objectifs (à savoir la propriété collective du capital économique, donc la souveraineté populaire), ils vous considéreront, Courtois en tête, comme des « *esprits chagrins et scolastiques* » (dans l'introduction de S. Courtois, page 12). Les auteurs préféreront considérer l'URSS comme communiste parce qu'elle fut « réelle » et non « idéale ». Ils préfèrent le réel au discours. Mais lorsqu'il s'agit de montrer le totalitarisme et d'inventer des liens « philosophiques » entre des régimes aussi dissemblables que celui de Castro (Cuba a la première espérance de vie de l'Amérique latine ; voici un drôle de « mépris de l'être humain ») et celui de Pol Pot (massacre généralisé), tout d'un coup le discours revient au centre de l'étude, éclipsant les faits. Lorsque cela les arrange, les auteurs repassent de l'étude du réel à la dissertation sur les idées.

Pour ne rien manquer de la prose de Courtois, je cite l'intégralité du passage où il traite cette question fondamentale : l'URSS et ses semblables furent-ils communistes ?

« Des esprits chagrins ou scolastiques pourront toujours soutenir que ce communisme réel n'avait rien à voir avec le communisme idéal. Et il serait évidemment absurde d'imputer à des théories élaborées avant Jésus-Christ, sous la Renaissance ou même au XIXème siècle [Marx est encore sauvé] , des événements surgis au cours du XXème siècle. Néanmoins, comme l'écrit Ignazio Silone, « en vérité, les révolutions comme les arbres se reconnaissent à leurs fruits ». Et ce n'est pas sans raison que les sociaux-démocrates russes, connus sous le nom de « bolcheviks », ont décidé en novembre 1917 de s'appeler « communistes ». Ce n'est pas non plus par hasard qu'ils ont érigé au pied du Kremlin un monument à la gloire de ceux qu'ils considéraient comme leur précurseurs : More ou Campanella. » (page 12). Pas l'ombre d'une définition du communisme : on pourra alors englober sous cette enseigne les régimes les plus divers. Pas l'ombre d'un argument pour démontrer le caractère criminel d'une idée qui veut simplement que la collectivité possède ce qu'elle produit.

Je ne vais pas résumer en détail la logorrhée bien-pensante de Courtois, sur deux fois trente pages au début et à la fin du Livre. Ce qu'il faut en retenir, c'est que pour Courtois il y a d'un côté l'humanité, démocratique, réponse à la barbarie, et de l'autre le totalitarisme. Et là « leçon » de l'Histoire, c'est que la démocratie l'emporte et que la barbarie cesse ; que les « idéologies » (le capitalisme n'en est pas une ?) s'effondrent devant « l'humanisme » (ce concept plus que flou et qui ne gêne personne ; quant à l'humanisme dans le monde capitaliste, démocratique ou pas, il faudrait écrire *Le Livre Noir du capitalisme* pour voir ce qu'il en est réellement). Que les « démocraties » aient pu commettre des crimes, et pas toujours par accident, est totalement ignoré. Que la barbarie dans un régime démocratique puisse exister, et surtout la barbarie économique (qui se compte en millions de morts annuels) passe à la trappe.



La « loi de la terreur communiste »

Dire que Staline et Mao ont commis des crimes, ça c'est banal. Stéphane Courtois et ses collaborateurs ne nous étaient pas spécialement nécessaires pour savoir que le goulag existait (dès les années 30 on savait), ni que le laogai existait (il suffisait de lire Harry Wu, Pasqualini, Domenach), qu'il y avait eu une famine en URSS en 1932-1933, appelée à tort « famine d'Ukraine » (40% des 7 millions de victimes, selon Jean-Jacques Marie, n'étaient pas en Ukraine ; mais cela le Livre Noir le reconnaît, Nicolas Werth ayant travaillé sur la famine au Kazakhstan), ni qu'il y avait eu une guerre civile en Russie entre 1917 et 1921 (en France on savait, puisqu'on a soutenu cette guerre), pareil pour le Grand Bond en Avant, la Révolution Culturelle, le génocide khmer... Tout compte fait, la grande majorité des faits étaient déjà connus, l'ouverture des archives permet certes d'affiner les connaissances, mais tout cela aurait pu être publié dans des ouvrages différents : un sur Staline, un sur Lénine, un sur Mao, un sur Pol Pot. Mais non, cela le Livre Noir le refuse. Et cela est revendiqué : « *Sans doute est-ce ici l'une des premières fois que l'on tente l'approche du communisme en s'interrogeant sur [sa] dimension criminelle comme une question à la fois centrale et globale.* » (introduction de S. Courtois, page 13). Et de toute façon, il y a une « loi » de la Terreur systématique qui permet de trouver un dénominateur commun à tous les pays déclarés « communistes » : « *Aucune des expériences communistes un moment populaires en Occident n'a échappé à cette loi : ni la Chine du « Grand Timonier », ni la Corée de Kim Il Sung, ni même le Vietnam du « gentil Oncle Hô » ou le Cuba du flamboyant Fidel, flanqué du pur Che Guevara, sans oublier l'Ethiopie de Mengistu, l'Angola de Neto et l'Afghanistan de Najiboullah* » (idem, pages 12-13). Je ne peux résister à l'envie de répondre par ces faits incontestables : sur les sept exemples cités, deux (la Corée et l'Afghanistan, surtout pour ce qui est de la période Najiboullah) sont des exportations du modèle soviétique, et non des « expériences » ayant sombré dans le totalitarisme « par idéologie » ; l'Armée Rouge, armée d'un état totalitaire et terroriste, pouvait difficilement engendrer des démocraties dans ses territoires conquis, puisque être démocrate signifie contester le régime de l'URSS.



L'objectif principal

Le Livre Noir du Communisme, malgré ses huit cent quarante-six pages de faits dont la majorité sont certainement réels (mais il y a des contrevérités tout de même), n'est pas donc pas un livre d'Histoire, mais un livre politicien largement centré sur la dénonciation des idées, et bien plus que cela encore, sur la dénonciation d'une sorte de « génétique des idées ». Un thuriféraire du Livre Noir a écrit cette merveille : « *C'est inscrit dans les gènes du communisme : il est naturel de tuer* ». Il faudra m'expliquer à quoi peuvent ressembler les gènes d'une idée. Mais dans Le Livre Noir lui-même, cette idée d'un caractère génétique du crime entre les membres de la famille (qui dit famille dit patrimoine génétique commun !) est déjà présente dans le Livre. On la retrouve dans l'obsession des auteurs, aussi bien Nicolas Werth dans ses cent pages sur la Russie bolchevique, qui cherche à montrer en quoi les crimes bolcheviques préfigurent ceux de Staline, et pourquoi pas Pol Pot, que Jean-Louis Margolin qui dans ses 95 pages sur la Chine évoque des liens entre les pratiques de Mao et celles...de Pol Pot encore. Petite réflexion : si Mao avait infligé aux 800 millions de chinois qui connurent son règne les mêmes pratiques (et donc les mêmes idées, car si l'on fait les actes, c'est qu'ils correspondent à une mentalité, qui peut *n'avoir rien à voir avec les discours officiels*), il y aurait eu deux cent millions de victimes du maoïsme. Chiffre absurde. Simple différence d'envergure du crime, nous dira-t-on. Inacceptable : un régime qui massacre un

habitant sur quatre, et qui aurait voulu faire plus si les vietnamiens (« communistes » !) ne l'avaient pas empêché a forcément une mentalité différente d'un maoïsme qui supprimera environ 5% de la population tout en durant 27 ans (contre quatre pour Pol Pot) et qui mourra avec Mao alors que Pol Pot fut renvoyé de son vivant dans l'opposition. Il faut donc constater que les « liens idéologiques » et autres comparaisons entre tel ou tel régime et celui de Pol Pot semble être la tarte à la crème du Livre Noir. Parce que le régime de Pol Pot a inspiré, et pour cause, l'horreur au monde entier. C'est probablement le seul régime qui a dépassé en proportion de victimes par rapport à la population concernée, celui d'Hitler. Le Führer supprimera 30 à 40 millions de personnes, alors que les forces de l'Axe en Europe couvriront à leur apogée en fin 1942 plus de 300 millions de personnes, et il aurait bien aimé faire plus si les forces soviétiques et alliées ne l'en avait pas empêché. Vouloir relativiser le poids des crimes du nazisme par rapport à ceux du 'communisme' (ce que le Livre Noir n'ose pas exactement) n'a pas de sens – et est criminel.

Mais il n'y a pas que Lénine et Mao qui soient visés par la « génétique du crime » des auteurs : cela va beaucoup plus loin. La page 31 du Livre Noir, dans l'Introduction de S. Courtois, contient cette phrase inoubliable, qui fut épinglée par tous les critiques du Livre Noir et qui doit encore être dénoncée. Pour ne pas être accusé de citer hors contexte, je cite tout le début du paragraphe :

« L'occultation de la dimension criminelle du communisme renvoie, cependant, à trois raisons plus spécifiques. La première tient à l'attachement à l'idée même de révolution. [attachement à la révolution = couverture des crimes stalino-maoïstes = complicité de crimes contre l'humanité. Le tour est joué] Aujourd'hui encore, le travail de deuil de l'idée de révolution, telle qu'elle fut envisagée au XIXème et XXème siècle, est loin d'être achevé. Ses symboles –drapeau rouge, Internationale [dont il faudrait interdire le chant ?], poing levé–resurgissent lors de chaque mouvement social d'envergure. Che Guevara revient à la mode. Des groupes ouvertement révolutionnaires sont actifs et s'expriment en toute légalité, traitant par le mépris tout réflexion critique sur les crimes de leurs prédécesseurs et n'hésitent pas à réitérer les vieux discours justificateurs de Lénine, de Trotski ou de Mao. »

La phrase en gras résume tout le Livre. Premièrement, parce qu'elle pose la question, bien plus que celle d'un Nuremberg du « Communisme » (Courtois passe en revue dans l'introduction les définitions de crimes contre l'humanité défini en 1945-46, pour énoncer qu'ils furent pratiqués en URSS, Chine et alii, ce que je ne contesterai pas, mais qui ne furent nullement dus à une quelconque mise en place de la société de propriété collective) c'est la criminalisation des mouvements révolutionnaires. Déjà, il aurait fallu que Mr. Courtois nous cite les groupes qui s'inspirent du maoïsme (ils ne sont plus très nombreux...). En tant qu'ancien maoïste, il ne devra pas être trop gêné pour nous informer. Ensuite, pour ce qui est des « discours justificateurs de Lénine, Trotski », sans vouloir justifier tout ce que ces deux hommes ont fait et commandité, il y a effectivement un *contexte d'agressions généralisées* contre la Russie bolchevique que Nicolas Werth s'affaira à passer sous silence ou relativiser, et qui permet d'interroger la responsabilité de l'Occident et de l'antibolchevisme sur le sort de la Russie entre 1918 et 1921 (à la page 19, Courtois évoque la « mort de 5 millions de personnes » en 1922 ; il oublie que la famine-épidémie commence largement en 1921 voire 1920, ce qui a son importance). Deuxièmement, la phrase en question pose ouvertement l'idée que les régimes sanguinaires sont les *prédécesseurs* des mouvements révolutionnaires actuels. Evoquant les groupes « révolutionnaires » « justificateurs de Lénine, Trotski », Courtois songe peut-être à Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, mouvements parfaitement démocratiques (au moins autant que les PS-RPR-UDF qui en maintenant les élections législatives à scrutin uninominal, aboutissent à priver la moitié de la

population française de représentation parlementaire) qui, de surcroît, et cela devrait plaire à Courtois, n'évoquent même plus les nationalisations dans leurs programmes électoraux.

On notera aussi l'idée du « deuil de la révolution ». Courtois, ancien supporter de régimes sanguinaires, peut bien battre sa coulpe (ou plutôt le faire sur celle des autres, en particulier ceux qui ont été et sont toujours réellement communistes, pas staliniens ou maoïstes) et faire le deuil de ce qu'il veut, c'est son problème et pas le notre. Il écrit lui-même : « *Plusieurs des auteurs de ce livre ont eux-mêmes cru, un temps, à la propagande communiste* » (introduction, page 31). Phrase extrêmement révélatrice. Il faut remarquer une chose : tous les anciens staliniens et maoïstes devenus aujourd'hui des anticommunistes fervents (Courtois et « plusieurs des auteurs du Livre », Furet, Jean-François Kahn –qui, dans la foulée du Livre Noir, écrira un lamentable bouquin titré *Tout était faux* -et même Jean-François Revel, membre du PCF pendant trois jours en 1945 !...et tant d'autres) nous sortirons ce discours sur la « tromperie », la « supercherie » du communisme dont ils furent « victimes ». Nous avons été trompés, nous avons cru en l'idéal, qui s'est révélé n'être qu'oppression, aujourd'hui nous devenons ses juges. C'est aussi pour cela que les juges du « Communisme » (Kahn comme Courtois), reconnaissent que sur le fond, les intentions des militants communistes différaient de celles des nazis.

Tout ce discours n'est que tromperie. La vérité, c'est qu'il y a eu, dans le mouvement qui en France s'est baptisé « communiste », des communistes authentiques, donc partisans de la souveraineté populaire sur la gestion du capital économique, et des staliniens, c'est-à-dire des partisans de la confiscation des biens par une minorité. Et beaucoup qui furent dans une position quasi-schizophrénique où ils faisaient tantôt l'un, tantôt l'autre, sans que cela puisse jamais se confondre, car communisme et stalinisme sont antagoniques. Certains vont assurément rire de la thèse que je viens d'exposer. Pourtant, toute la politique concrète du PCF l'illustre : au pouvoir en 1936, 1945 et 1981 en coalition avec d'autres partis, il réalise partiellement son programme (en collaboration avec une SFIO puis PS qui n'étaient pas encore le ramassis social-démocrate d'aujourd'hui) dans un cadre démocratique, met en œuvre des nationalisations qui n'attenteront jamais à la démocratie ni à la sécurité des personnes, et permet à la population française de pouvoir voter pour influencer la gestion de son domaine public (le réformer, l'agrandir ou même le privatiser) réalisant un socialisme partiel. Dans sa politique extérieure, le PCF soutient une URSS où la souveraineté populaire n'existe que sur les belles pages de la constitution soviétique, la « plus démocratique du monde », ceci annulant toute propriété collective réelle, et couvrira, justifiera ou niera les crimes staliniens. Et on ne peut nier que le PCF fut imbriqué dans la machine internationale du Komintern, justifiant ses méfaits, lui servant aussi de relais. Mais les meurtres que Courtois, dans « Le Komintern à l'action » tentera de mettre à l'actif du PCF, le sont souvent de façon abusive. Nul ne peut contester la différence entre l'action gouvernementale du PCF et celle du PCUS ; c'est pourtant le même PCF qui est communiste à l'intérieur, donc partisan de la souveraineté populaire, et stalinien pour ses soutiens extérieurs : il y a donc bien une *opposition de comportements et d'idées* à l'intérieur du même parti, et même dans les discours et actes d'une seule et même personne, comme le dirigeant PCF qui participe au jeu démocratique en France et applaudit la dictature soviétique. Quant à l'argument « si le PCF avait eu le pouvoir à lui seul en obtenant 51% des suffrages, il aurait instauré la dictature », cet argument ressort largement de la spéculation, voire de la diffamation. Doit-on rappeler que le stalinisme, lui, n'est issu d'aucun processus démocratique ? Que le PCF aurait pu aussi tenter la guerre sociale, tenter le coup de force en 1945 ou l'aventure en 1968, et ne le fit jamais. Bien sûr, on objectera qu'en 1945, l'armée américaine en France et l'armée républicaine française –comme en 1968- auraient à coup sûr pu écraser une insurrection du

PCF, pas forcément dans la facilité. Mais le PCF aurait pu utiliser les armes à la disposition de ses militants issus de la Résistance, refuser le désarmement, et exiger d'obtenir des postes de l'exécutif quelque soient ses scores électoraux. L'acceptation du désarmement et le refus d'utiliser les mobilisations sociales à des fins de pression politique montrent que le but du PCF n'était pas le putsch. Les gauchistes ne le pardonneront jamais, et certains verront là le « stalinisme » du PCF, alors que le stalinisme aurait certainement eu lieu si le PCF avait pris le pouvoir sans légitimité électorale.

Mais les militants, eux, contrairement au Parti et ses dirigeants, n'ont pas à porter cette schizophrénie : un militant PCF n'ayant souvent comme activité que l'expression de ses positions, alors que le Parti doit mener une politique, il peut choisir d'être communiste (donc de dénoncer le stalinisme tout en soutenant l'action au gouvernement du PCF ; et il peut très bien rester au PCF tout en étant antistalinien car hors du PCF il a peu de chance d'être représenté au Parlement et gouvernement) ou stalinien (soutenir Staline et moquer un PCF trop « mou »). Pour un certain nombre d'anciens militants, il s'agira bel et bien de défendre l'URSS et la « Chine populaire ». D'autres eurent plus de prudence, ne seraient-ce que les millions d'électeurs anonymes du PCF qui votèrent pour les nationalisations et le Programme Commun de 1972, jamais pour le Goulag.

Courtois et ses acolytes furent-ils des victimes d'une quelconque propagande ? En rien. N'importe qui pouvait se documenter sur l'URSS, la Chine, le Cambodge de Pol Pot, avant de prendre position. Celui qui soutenait l'URSS en tant que « modèle politique » (je ne compte pas le soutien légitime à l'URSS contre le nazisme) à partir des années trente n'était nullement « trompé » : il était soit un inconscient qui se prononce sans savoir, ou plutôt sans vouloir savoir, soit un stalinien ou maoïste, et ce en toute connaissance de cause. Il est vrai que si Courtois avait écrit : « j'ai volontairement soutenu des régimes sanguinaires, et je n'ignorais pas les crimes », alors il se mettrait dans le box des accusés du procès qu'il organise lui-même. Il est plus convenant de se classer comme « victime par crédulité ». Ma position, tout au long de ce livre, sera justement de mépriser la thèse des bonnes intentions et de la « supercherie » affichées par les ex-staliniens. Il n'y a quasiment jamais eu de supercherie, il y a eu une opposition entre le communisme et le stalinisme (largement à la faveur du communisme, heureusement pour nous, pour ce qui concerne la politique concrète du PCF en France). Et si ceux qui ont eu des discours pro-staliniens d'une main (tout en soutenant le PCF démocratique de l'autre !) ou ont été totalement pro-staliniens doivent certes faire un examen de conscience, ceux qui n'ont jamais exprimé leur soutien aux tyrans de l'étranger tout en voulant continuer à voter pour le PCF ou des « groupes ouvertement révolutionnaires » sans qu'un Courtois viennent s'interroger sur leur « légalité » doivent combattre et dénoncer le Livre Noir.



Les faits reprochés

« Nous pouvons établir un premier bilan chiffré qui n'est encore qu'une approximation minimale et nécessiterait de longues précisions mais qui, selon des estimations personnelles, donne un ordre de grandeur qui permet de toucher du doigt la gravité du sujet :

- URSS, 20 millions de morts,
- Chine, 65 millions de morts,
- Vietnam, 1 millions de morts,
- Corée du Nord, 2 millions de morts,
- Cambodge, 2 millions de morts,

*-Europe de l'Est, 1 million de morts,
-Amérique latine, 150 000 morts,
-Afrique, 1,7 million de morts,
-Afghanistan, 1,5 million de morts,
-mouvement communiste international et partis communistes non au pouvoir, une dizaine de milliers de morts.*

Le total approche la barre des cent millions de morts. » (introduction de S. Courtois, page 14)

Une première remarque s'impose : la Chine à elle seule représente les deux tiers des 94,35 millions de morts recensés par ce compte. Et pourtant, elle ne dispose que de 95 pages, signées Jean-Louis Margolin, sur les 840 du livre ! Intéressons nous au décompte chinois, chapitre par chapitre :

Chapitre « Une révolution inséparable de la terreur » (page 511) : pas de chiffres d'ensemble précis.

Chapitre « Réforme agraire et purges urbaines (1946-1957) » (page 517) : 2 à 5 millions de victimes des purges à la campagne (Margolin penche pour l'estimation haute, avec une méthode d'extrapolation douteuse), et dans les villes, 3.800.000 morts et 400.000 à 700.000 personnes déportées ou reléguées en campagne suite à la répression des Cent-Fleurs, mais dont la mortalité est inconnue.

Chapitre « La plus grande famine de l'Histoire » (1959-1961) (page 531) : le Grand Bond en Avant est crédité de 20 à 43 millions de victimes. Jean-Louis Margolin cite pourtant les chiffres de la mortalité en Chine durant ces trois années : 15 pour 1000 en 1959 et 1961, 29 pour 1000 en 1960, contre 11 pour 1000 en 1957. En prenant 1957 pour référence, on en déduit une surmortalité de 4 pour 1000 en 1959 et 1961, et 18 pour 1000 en 1961. Pour une population chinoise de 670 millions de personnes vers 1960, le total de la surmortalité donne 17 millions de personnes. Mais on peut considérer que la mortalité aurait en plus dû baisser de 1957 à 1960, et il est bien sûr possible que les statistiques chinoises soient fausses ; le chiffre de 20 millions de morts est déclaré « quasi-officiel » depuis 1988, selon Margolin.

Chapitre « Un « goulag » caché : le laogaï » (page 544) : 20 millions de morts au laogaï depuis 1949, avec un taux de mortalité de 5% en moyenne, sur 10 millions de détenus en permanence entre 1949 et 1978, et 5 millions ensuite, soit quinze millions de morts sur la première période, et cinq depuis 1978.

La Révolution Culturelle est créditée de un million de morts, la répression (raciste, et vis-à-vis de laquelle on voit encore plus mal la place de l'idéologie communiste) contre les tibétains de près de un million (mais J.L. Margolin reste prudent devant le chiffre de 1,2 millions de victimes avancé par le Dalai-Lama).

Si l'on adopte l'attitude revendiquée par Courtois, d'une « approximation minimale », alors il faut parler de 1 million de morts lors des purges agraires et de 20 millions de victimes du Grand Bond en Avant. Le compte donne alors 48 millions de victimes : 6 millions pour les purges des années 50, 40 millions pour le Grand Bond et le laogaï, 2 millions pour la Révolution Culturelle et l'oppression du Tibet. Courtois parle pourtant de 65 millions de morts ; même en prenant l'estimation maximale pour les purges des années 50, on passe à 52 millions ; les 13 millions restant doivent être mis à l'actif du Grand Bond en Avant, ce qui montre que Courtois compte sur plus de 30 millions de morts de la famine, voire 33. Certains s'horrifient de ce qu'ils considéreront comme un funeste « ergotage sur les chiffres » (pour une quinzaine de millions de personnes, c'est beaucoup pour un « ergotage ») ; il ne s'agit en rien de blanchir Mao, mais de montrer ce qu'il en est de la « prudence » et du « minimalisme » des « estimations personnelles » de Stéphane Courtois, par rapport aux écrits de ses propres collaborateurs.

Mais surtout, nous sommes amenés à remarquer la place du Grand Bond en Avant dans le compte total : le chiffre de 94, 35 millions donné par Courtois n'est possible qu'avec une estimation de plus de 30 voir 33 millions de victimes du Grand Bond. En réalité, pour atteindre exactement le chiffre de cent millions de morts que le décompte de Courtois manque de 5,65 millions, il faudrait carrément passer à une estimation maximale des victimes du Grand Bond, à savoir 39 millions ! Or il faut constater une chose : le Grand Bond est certes un crime, de par l'ineptie de cette politique agricole, de par des réquisitions en 1958 et 1959 calculées sur des prévisions de production agricole délirantes, et surtout la gestion cynique du désastre, sacrifiant la paysannerie pour éviter la famine aux villes. Mais avant tout il s'agit d'une erreur économique, même si le terme peut paraître léger. On ne peut en tout cas parler d'un plan d'extermination de classe (Mao voulait exterminer les cinq cent millions de paysans chinois ?) ni d'une utilisation de l'arme alimentaire pour faire accepter l'étatisation des terres et les « communes populaires » car tout cela avait déjà été réalisé avant la famine, sans génocide. Si Mao Zedong avait, un triste jour de 1958, décrété la mort de 20 ou 30 millions de chinois, la mobilisation de plusieurs millions de soldats de l'Armée « Populaire de Libération » et de miliciens pour distribuer autant de balles dans la nuque aurait certainement pris moins que les quatre années 1958-1961. Et ce n'est pas ce qui s'est passé. Il ne s'agit pas de relativiser le fait mais de montrer que les auteurs du Livre Noir, Courtois en tête, mettent en avant un chiffre (100 millions de morts) qui va servir de comparaison avec les « 25 millions » sous-estimées de victimes du nazisme. Alors que toutes les victimes du nazisme sont des victimes de crimes politiques, prévus et planifiés par l'Axe. Il y a par exemple eu une famine à Kharkov en Ukraine occupée en 1942. Les famines font assez souvent partie des guerres comme les épidémies (généralement facilitées par les flux de réfugiés), et imaginer une guerre sans pénuries ou famines, surtout s'il s'agit d'une guerre de l'ampleur de celle de 1941, est une foutaise. Le génocide des juifs et des tziganes, mais aussi la guerre et tout ce qu'elle implique, sont des crimes prévus et planifiés par le pouvoir nazi et ses alliés italiens et japonais. On ne peut pas parler de la mort planifiée de 20, 30 ou 40 millions de personnes pour le Grand Bond. La plus élémentaire honnêteté aurait consisté à séparer les victimes économiques des régimes étudiés, et les victimes politiques, résultant de massacres et de guerres prévues, planifiées, déclenchées gratuitement. Un bilan des victimes économiques du maoïsme (30 millions de victimes selon Courtois) peut ensuite être comparé avec le bilan humain du système capitaliste.

En effet, rappelons qu'au moment où, selon J-L. Margolin, la Chine connaît une mortalité de 29 pour 1000, l'Inde affiche un taux de 24 pour 1000, soit 80% du chiffre chinois. Si l'on admet la validité du chiffre de mortalité de 11 pour 1000 en Chine en 1957, il semble surprenant que l'Inde « libre » et à l'économie très nettement moins étatisée malgré un protectionnisme certain, et qui « bénéficia » de l'administration d'un pays techniquement avancé comme le Royaume-Uni sur deux siècles, ait connu « structurellement » une telle hécatombe. Mais l'étude de la surmortalité capitaliste – mondiale, pas seulement indienne – sera l'affaire d'un autre ouvrage. Pour ce qui est des 50 à 60 millions de victimes politiques des régimes que Courtois & Co. classent dans le « communisme », il n'y a d'équivalent (et même pire) que dans le système nazi, pas dans les systèmes capitalistes « ordinaires ».

Annexe 2:

► La comparaison avec le nazisme : l'absurdité d'un Nuremberg du « Communisme »

Les commentateurs du Livre Noir ont presque tous remarqué la comparaison établie par Stéphane Courtois entre les chiffres du nazisme et ceux du communisme. Pourtant, cette comparaison n'occupe pas une grande place dans le pavé. C'est aux pages 24 et 25 que l'on trouve cette comparaison :

« Ce n'est qu'avec la guerre, et surtout avec l'attaque contre l'URSS, que se déchaîna la terreur nazie dont le bilan sommaire est le suivant : 15 millions de civils tués dans les pays occupés, 5,1 millions de juifs [qui n'étaient pas des civils ?], 3,3 millions de prisonniers de guerre soviétique, 1,1 million de déportés morts dans les camps, plusieurs centaines de milliers de Tsiganes » (page 24, introduction).

« Notre propos n'est pas d'établir quelque macabre arithmétique comparative, quelle comptabilité en partie double de l'horreur, quelle hiérarchie dans la cruauté. Les faits sont pourtant têtus et montrent que les régimes communistes ont commis des crimes concernant environ cent millions de personnes, contre 25 millions de personnes au nazisme. Ce simple constat doit au moins inciter à une réflexion comparative sur la similitude entre le régime qui fut considéré à partir de 1945 comme le régime le plus criminel du siècle, et un système communiste qui a conservé, jusqu'en 1991, toute sa légitimité internationale et qui, jusqu'à aujourd'hui, est au pouvoir dans certains pays et garde des adeptes dans le monde entier. » (idem, page 25)

De nouvelles barrières de la malhonnêteté et de la manipulation ont été franchies, je dirai même explosées, dans ces quelques lignes. D'abord, Courtois refuse la « comptabilité macabre », ce qui laisse à s'interroger : pourquoi ne s'est-il pas opposé avec véhémence à la présentation et la médiatisation de son livre avec pour slogan « 100 millions de morts », soit un pur exemple de comptabilité macabre (contestable, nous le verrons) ? Ensuite, il est injuste de refuser de parler de « hiérarchie dans la cruauté » : sans hiérarchie dans la cruauté, il est impossible de prendre des engagements. Si je ne pense pas que Hitler est plus cruel que Staline, même si les deux sont criminels, et si je me situe en 1941, je suis incapable de choisir si je dois lutter avec l'Armée Rouge ou dans les rangs de la Wehrmacht, ou ne rien faire. En effet, celui qui affirme : « Hitler = Staline, également criminels » aurait donc refusé de prendre parti sur le front russo-allemand, considérant probablement qu'il valait mieux que les alliés cherchent à s'entendre avec les nazis, car de toute façon, lutter contre les nazis c'est aider les soviétiques, qui ne valent pas mieux. Que les USA et le Royaume-Uni fassent des offres de paix au Führer, lui laissant l'Europe centrale et orientale, ce n'est pas pire que de voir l'Europe de l'Est jusqu'à Berlin couverte de « démocraties populaires » ! On trouve même des gens pour nous expliquer –sur la base d'estimations honteusement gonflées du nombre de victimes du Goulag, des purges et de la dékoulakisation- que Staline a tué plus de gens qu'Hitler. Après tout, une Russie nazie, ça n'aurait pas été pire, faudrait-il en conclure... Le raisonnement aurait pu se tenir et se discuter s'il y avait réellement eu soixante millions de morts au goulag. Mais c'est faux : le Livre Noir lui-même trouvera une douzaine de millions

de victimes à Staline, ce qui est déjà monstrueux. Hitler en liquidera nettement plus. On peut aussi passer sur les autres absurdités : dire que jusqu'en 1991, les régimes en question gardèrent une « légitimité internationale » revient à surestimer largement l'image d'une URSS au « prestige » plus qu'écorné depuis des décennies, (Budapest, Prague, l'Afghanistan...) y compris au sein du PCF. Le fait que les états « libres » aient gardé des ambassades avec l'URSS tient surtout à ce que ce pays était incontournable dans les rapports géopolitiques de l'après-guerre, la Guerre Froide donnant aux pays européens (la France surtout) une importance accrue, car un éventuel rapprochement franco-soviétique aurait perturbé le système de défense occidental. Quant aux « adeptes dans le monde entier », ce n'est que la répétition de l'injure « communiste = stalinien ».

Il faut passer au scandale principal de cette comparaison, à savoir le nombre des victimes du nazisme. Le décompte de Courtois, cité exhaustivement plus haut, donne : 15 millions de civils tués *dans les pays occupés* (mais pas en Allemagne ?), plus 5,1 de victimes juives, plus 1,1 millions de morts en déportation (non-juifs), 3,3 millions de prisonniers soviétiques, plusieurs centaines de milliers de Tziganes (peut-être 800.000) soit 24,3 millions de victimes. Ce compte est totalement biaisé à la baisse car il ne prend pas en compte les victimes militaires de la Seconde Guerre Mondiale. Le lecteur normalement constitué doit halluciner en constatant que Hitler et le nazisme, selon Courtois, ne sont pas responsables des morts militaires. Il faudrait donc conclure que la guerre mondiale n'est qu'un « accident » du régime nazi.

En bref : Hitler n'a pas déclenché la Seconde Guerre Mondiale !

Grotesque. Hitler n'a pas seulement déclenché la guerre en 1939, mais celle-ci faisait entièrement partie de l'idéologie nazie définie dans *Mein Kampf*. Le nazisme, ce n'est pas seulement l'Holocauste juif et tzigane, mais c'est aussi, et par définition, la guerre de domination raciale. Le sort des prisonniers soviétiques dans les camps nazis n'a strictement rien d'accidentel, et évoquer la non-ratification par Staline des conventions de Genève sur le sort des prisonniers de guerre n'enlève rien à la barbarie nazie : les slaves sont renvoyés sans appel au rang de sous-hommes, et appelés à devenir les servants des colons allemands, ou tout simplement à désertir le futur *Lebensraum*.

Hitler est intégralement responsable non seulement du déclenchement de la guerre, non seulement de la mort des soldats adverses (dont les 8 à 9 millions de militaires soviétiques perdus entre 1941 et 1945, absents du compte de Courtois), mais aussi des soldats *allemands* et alliés de l'Axe envoyés périr pour cette cause. Hitler est aussi responsable des victimes des bombardements alliés sur l'Allemagne, car les bombardements font partie d'une guerre. On peut objecter que les bombardements alliés sur l'Allemagne (peut-être 600.000 victimes, dont celles de Hambourg et les 55.000 à 135.000 morts de Dresde) n'étaient pas souvent justifiés, l'industrie allemande ayant réagi en s'enterrant, et la plupart des victimes étant des civils, voir des prisonniers et déportés de toute l'Europe occupée. Il peut donc y avoir une responsabilité des alliés sur ces méfaits, mais une responsabilité conjointe avec Hitler. En effet, les bavures et crimes de guerre font partie de la guerre ; si je suis à la tête de l'Allemagne en 1939, et que je commence une guerre mondiale, je sais que mon pays sera bombardé – en dépit des promesses d'Hitler à « son » peuple – et qu'il y aura des bombardements abusifs. On peut même imputer à Hitler –qui n'est plus à ça près- une responsabilité sur le sort des femmes allemandes violées et tuées par des soldats soviétiques en 1945 : faire une guerre, c'est risquer la défaite et l'invasion. Et il faudra nous prévenir lorsque l'on aura trouvé des guerres sans violences des envahisseurs –ou même libérateurs, des soldats américains ayant commis plusieurs centaines de viols en France en 1944- sur les populations civiles. Celui qui

commence une guerre est responsable de tout ce que cette guerre peut engendrer. On peut aussi dire que pour celui qui provoque la guerre, il n'y a pas de crimes de guerre, il n'y a qu'un seul crime, la guerre. Seul celui qui se défend peut être accusé de crimes de guerre si son armée commet des crimes que ne justifie pas la défense du pays et les nécessités de la victoire, comme l'URSS à Katyn.

Un autre scandale est la non-prise en compte des victimes du fascisme impérialiste japonais sous Hirohito. L'idéologie est pourtant très proche : race japonaise « divine », peuples asiatiques (chinois et mandchous notamment) infériorisés, domination coloniale et pillage de l'Asie du Sud-Est. L'une des différences de taille est l'absence d'un projet d'extermination totale, industrielle, d'un groupe ethnique comme les juifs et les tziganes dans l'idéologie nazie ; cela n'empêchera pas le massacre de Nankin, ni les essais d'armes chimiques sur des milliers de mandchous. L'empereur nippon est responsable de la mort de deux millions de japonais –civils comme militaires- dans une guerre qu'il a déclenché contre la Chine en 1937 et les USA en 1941. Mais on ignore le nombre de millions de chinois qui périrent de huit ans de guerre de conquête nipponne. Autre oublié : le fascisme italien ; celui-ci s'en tire même à bon compte.

« Le fascisme italien, le premier en action et qui s'est ouvertement revendiqué comme « totalitaire », a certes emprisonné et souvent maltraité ses adversaires politiques. Il est pourtant rarement allé jusqu'au meurtre, et au milieu des années trente, l'Italie comptait quelques centaines de prisonniers politiques et plusieurs centaines de 'confinati' – placés en résidence surveillée dans les îles -, mais il est vrai, des dizaines de milliers d'exilés politiques. » (page 24, introduction de S. Courtois)

Ne soyons pas aussi malhonnêtes que Mr. Courtois, et admettons que si Courtois parle de la violence intérieure en temps de paix, alors il a raison ; mais c'est aussi complètement oublier que le fascisme italien, « vers le milieu des années trente », a aussi envahi l'Ethiopie (plusieurs dizaines de milliers de victimes au moins), réprimé les libyens (plusieurs milliers de morts encore), et s'allia au nazisme pour convoier plusieurs dizaines de milliers de juifs italiens qui ne reviendront pas des camps, sans oublier les centaines de milliers d'italiens qui furent envoyés périr sur le front soviétique. L'Italie a perdu 400.000 habitants en 1940-1945. Tous auraient été épargnés si le Duce avait maintenu son pays en paix. En rajoutant l'Ethiopie, le bilan de Benito tourne entre 400.000 et 500.000 victimes. C'est sûr que c'est moins vendeur que cent millions. Silvio Berlusconi, lorsqu'il déclarera en 2003 que « Mussolini n'a tué personne » a trop dû lire Courtois. N'oublions pas que c'est l'homme d'affaires Berlusconi qui parraina la publication du Livre Noir dans la péninsule.

Refaisons les comptes de Hitler, Mussolini et Hirohito ; c'est le bilan de la Seconde Guerre Mondiale, en refusant toute distinction entre victimes militaires et civiles :

URSS : 20 à 27 millions de victimes

Pologne : 5,5 à 6 millions

Allemagne - Autriche : 5 millions

Japon : 2 millions

Yougoslavie : 1,6 millions

Chine : le chiffre de 1 million semble être un grand minimum pour un pays qui fut en guerre dès 1937.

France : 500.000

Italie : 400.000

Royaume-Uni : entre 300 et 400.000

USA : moins de 400.000
Hongrie : plus de 300.000
Roumanie : plus de 300.000
Tchécoslovaquie : 400.000
Grèce : 100.000

Et plusieurs dizaines de milliers de victimes pour l'Australie, le Canada, des milliers pour le Danemark, la Norvège, et les pays d'Asie du Sud-Est pour lesquels le flou est très grand aussi.

La Seconde Guerre Mondiale fit 40 à 50 millions de victimes, 38 millions de victimes selon une estimation plus optimiste. *Tout est imputable au fascisme et nazisme*, si ce n'est éventuellement des massacres commis de façon purement gratuite en Pologne et Europe de l'Est par les staliniens, ce qui retire quelques centaines de milliers de victimes dans le compte. Dans le *Manuel du Goulag*, Jacques Rossi (19 ans de camp en URSS), évoque les détachements de barrage soviétiques qui éliminèrent nombre de déserteurs. Or c'est là une pratique malheureusement prévisible dans toute armée, surtout dans les conditions aussi épouvantables que celles de la guerre soviéto-allemande, ce qui n'excuse pas des exactions réelles des hommes de Staline. Mais le bilan de 40 millions de morts des fascismes semble être un bloc incompressible. Courtois lui en retire quinze à vingt millions, pour le plus grand bonheur de l'extrême-droite.

Mais même ce chiffre de quarante millions de morts n'a pas de sens.

Et ce pour une raison simple : le fascisme italien, allemand ou japonais furent *interrompus* par des forces adverses, alors que Staline comme Mao moururent dans leur lit. Et Hitler, Mussolini ou Hirohito auraient adoré faire plus de morts. Lorsque l'on écrit que cinq à six millions de juifs européens furent exterminés par les nazis, le chiffre est *factuellement* juste, mais falsifie la réalité du projet nazi : Hitler ne voulait pas faire six millions de morts juifs, mais si possible dix millions, soit la population juive de l'Europe, et deux millions ou plus de tsiganes. A l'inverse, aucun des crimes staliniens ou maoïstes ne fut interrompu par la force étrangère. Quant au carnage de Pol Pot, ce furent des « communistes » qui y mirent fin ! Mais surtout, n'oublions pas qu'en cas de victoire nazie, la résistance désespérée des soviétiques, ou même de l'Angleterre attaquée, aurait été là encore incroyablement meurtrière. Et surtout, n'oublions pas les projets nazis quant aux populations de l'Europe slave, qui ne tiennent pas du fantasme des antifascistes mais de projets établis comme le *Generalplan Ost*, qui prévoit carrément la mort par la faim de trente millions de russes du fait des réquisitions prévues par l'armée allemande. Les peuples du *Lebensraum* auraient pour partie été asservis pour les colons allemands, et pour le reste évacués vers l'Est. Le nazisme envisageait la déportation des polonais vers la région de Moscou, et celle des russes à l'est de l'Oural ! On imagine le sort des populations qui auraient rebuté à ce mouvement de masse. Certains vont certainement objecter que ce « délire » n'aurait pas été appliqué en cas de victoire nazie. C'est ce que les commentateurs bienveillants vis-à-vis du Führer disaient du programme racial d'Hitler lors de sa prise du pouvoir en 1933. La déportation – élimination de dizaines de millions de slaves aurait certes paru techniquement incroyable à réaliser ; mais régissant sur le monde, le nazisme aurait eu tout son temps devant lui...

Parler de 40, 45 ou 50 millions de morts des fascismes n'est pas assez significatif : le fascisme – nazisme, ce n'est pas seulement la Shoah, c'est la guerre raciste et colonialiste ; ce n'est pas seulement la guerre, mais le « remodelage » sanglant des pays conquis. Le nazisme

– fascisme, c'est quarante millions de morts plus des dizaines de millions qui heureusement n'eurent pas lieu...

...pour l'essentiel, grâce au peuple de l'Union Soviétique, et aussi à ses dirigeants, parce que sans chef on ne gagne pas. Malheureusement, ce chef fut Staline.

Mais un autre fait particulièrement surprenant, est que la comparaison ne se fait pas entre le nazisme et le régime de Staline, ni avec celui de Mao ; c'est l'ensemble de la chose appelée « communisme » qui est comparée avec le nazisme. Il faudrait tout de même rappeler aux auteurs que si l'on retire Staline (environ 14 millions de victimes, 1 million de plus en rajoutant les crimes commis sous la tutelle stalinienne en Europe de l'Est) et Mao (60 millions selon le compte de Courtois), alors le bilan de « 100 millions de morts » s'effondre des trois quarts. Or Staline n'occupe qu'un tiers de l'histoire de l'URSS (ou plutôt de ce territoire entre 1917 et 1991) et Mao une moitié de l'histoire de la Chine Populaire. Quant aux 5 à 6 millions de morts imputés à Lénine, nous verrons que ce chiffre résulte pour partie d'une manipulation ; le régime de Lénine n'a aucune comparaison possible avec celui d'Hitler. Notons (nous retranscrivons les comptes de Courtois plus bas) que pour l'Afrique, 1,7 millions de victimes sont recensées, dont celles des guerres angolaises et mozambicaines, pour lesquelles –comme pour la Russie bolchevique- la responsabilité des forces et états capitalistes fait décor. Donc, si l'on enlève Staline et Mao, et même Pol Pot, l'essentiel du bilan est retiré mais il reste toujours de très nombreux dirigeants « rouges ». Je ne vais pas me répéter en disant que le régime, les pratiques et donc les idées de Pol Pot sont incomparables par rapport aux autres régimes –sauf peut-être celui de la Corée du Nord, dont on ne connaît pas le nombre de victimes, mais qui fut l'extension du régime soviétique- y compris celui de Mao et de Staline. N'en déplaise à Courtois, parler d'une seule idéologie, conviant Lénine, Staline, Brejnev, Mao, Pol Pot, Castro - bien qu'aucun de ces hommes ne fut un saint -, est un mensonge.

A la limite, pour ce qui est du nazisme, c'est beaucoup moins compliqué : l'idée nazie ne fait pratiquement qu'un avec son maître, Adolf Hitler. Certes, le « national-socialisme » n'a pas été fondé par Hitler, mais par un ouvrier allemand, Anton Drexler, qui en rédigea les principes. Mais le terme *national-socialisme* résume fort mal ce que fut l'Allemagne de Hitler. Le Troisième Reich fut beaucoup plus qu'un simple régime nationaliste, et il ne fut jamais socialiste puisqu'il n'abolit jamais le capitalisme (des capitalistes comme Krupp l'ayant d'ailleurs aidé à accéder au pouvoir). Voilà pourquoi il est beaucoup plus pertinent de parler de « nazisme » que de « national-socialisme » à propos de Hitler, de ses idées et de son régime. « Nazisme », grammaticalement, ça ne veut rien dire ; c'est un mot inventé (par abréviation de national-socialisme, certes), pour désigner une idéologie, et surtout un mouvement politique, qui fut horriblement hors du commun. Le nazisme n'a qu'une seule grande figure principale, Hitler. Celui qui rejette Hitler n'est pas vraiment nazi. Il peut être aussi dangereux ou pire, voyez Pol Pot. Juger Hitler, ce qui n'a malheureusement pu être fait, c'est juger le nazisme, et vice-versa. D'ailleurs, remarquez que le but du procès de Nuremberg ne fut pas de dire : « le nazisme est criminel ». Ca, merci, on savait depuis *Mein Kampf* que le nazisme n'était –et ceci étant pleinement revendiqué- que meurtres, dictature, guerres de domination raciale. Le procès de Nuremberg a jugé des personnes *réelles*, dont on a interrogé les méfaits *réels*, et les responsabilités *réelles*. Courtois et ses amis veulent juger une *idée*. Cela n'a rien à voir avec le procès de Nuremberg. Et surtout, il leur faudrait une idée qui puisse réunir des dirigeants aux pratiques et aux idées aussi contradictoires que Castro, Lénine, Staline, Gomulka, Pol Pot.

Annexe 3:

► La mauvaise défense des (plus ou moins) communistes



Le négationnisme

Puisque c'était l'Idée à laquelle ils étaient censés se rattacher que l'on jugeait, les communistes (ou prétendus tels) de 1997 étaient invités à se défendre. Certains vont tout simplement nier, peut-être pas tout, mais une partie. Il existe en effet une littérature pro-stalinienne où l'on écrit que la famine de 1932 fut une invention, que les victimes du goulag (que plus grand-monde ne nie dans son existence) étaient de vrais contre-révolutionnaires acharnés. J'ai lu des articles nous informant que le Grand Bond en Avant a été, dans son nombre de victimes, très surestimé, que tout était dû à la sécheresse et aux insectes.

Dans ce registre, il faut remarquer l'ouvrage de Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, paru aux éditions EPO. Le chapitre sur la famine de 1932 (le chapitre titré « *La collectivisation et « l'holocauste ukrainien »* ») mérite l'attention. Martens y passe en revue plusieurs estimations et récits faits par la presse et l'édition occidentale sur le « génocide ukrainien ». Notamment sur le cas de Thomas Walker, journaliste américain, en réalité Robert Green, qui aurait produit un faux reportage sur la famine de 1933, n'ayant jamais mis les pieds en Ukraine, et ayant publié des informations aussi capitales en 1934, près d'un an après les faits. Travaillant pour la presse de William Hearst, un tel délai semble surprenant. Martens égrènera ensuite une liste d'ukrainiens fascistes et pro-nazis, qui, après leur fuite aux USA en 1945, s'inventèrent un passé de résistants à la fois anti-nazis et anti-soviétiques. Ce sont eux qui publièrent le plus d'ouvrages sur la famine dite anti-ukrainienne, et qui serviront de sources à Robert Conquest. Ils furent ensuite imités par des universitaires américains pour les campagnes de Reagan contre le « communisme » (en faisant publier des films et livres sur la famine de 1932 au début des années 80, on voyait difficilement la cohérence d'une propagande reaganienne à une époque où on ne mourrait plus de faim en URSS). Les photographies publiées dans les années 30 et 40 par Walker - Green comme par les émigrés ukrainiens se seraient révélées être des faux datant de la famine de 1921. Horsley Gantt a parlé de 15 millions de morts sur 25 millions d'ukrainiens, soit l'une des pires absurdités qui soit. Mais Martens cite deux autres journalistes américains présents en URSS à cette époque, à Moscou plus précisément, Ralph Barnes du *New York Herald Tribune*, et Walter Duranty, du *New York Times*, qui parlèrent respectivement de 1 et 2 millions de victimes. Pourquoi leur faire confiance ? Parce que Martens annonce qu'ils furent « connus pour leur rigueur professionnelle ». Ben tiens.

Mais Martens ne nie pas l'existence d'une famine en Ukraine à cette époque. Mais il l'attribue à « la guerre menée par les koulaks contre la collectivisation », collectivisation qui aurait été bien sûre assez largement volontaire... Puis il invoque la sécheresse et les conditions climatiques des années 1930 à 1932, puis le bouleversement de la production agricole par le changement des structures agricoles, voire par le « radicalisme gauchiste » des classes les plus pauvres, et ensuite par une épidémie de typhus sévissant à cette époque. Les

milliers de témoignages recueillis à la fin de l'ère soviétique, et qui parlent bien d'une sur-réquisition à l'origine du désastre, n'ont pas dû venir aux oreilles de Mr. Martens. Il utilise aussi très peu les archives soviétiques pourtant accessibles : son chapitre sur la famine en 1932 se sert de moins de dix sources (sept ouvrages seulement dans les notes !) dont largement, l'ouvrage de Douglas Tottle, « *Fraude, famine et fascisme* », paru en 1987, et qui fait également de la famine un mythe fasciste.

Ce qui est sûr, c'est que les révélations récentes sur les famines au Kouban et au Kazakhstan à la même époque suppriment le mythe de l'holocauste ukrainien. La population de l'Ukraine ne vécut jamais ce que subirent les Juifs d'Europe entre 1941 et 1945. Jean-Jacques Marie, dans sa biographie de Staline parue pour la première fois en 1967 – rééditée ensuite-, parle de 4 millions de morts en Ukraine à cette époque –ce qui se situe à mi-chemin entre les chiffres de 5 à 6 millions de morts donnés par les émigrés ukrainiens pour l'Ukraine- et les estimations de Barnes et Duranty. Mais il parle de trois millions d'autres au Kazakhstan et au Kouban.



La relativisation

D'autres, heureusement, ne suivent pas la voie négationniste. Mais leur défense ne vaut guère mieux. Marchais comme Hue annonce que le bilan des pays d'économie planifiée de l'ex-Bloc de l'Est ne se réduisait pas à cette « comptabilité macabre ». Que dire, sinon qu'ils ont raison ? En effet, le bilan de ces pays, c'est tout ce qu'ils ont fait et qui n'aurait pas été fait par d'autres régimes ; et là dedans, on trouve un système social et économique avec ses réussites et ses échecs, puis son effondrement (...ou plutôt sa destruction ?) finale ; mais il y a aussi les millions de morts. Donc la phrase de Marchais et Hue est juste, comme il est juste de dire « la mer est salée », mais ne répond en rien aux accusations.



L'argument du FN

Un des arguments les plus pitoyables fut : « Le Livre Noir fait le jeu du FN ! ». Cela est vrai certes ; le Front National éditera d'ailleurs une affiche odieuse –mais bon, provenant du FN...-, rougeoyante, où sont représentés les visages de Marx, Lénine, Staline et... Robert Hue, avec l'inévitable « Communisme = 85 millions de morts ». On voit difficilement quel est le casier judiciaire en termes de meurtres du Petit Père Bob Hue. L'affiche est évidemment purement politicienne (mais le Livre Noir aussi). Mais le fait que le Livre Noir soit du pain béni pour le FN, surtout parce qu'il vise à montrer que le nazisme (dont le FN, quoiqu'en dise inlassablement ses représentants, est assez teinté, sans être pour autant une formation fasciste accomplie...) est « moins grave » que le « communisme », ne change rien à l'accusation contre les communistes. Le Livre Noir va également relancer le débat récurrent sur le thème : pourquoi la droite « démocratique » (RPR-UDF) n'aurait-elle pas le droit de s'allier avec le FN, alors que le PS s'allie avec les monstrueux communistes ? La réponse à ce « débat » fut pourtant clairement donnée... le 21 mars 2004. Le soir du premier tour des élections régionales, nettement défavorable à l'UMP, toutes les têtes de listes UMP refusent l'alliance avec le FN, mais appellent les électeurs du FN à voter pour eux au second tour (comme si les électeurs du FN ne partageaient pas les idées du parti lepéniste, perpétuant ainsi le mythe de l'électeur qui vote FN par « désespoir » ou par « défoulement », mythe cher à la droite...la réalité rattrapera les candidats UMP lors du second tour, où la présence de listes FN leur fera

perdre presque toutes les régions). A la table des débats, Bruno Gollnisch, ponté du FN, interpelle un des « vainqueurs du soir » en la personne de Dominique Strauss-Kahn. L'ancien ministre PS est sommé de s'expliquer sur le fait que son parti reproche à la droite ses possibles alliances avec le FN, tout en s'alliant avec les communistes. Strauss-Kahn répond qu'il ne voit pas le rapport. Gollnisch lui sort que les communistes « ont du sang jusqu'au cou ». Strauss-Kahn va alors dire la simple vérité : « Aucun communiste français n'a de sang sur les mains ». Gollnisch ne peut répondre, car il n'y a rien à répondre, sauf à entrer dans la diffamation (or le FN a déjà été suffisamment ennuyé par la Justice à propos de ses déclarations « historiques »). On souhaiterait que cette lucidité frappe plus souvent les pontes du PS. En réalité, Stéphane Courtois trouvera bien quelques meurtres à mettre sur le compte de membres du PCF, mais les attribuer au Parti sera assez douteux. Quelques années plus tôt, juste après la parution du Livre Noir, Michel Poniatowski énonçait qu'il considérait comme moins gênant de s'allier avec le FN qu'avec les « communistes qui ont assassiné des millions de gens en Europe » (le PCF ? Vraiment ? Ou la LCR ? LO ? Où ça et quand ?). Ignacio Ramonet, dans le *Monde Diplomatique*, voyait dans cette déclaration un « effet pervers » du Livre Noir. Non, Mr. Ramonet, il ne peut y avoir d'effet pervers du Livre Noir : le Livre Noir tout entier est une perversité.

Cet argument (« le Livre Noir sert le FN ») est en fait la réminiscence de l'argument « plutôt Staline qu'Hitler ». Et c'est juste : entre 1933 et 1945, il fallait évidemment choisir Staline contre Hitler. Et la vierge effarouchée qui aurait dit « ni l'un ni l'autre » perdait la Guerre Mondiale, le plus certainement au profit de Hitler. Car c'est bien l'Armée Rouge, quelles qu'en furent les méthodes, qui fournit l'essentiel de la lutte pour détruire l'empire nazi. Mais après 1945, ce discours ne vaut plus. Et il ne permettra jamais d'effacer les crimes staliniens.

Après la fin de Hitler, les staliniens sortiront : « si vous n'êtes pas avec nous (bon, on sait que vous êtes au courant pour les crimes de Staline), alors vous êtes pour l'impérialisme américain ». Discours qui aujourd'hui changé de mains pour être tenus par les partisans du capitalisme : « Quoi ? Vous êtes contre le capitalisme ? Vous voulez l'URSS de Staline ? » (je ne caricature rien, j'ai lu des propos très explicites en ce sens sous la plume de Jean-François Revel dans un numéro du Point de l'année 2000).



Les « bonnes intentions »

Ce fut l'argument principal : bon d'accord, il y a eu tous ces crimes, mais au départ, c'est bien avec de bonnes intentions qu'agissaient les militants communistes, qui voulaient libérer l'humanité ? Donc on ne peut les comparer avec les nazis. Sympathique, mais cela manque de cohérence. Donc, si au départ il y avait de bonnes intentions, il y a donc eu trahison de l'idéal communiste (ce qui est la vérité, mais cela aurait dû être défendu plus intelligemment – ce que va tenter ce texte). Or, être trahi, trompé, suppose qu'on nous aurait caché la réalité. Jusqu'à quand est-ce possible de dire cela, sur un plan historique ? Pas au-delà des années 30. A partir du milieu de la décennie, au pire des purges de 1937-1938 connues de tous, celui qui ne désavoue pas Staline (même s'il garde en mémoire qu'il faut s'appuyer sur Staline contre Hitler) ne peut plus dire qu'il est trompé : celui qui soutient Staline en connaissance de ses crimes est peut-être un allié tactique (Staline plutôt que Hitler), ce qui se comprend, mais après 1945, il est un stalinien, point barre, et on ne peut prêter de bonnes intentions au supporter d'une dictature.

Or le PCF a bel et bien appuyé l'URSS stalinienne, et souvent sur le ton hagiographique vis-à-vis de Staline, les célébrations de Staline dans les années 45-53 étant de nature à faire passer les pèlerinages de Lourdes pour des monuments de rationalisme (la comparaison n'est pas de moi, mais de Michel Winock, sympathisant du PCF à cette époque). Le Goulag fut nié (ce qui est autre chose que le justifier ; mais dans la mesure où l'on découvrait –et même avant Soljenitsyne- de plus en plus de preuves de l'existence des camps, nier revenait à soutenir le régime qui les maintenait) ; l'intervention contre Budapest fut acclamée (au nom de la classe ouvrière !), mais celle à Prague désapprouvée. Mais, malgré ce triste tableau, rappelons-nous une chose : le PCF a peut-être célébré Staline, mais pas appliqué ses idées. Il n'a pas tenté de prendre le pouvoir par la force, même en 1945 ou en 1968. Ses participations au pouvoir ne virent pas de recul de la démocratie (certainement pas autant que le recul démocratique imposé par la suppression de la proportionnelle en 1958 par le gaullisme). Et ne firent aucun mort, même avec l'application partielle de son programme de nationalisations. Quant au dogmatisme et aux exclusions qui eurent lieu au sein du parti, ils n'ont aucun caractère criminel dans un pays démocratique où personne n'est contraint de faire partie du PCF ; dans une démocratie monopartite, cela aurait été scandaleux. Rien ne prouve que la dictature aurait été prononcée si le PCF avait été majoritaire dans les gouvernements de 1936, 1945, 1981 (surtout face au risque d'un coup d'état militaire anticommuniste) ; l'affirmation du contraire relève de la diffamation.

Pourtant, l'argument des « bonnes intentions » est juste dans son fond. Et là où la propagande anticommuniste sonne particulièrement mal, c'est dans sa comparaison entre 'communisme' et nazisme. Aux yeux d'une large fraction de l'opinion, même non-communiste, le militant communiste est parfois un doux rêveur, parfois un « partageux », parfois un partisan du « fonctionnarisme » et de la bureaucratie, parfois quelqu'un qui lutte pour les défavorisés en adhérant au PCF, parfois un idéologue intransigeant... mais la comparaison avec le skinhead néonazi, le militant lâchant des propos xénophobes et racistes, le milicien du DPS, passe mal. Aussi parce que le PCF, dit « parti stalinien » et « totalitaire » a toujours respecté le jeu démocratique et accepté ses défaites électorales. L'image du PCF ne sera jamais celle du Front National. D'autant qu'il faudra expliquer à ceux qui s'étonnent que l'extrême-droite soit ostracisée et pas l'extrême-gauche, que le FN n'est pas mis en quarantaine à cause de sa supposée « parenté » avec le régime d'Hitler. A part une frange marginale mais active du combat excessivement appelé « antifasciste », presque personne ne qualifie le FN de parti nazi ou sub-nazi. Mais cependant il faut surtout ne pas faire de concessions au FN : il s'agit bien d'un parti raciste, et ses électeurs commettent, quelles que soient leurs dénégations, un acte de soutien au racisme en votant pour ce parti. Mais si le FN est qualifié de raciste, ce n'est pas parce qu'on a trouvé des anciens SS parmi ses fondateurs, ni même principalement à cause des petites phrases de son chef comme celle sur le « détail », mais à cause de son programme, surtout pour sa politique d'endigement de l'immigration, de sa volonté « d'inverser les flux migratoires » - ce qui a peu de chances de se faire en « incitant » les étrangers à retourner vers « leur » pays-, et surtout par la politique d'apartheid revendiquée sous le nom de préférence nationale (principe que tout état républicain devrait avoir déclaré anticonstitutionnel). Face à toutes ces atteintes programmées à la liberté de circulation, et à l'égalité en droit des personnes qui suppose leur non-discrimination en fonction de leurs origines, aucun équivalent ne peut être trouvé dans la gauche plus ou moins communiste. Certains craignent la « dictature du prolétariat » dont le sens a déjà été explicité, et qui n'a pas le même caractère discriminatoire que la préférence nationale : dans une société communiste, tout le monde doit pouvoir devenir ou redevenir prolétaire, alors que le FN s'oppose à ce que certains puissent devenir français, puisqu'il veut limiter l'immigration et

pourquoi pas réintégrer la « loi du sang » dans l'acquisition de la nationalité, ce que Vichy n'osa pas. Et de toute façon, le PCF a renoncé il y a trente ans à la dictature du prolétariat, la LCR le fit en 2004, et la LCR comme LO y ont largement renoncé dans les faits. Alors que le FN ne cantonne pas son racisme aux discours ; s'emparant de la mairie de Vitrolles en 1998, les époux Mégret tenteront bel et bien, par une subvention aux naissances « françaises et européennes » d'appliquer leurs idées.

Annexe 4:

► Les pires délires anticommunistes



Dénoncer les délires.

Le Livre Noir du Communisme parle de 90 millions de morts, peut-être cent ; le chiffre aurait certainement été plus élevé si les auteurs s'étaient complus à s'appuyer sur les chiffres hallucinants donnés par certains auteurs sur les pays d'économie planifiée. Il ne s'agit nullement de défendre le système politique soviétique ou chinois, mais de refuser des contrevérités historiques fabuleuses. Une petite liste.

-en ce qui concerne la famine soviétique de 1921, due à la guerre civile, l'historien Robert Payne a parlé de 27 millions de morts. Aujourd'hui, les estimations parlent de 5 millions de victimes (je m'appuie sur celles de Jean-Jacques Marie, de Nicolas Werth dans *Histoire de l'Union Soviétique*, ou sur la biographie de Lénine de Carrère d'Encausse).

-en ce qui concerne le goulag, Alexandre Soljenitsyne a parlé de 66 millions de morts (en comptant aussi les victimes d'exécutions de masse). Le même Soljenitsyne a parlé de 44 millions de victimes de la Seconde Guerre Mondiale, victimes dont il imputa la responsabilité au « socialisme » (l'URSS eut plus de 20 millions de morts entre 1941-1945, ce qui est déjà monstrueux, et fut bien évidemment agressée par les nazis)! D'autres ont repris ce chiffre de « 60 millions de morts au goulag ». Un journaliste du Canard Enchaîné (journal pas spécialement de droite pourtant) reprit ce chiffre dans la présentation qu'il fit du livre *Goulag* de Tomas Kizny. Ce livre, qui regroupe des photographies du Goulag (pas toutes inédites) comporte certaines affirmations selon lesquelles le Belomorkanal (chantier mortifère au Nord-Est de Leningrad), la Kolyma (site aussi très meurtrier d'extraction aurifère en Sibérie Orientale, homonyme d'un fleuve) auraient fait plus de victimes que Auschwitz, Majdanek, et les batailles d'Ypres et Verdun réunis. Les premiers surpris seront ceux qui auront lu *Goulag*, où aucun texte ne permet de soutenir cette affirmation. Aujourd'hui, l'ouverture des archives soviétiques par des chercheurs comme le russe Zemskov a massivement dissipé ce chiffre de soixante millions de morts, annonçant que le Goulag proprement dit ne compta pas plus de 3 millions de détenus. D'anciens déportés comme Jacques Rossi (19 ans de Goulag à partir de 1937) considèrent ces chiffres comme très sous-estimés, reprenant les chiffres de Soljenitsyne, avec de 17 à 20 millions de détenus dans les années 40 et 50. Dans *Le Goulag*, l'historien Jean-Jacques Marie s'interroge sur ces chiffres faramineux. L'argument de Jacques Rossi est que les résultats économiques du Goulag furent tellement désastreux que les autorités des camps minimisèrent drastiquement le nombre des détenus dans les rapports pour faire croire à une productivité moins mauvaise. J.J. Marie se demande, avec une certaine pertinence, comment la dissimulation de 80% des détenus (2,5 affichés pour 17 à 20 millions supposés) aurait été possible dans le pays de la surveillance et de la délation. Pourquoi, aussi, les autorités des camps n'auraient pas été capables de surestimer la production plutôt que de minorer le nombre de détenus. La production, ça peut être vérifié par le pouvoir soviétique, nous dira-t-on ; mais la population pénitentiaire aussi, surtout une différence de 15 millions de personnes entre les chiffres des rapports et la réalité supposée ! Jean-Jacques Marie argue surtout du fait que de la population d'un camp dépendait son ravitaillement ; si les

administrateurs des camps avaient caché 75% des détenus, ils se seraient vu attribuer le ravitaillement, déjà famélique par individu, correspondant à moins d'un quart de la population réelle, ce qui aurait donc supposé que les trois quarts des détenus seraient morts de faim dans l'année. Même en supposant que les camps soient repeuplés d'une quinzaine millions de personnes d'une année sur l'autre, à ce rythme-là l'URSS était vidée de sa population en dix ans. Jean-Jacques Marie affirme donc que les administrateurs des camps n'avaient ni intérêt à minorer les chiffres de détenus « *qui servent de base aux dotations en ravitaillement, vêtements et équipement* », ni à les majorer « *ce qui aurait entraîné des objectifs de production plus élevés* » (JJ. Marie, *Le Goulag*). Mais surtout, si il y avait eu 60 millions de morts au Goulag, un tel carnage aurait été impossible à dissimuler lors de la disparition du régime. Que l'on enterre les corps, et l'on retrouvera des mers d'ossements (on a retrouvé des charniers en ex-URSS, en Biélorussie par exemple, mais pas de quoi justifier ces estimations) ; qu'on les brûle, et ce sont des montagnes de cendres qu'on trouvera. Même jetés à la mer, fut-ce dans les mers irradiées de l'Arctique ex-soviétique, les restes humains auraient peut-être été retrouvés. Mais surtout, la main-d'œuvre considérable qui aurait dû être mobilisée pour cacher ces corps aurait été telle qu'il aurait été impossible qu'en 1991 et après, certains n'avouent pas ce qu'ils ont fait. Il aurait fallu tuer aussi les fossoyeurs et les gardiens qui auraient fait cette « besogne », soit beaucoup de monde encore. Mais plus encore, 60 millions de morts auraient signifié que presque tous les ex-soviétiques auraient eu des proches disparus ; si ce chiffre avait été réel, les recherches de disparus après 1991 auraient été bien plus intenses que le mouvement légitimement animé par des associations comme Mémorial pour la reconnaissance du Goulag. Imaginez que la France ait eu un dictateur qui aurait massacré 20% de la population du pays (soit 8 à 12 millions de morts) soit la même proportion que 60 millions de morts par rapport à 300 millions de soviétiques (au moins) ayant vécu entre 1917 et 1991. Quand on sait les commémorations que nous organisons, avec raison, pour nos 500.000 victimes de la guerre de 1939, comment la mort de 20% de la population aurait pu ne pas avoir une énorme couverture ?

-la dékoulakisation et les purges ont donné lieu à des estimations effarantes à leur tour. J'ai personnellement entendu le chiffre de 30 à 40 millions de paysans supprimés par Staline dans les années 30. Antonov-Ovseenko a parlé de 20 millions de fusillés à la fin des années 30. Ces chiffres n'ont aucun réalisme : après l'ouverture des archives, on sait que 1,8 million de personnes de familles paysannes classées « koulaks » (qui n'étaient pas toujours des paysans aisés) furent déportés vers les « territoires spéciaux », dans des conditions telles (1 320 000 seulement arrivèrent sur ces territoires) qu'il n'est pas besoin d'en rajouter pour se convaincre de la cruauté du phénomène. Les chiffres des purges tournent aujourd'hui vers plusieurs centaines de milliers, voir plus d'un million, ce qui explique déjà assez les charniers retrouvés en ex-URSS.

-la famine de 1932-1933 n'échappa pas à la règle, puisque Robert Conquest, qui s'était souvent tenu à une estimation d'une demi-douzaine de millions de victimes (pour l'Ukraine) avança dans les années 80 jusqu'à 15 millions de morts dans un « génocide antiukrainien » (pour une Ukraine de 25 millions d'habitants à l'époque). Cette thèse du « génocide ukrainien » fut assez largement répandue par les nationalistes ukrainiens, notamment ceux réfugiés en Amérique du Nord, ces mêmes nationalistes qui répandirent le mythe d'une résistance ukrainienne qui, pendant la guerre de 1941-1945, aurait combattu tant les soviétiques que les nazis, alors qu'en réalité beaucoup de nationalistes ukrainiens servirent les allemands, et selon Benoît Rayski, on compta de nombreux volontaires ukrainiens pour la SS Galicie, sans parler des pogroms et des camps de concentration qui comptèrent des gardiens ukrainiens. Aujourd'hui, les estimations donnent 6 à 7 millions de morts. Jean-

Jacques Marie parle de 4 millions de victimes en Ukraine, mais de près de trois millions au Caucase du Nord, au Kouban et au Kazakhstan, faits reconnus qui écartent l'idée du génocide spécifiquement antiukrainien.

Note : si l'on additionne tous les délires (27 millions de morts en 1921, 30 à 40 millions de paysans supprimés, 66 millions de morts au Goulag et dans les exécutions, 15 millions de morts de faim en 1933, 44 millions de « victimes du socialisme » pendant le conflit de 1941), il semble surprenant qu'il y ait encore des habitants en ex-URSS.

A titre d'argument pour justifier de tels chiffres, certains, historiens ou pas, avancèrent qu'en 1937, Ivan Kraval, un des organisateurs du recensement de cette année, a été fusillé pour avoir déclaré 162 millions de soviétiques alors que 180 millions étaient prévus (mais depuis quelle année avait été faite cette prévision ?). En 1939, un autre recensement, dirigé par Molotov, annonce 170 millions d'habitants, les résultats restant confidentiels. Mais que faut-il en penser ? En 1913, l'empire russe compte 160 millions d'habitants. La guerre de 14-18 lui en enlève 2,5 millions ; mais surtout, le traité de Brest-Litovsk qui reconnaît la perte de la Finlande, des pays baltes, de la Pologne et de la Bessarabie, et temporairement de l'Ukraine, enlève au minimum vingt millions d'habitants au pays, probablement un chiffre compris entre 20 et 30 millions. La guerre civile – multinationale fait des centaines de milliers de victimes, fait dramatiquement chuter les naissances, et la famine – épidémie de 1921 fait 5 millions de victimes. Que le territoire appelé Union Soviétique en 1922 ait encaissé un déficit de trente millions d'individus, ramenant sa population à un peu plus de 130 millions, voire 140 millions est déjà un assez rude coup, mais la plupart des habitants perdus sont tout simplement vivants, mais dans d'autres pays, surtout la Pologne. Que la population soviétique soit de 162 millions d'habitants en 1937 aurait plutôt été une progression appréciable, d'entre 15 et 25% en quinze ans (selon que l'on parte de 130 ou 140 millions d'habitants au début de 1922), dont de nombreuses années difficiles, après la perte de 6 à 7 millions de personnes en 1932-1933, et des centaines de milliers de koulaks disparus. Sans la famine de 1932 et la dékoulakisisation, le pays aurait compté à coup sûr 170 millions d'habitants en 1937. En tout cas sa déclaration ne peut en rien servir d'appui aux affirmations sur les morts par dizaines de millions à cette époque. Nicolas Werth parlera, pour les années 30, d'un déficit de 10 millions de personnes, que la dénatalité ne saurait expliquer. On reste loin des chiffres évoqués plus haut.

Une autre estimation suppose que, pour un empire russe qui sans la Pologne comptait 140 millions d'âmes en 1913, sans les accidents de l'Histoire, la population de l'URSS aurait dû atteindre 350 millions d'habitants au moins en 1990, contre 285 dans la réalité. Rien de surprenant là encore. En cumulant les morts de la période 1914 à 1921, soit dix millions environ, la surmortalité de dix millions de personnes dans les années trente, les 25 millions de victimes de l'agression nazie, on a déjà quarante-cinq millions de victimes, *majoritairement dues à des agressions étrangères et antisoviétiques*. Mais il ne faut surtout pas oublier que supprimer quarante-cinq millions de personnes, en l'espace de trente ans, c'est aussi supprimer leur descendance. La population soviétique est passée de moins de 170 millions d'êtres en 1945 à 285 millions en 1990 ; les 45 millions de morts de 1914 à 1945 correspondent à un déficit probable de 75 millions de personnes en 1990. N'oublions pas aussi que la Seconde Guerre Mondiale –comme le Goulag– fera surtout des victimes masculines ; en 1945, la société soviétique est la seule grande nation au monde qui compte huit hommes pour dix femmes, condamnant des millions de femmes soviétiques bien vivantes au célibat, accroissant le déficit de naissances.

-on a eu droit à d'autres chiffres extraordinaires, la palme revenant au chiffre de « 100 millions de morts pendant la Révolution Culturelle ». Ce chiffre fut assez repris, par exemple par Philippe Val, éditorialiste de Charlie Hebdo (ce qui représente assez bien cette gauche social-démocrate prête à raconter n'importe quoi pour ne pas être accusée de « communisme »). Des chiffres totalement contradictoires ont circulé : le Times a parlé de 1 millions de victimes. Harry Wu, le dissident chinois qui passa 19 ans au laogai à partir de 1960, parle de 25 millions de victimes dans *Danse pas avec la Chine*. Mais il ne s'agit pas de son estimation, mais de celle d'un universitaire américain, Rummel, qui sur son site, en réalité, attribue un chiffre « probable » trois fois inférieur (ce qui est déjà énorme) à la Révolution Culturelle, le chiffre de 25 millions étant l'estimation haute. Mais Rummel s'est aussi fourvoyé dans des estimations plus que douteuses sur le Goulag soviétique auquel il prête, en estimation « probable », 45 millions de victimes, voire le double en estimation haute!



Pourquoi ces délires?

Pourquoi cette tendance à majorer les chiffres lorsque les chiffres réels sont assez affligeants en eux-mêmes ? La raison semble pourtant simple. Un jeune sympathisant des idées communistes, et qui n'envisage pas du tout le communisme sous la forme d'un totalitarisme à la soviétique ou à la chinoise, et qui prendrait connaissance des chiffres monstrueux donnés ci-dessus sur le Goulag, la Révolution Culturelle, se dira probablement que la catastrophe fut telle que l'humanité entière devrait être dégoûtée de toute sortie du capitalisme. Les idéologues de l'anticommunisme ont parfaitement compris que n'importe quel communiste cohérent peuvent leur répondre que les principes du communisme ne furent pas appliqués en URSS (ce qui sera développé par la suite) ; donc, il faut se rabattre, à défaut d'arguments rationnels, sur l'émotionnel. Il y a eu tellement de morts dans ces « alternatives au capitalisme », que si vous tentez de sortir à nouveau du capitalisme et que vous « dérapez », le coût humain sera certainement trop grand...Surtout si l'on croit en la « virginité » du capitalisme, qui en réalité à de nombreux millions de morts (dizaines de millions en fait) derrière lui.

Mais 90 ou 100 millions de morts réels pour le monde dit « communiste », n'est-ce pas déjà énorme ? Oui, évidemment. Mais, et c'est là l'essentiel : où est la responsabilité du « Communisme », cet être abstrait dont on veut faire le procès ?

Annexe 5:

► Morts propres, morts sales : de la Première Guerre Mondiale à la famine de 1921.



Pourquoi s'intéresser à Octobre 1917 ?

Dans l'introduction, j'ai déjà exposé que pour Stéphane Courtois, la liste des accusés sous la bannière du « Communisme » commence avec Lénine. Marx n'y apparaît pas, et le lecteur, dans divers passages du Livre Noir, verra, peut-être avec une certaine surprise, que les auteurs marquent des différences, bien plus que des nuances entre les actes des régimes « communistes », et la pensée de Marx. D'ailleurs, la guerre de 1914 n'a-t-elle pas été l'occasion d'une division irrémédiable entre marxistes révolutionnaires et d'autres marxistes, mais socialistes ceux-là, qui se débarrasseront progressivement du marxisme, et qui monopoliseront le nom de sociaux-démocrates qui, avant la guerre, regroupait tout le mouvement marxiste, y compris Lénine en Russie ? En 1917, en arrivant en Russie après le renversement du Tsar, après le voyage dans le fameux « wagon plombé » à travers l'Allemagne, Lénine appelle son parti, qu'il avait fondé en 1903, à choisir le nom de « communiste » par opposition aux autres partis socialistes (mencheviks et socialistes – révolutionnaires surtout). Pour Courtois, c'est là que commence le mouvement communiste, d'après ce que croit comprendre le lecteur. Il est certain que le maître d'œuvre du Livre Noir sait que le communisme est déjà revendiqué en tant qu'appellation depuis 1848 et le célèbre *Manifeste* (le contraire serait étonnant de la part d'un ancien maoïste) qui, à ce qu'on sache, n'était pas le manifeste de la social-démocratie mais des communistes.



Pourquoi les bolcheviks s'appelèrent-ils communistes ?

Or pourquoi Lénine a-t-il choisi ce nom ? Le 16 avril 1917, arrivé à Petrograd par la Finlande, il s'exprime le soir même au palais Ksechinskaia, et y déclare que la social-démocratie est à jamais souillée par le soutien assumé de ses représentants à la guerre mondiale, et préconise de rebaptiser son parti sous le nom de « communiste ». Courtois à raison, ce n'est pas un hasard si ce nom est pris, puisqu'il s'agit désormais de s'opposer à la guerre et aux trahisons des gouvernements par le recours à la révolution. Et puisque le processus parlementaire a, certes non pas créé la guerre mondiale, mais l'a largement rendue possible, Lénine affirme soutenir, dans les mots au moins, une autre démocratie que Lénine n'a nullement inventée, celle des soviets, ou peut-être celle d'une seule classe, le prolétariat industriel. Bien sûr, pour beaucoup, il ne s'agira là que de discours, et Lénine a en réalité des

projets bien différents : la dictature de son parti en misant sur la révolution dans d'autres pays, à commencer par l'Allemagne.



Une guerre mondiale « inévitable » ?

Mais avant tout jugement sur Lénine, interrogeons-nous sur ce à quoi il réagit : mais qu'a donc fait la social-démocratie pour que Lénine lui en veuille à ce point ? Courtois donne là-dessus son opinion dans la conclusion du Livre Noir, intitulée « Pourquoi ? » parce que le bavardage en question va consister, en trente pages, à expliquer les motivations des criminels « communistes ». Conseillons au lecteur de lire la page 806 du Livre, surtout le paragraphe qui commence par « *C'est en 1914 qu'intervint la rupture définitive avec la IIème Internationale...* ». J'ai largement cité ce paragraphe dans l'introduction de mon texte. Observons une chose surprenante : en 1914, selon Courtois, le mouvement socialiste démocratique ne pouvait pas empêcher la guerre. Qu'en aurait donc pensé Jaurès, qui ne vécut pas pour voir cette guerre, et qui surtout est mort d'avoir pensé l'inverse de ce qu'écrit Courtois ? Pour Courtois, la guerre était « inévitable », et la preuve : on n'avait pas pu l'éviter. La réalité, c'est que le mouvement socialiste démocratique n'a pas vraiment tenté de l'empêcher, et que les mots d'ordre de grève générale et transnationale sont morts avec Jaurès. La réalité c'est celle-là : le mouvement socialiste européen a *approuvé* le carnage de huit million et demi d'hommes, et sa responsabilité est plus frappante encore que celle des autres partis, parce que les sociaux-démocrates étaient censés être des pacifistes et qu'ils étaient l'un des rares mouvements internationaux, donc capables d'agir par-delà les frontières (ce qu'on n'aurait pas imaginé de l'Action Française, par exemple). Qu'aurait-il fallu faire, me dira-t-on ? Quel droit ai-je, en 2004, à juger de ce que les sociaux-démocrates ont fait en 1914 ? Je renvoie entièrement la question à ceux qui me la poseront : d'abord, ce n'est pas moi qui ai jugé les faits historiques en premier, mais Courtois. Celui-ci, en écrivant que le « *froid raisonnement* » pour un progressiste aurait consisté à accepter la guerre (« inévitable » ! Inévitable, ce carnage de huit millions d'hommes !) et à se préparer à « regrouper ses forces » pour éviter une nouvelle guerre (et tant pis pour celle-là et ses millions de morts), c'est lui qui donne son avis sur ce qu'auraient dû faire les progressistes, alors qu'il écrit 83 ans après les faits. Ensuite, posons-nous la question : l'horreur du conflit n'était-elle pas une raison suffisante pour se soulever ? Pour un véritable internationaliste, pourquoi mourir sur les tranchées si l'on a la possibilité de bloquer les préparatifs du conflit, quitte à être abattu par la police (ou l'armée) dans la rue ? Pourquoi la mort sous les drapeaux tricolores plutôt que la mort sous le drapeau rouge ? Certes, un soulèvement contre la guerre aurait pu entraîner la défaite d'un camp ; mais ne doit-on pas se rappeler qu'en 1914-1918, aucun belligérant n'a atteint la barbarie qu'aura le Troisième Reich ? Le philosophe Bertrand Russell, emprisonné pour son opposition à la « guerre civile européenne » sera lui-même de cet avis : on pouvait être pacifiste en 14-18, pas en 1939. Courtois, lui, dit « La guerre, pourquoi pas ? De toute façon elle est inévitable ». Le continent européen comptera malheureusement des millions de Courtois à cette époque. Les sièges parlementaires de la gauche social-démocrate en France et en Allemagne compteront moult Courtois également. Répétons une fois de plus le prix : huit à neuf millions de morts.



La social-démocratie allemande ferait bien de balayer devant ses tranchées...

La social-démocratie allemande porte un poids au moins aussi grand que les autres dans ce qui n'a d'autre nom que trahison. Implantée dans le pays qui, militairement, est nettement supérieur à chacun de ses adversaires (l'illusion du « rouleau compresseur russe » finissant de se dissiper à Tannenberg), la révolte intérieure contre la guerre aurait eu peu de chances de provoquer l'invasion du pays, mais plutôt un armistice, voire une révolution. Ceux qui diront « trop risqué ! » devraient simplement regarder le bilan de cette non-insurrection : l'Allemagne perdit 1,8 million de ses habitants dans cette guerre qu'elle déclencha. C'est pourtant cette social-démocratie allemande qui est invitée par Courtois à jouer le rôle d'accusatrice, notamment en la personne de Kautsky, à l'honneur dans cette conclusion de Courtois. En témoigne cette longue citation, à la page 802 :

« Pendant quatre ans, la guerre mondiale absorba la presque totalité de la saine population mâle, les tendances brutales du militarisme atteignirent les sommets de l'insensibilité et de la bestialité, et le prolétariat lui-même ne put dès lors échapper à leur influence. Il en fut contaminé au plus haut degré et abruti à tous les points de vue. Ceux qui en revenaient n'étaient que trop disposés par les mœurs de la guerre à défendre en temps de paix leurs revendications et leurs intérêts par des actes sanglants et des violences à l'égard de leurs concitoyens. Ceci fournit un de ses éléments à la guerre civile ». Kautsky aurait peut-être pu écrire que la violence révolutionnaire fut aussi celle qui consistera à dire : plutôt l'insurrection violente et un chaos de plusieurs années qu'une nouvelle guerre. Kautsky l'a peut-être écrit, Courtois ne l'a pas cité en tout cas. Pour Courtois, c'est la guerre dans son horreur qui inspire la révolution. Cette analyse me semble biaisée, et surtout, elle aboutit à réduire le comportement des hommes de l'époque à une réaction émotive, où pour fuir l'horreur du front, on va se jeter dans les bras de la première secte révolutionnaire venue. C'est d'ailleurs toute la propagande qui sera déversée, à l'Ouest, contre le bolchevisme : une secte qui abuse des peurs du peuple, et instaure son totalitarisme dès ses premiers mois de pouvoir. En réalité, ne faudrait-il pas aussi penser que bien plus encore que l'horreur de la guerre, ce qui a dû horrifier les peuples européens, c'est que des gouvernements l'ont rendue possible ? Face à un Troisième Reich dont la volonté d'envahir l'Europe et dont l'idéologie n'avait évidemment rien à voir avec celle du Deuxième Reich, les habitants des nations libres peuvent comprendre les efforts que leur demandèrent leurs dirigeants. Pas en 1917. Pas lorsque l'on envoie des soldats se battre pour un empire russe dont les frontières à défendre sont largement les frontières d'une « prison des peuples ». Mais le pire, c'est que cette boucherie illégitime avait été autorisée par des démocraties, ou du moins, dans des états qui ne sont pas globalement démocratiques comme l'Allemagne, par des instances parlementaires élues : en 1914 en France, en 1917 en Russie où le « brave » Kerenski (pas encore élu, certes, mais représentant d'un gouvernement provisoire devant théoriquement déboucher sur une démocratie) envoie des dizaines de milliers d'hommes périr en Galicie. Il est à noter que lorsque des soldats disparaissent au front, on les note simplement comme n'étant pas revenus. Ils n'auront pas droit aux descriptions détaillées des rapports établis par la Tcheka ou les détachements bolcheviks chargés du ravitaillement et de la répression des paysans, rapports confinés des décennies durant dans les archives soviétiques.



Que vient donc faire Lénine ?

Face à ce crime sans nom de ce qui deviendra plus tard la social-démocratie (au sens de gauche non-communiste), un type nommé Lénine répond que la solution, certes assez risquée, c'est la révolution contre les états capitalistes. Que le capitalisme en tant que système soit responsable de la guerre de 1914, cela peut se discuter ; mais ce sont bien des états capitalistes qui l'ont faite. La révolution violente ? Probablement. Pourquoi ? Parce que le socialisme démocratique a trahi. Le socialisme démocratique a soutenu le carnage européen. Et quand j'écris cela, je voudrais rappeler que je suis moi-même un partisan du socialisme démocratique, expression pléonastique à mon sens. Lénine sera certes un tueur, un tueur odieux dont les amateurs de macabre compileront les massacres, exécutions, répressions ; mais les socialistes démocrates, partout en Europe, ont été des criminels propres : leurs morts, ce seront ceux des tranchées. Des morts nobles : on leur dressera des monuments dans toutes les communes. Les mêmes socialistes démocrates français, avant 1920, seront assez tranquilles face au soutien de la France à l'infâme agression des nations occidentales et du tsarisme contre la Russie bolchevique, qui plongera le pays dans une pénurie bien plus grande encore qu'en 1917. Pour les auteurs du Livre Noir, il y a donc les morts propres, ceux qui périssent en uniforme dans les guerres « régulières », et les morts sales, les civils, paysans ou ouvriers, lorsqu'ils sont assassinés par des tchékistes.

Certains se diront : voilà encore le discours d'un léniniste qui justifiera le bolchevisme en lui donnant la guerre mondiale pour excuse. Premièrement, je ne suis pas léniniste. Deuxièmement, je ne veux nullement faire une apologie de Lénine, mais donner un schéma alternatif à celui de Courtois, qui nous décrit une Europe déchirée presque malencontreusement par la guerre mondiale, et dans laquelle un fou barbichu lance sa révolution. Ce qui me semble être la réalité, c'est l'opposition entre deux projets différents : celui du réformisme, des socialistes qui pensaient pouvoir appliquer leur programme par la voie parlementaire, et qui aboutiront à voter et tolérer la mort de huit millions d'hommes, et ceux qui ont préféré le renversement rapide de la société capitaliste, et avant tout de son mode de gouvernement. Soit pour la démocratie de soviets, soit pour une démocratie réservée au prolétariat, soit en prenant le risque d'une période de dictature d'un parti ou de personnes. La référence à la dictature va certainement constituer un élément à charge contre moi ; mais il s'agit de constater que par la voie parlementaire et démocratique des crimes massifs ont pu être commis. Il ne s'agit nullement d'ériger la dictature en modèle politique viable pour éviter de futurs crimes de masse ; sous une dictature, le crime est non seulement possible, mais il devient la règle (mais pas forcément dans les mêmes ampleurs selon le régime). Mais la question est plutôt : lorsqu'une démocratie ou qu'une institution parlementaire vote un crime, ou refuse d'organiser la résistance contre ce crime, ne devient-il pas *légitime de se révolter contre l'avis de la majorité, même si je sais qu'en menant à bien cette insurrection je me retrouverai en situation de dictature* (même temporaire) ? On ne pardonnera jamais à Lénine d'avoir dissous une Assemblée Constituante où les socialistes-révolutionnaires étaient majoritaires ; mais cette assemblée au pouvoir aurait à coup sûr voté la mort de dizaines de milliers de soldats, les socialistes-révolutionnaires étant partisans de la continuation de la guerre. Les antibolchéviques rétorqueront que Lénine remplacera la guerre mondiale par une guerre intérieure, en réalité largement provoquée par l'étranger et l'opposition interne. Lénine, après la fin de la guerre « civile », ne rétablira pas la démocratie, même pour le prolétariat, ce qui montre que ses intentions dépassaient nettement les motifs d'opposition à la guerre que je viens d'exposer. Mais en revanche, la perspective que je dresse permet mieux de

comprendre l'action de millions de personnes qui ont soutenu le bolchevisme, en votant pour lui aux soviets ou en décembre 1917 ou en combattant contre ses adversaires, plutôt que l'injure d'une vision où le soutien au bolchevisme n'aurait pu résulter que de sentiments populistes et antidémocratiques, poujadistes avant l'heure pourrait-on dire.

« Le bolchevisme avait vaincu facilement car il proposait l'utopie : tout pour tous et tout de suite [...]. Les bolcheviks offrirent l'illusion : la paix, la terre, le pain. La réalité fut une nouvelle guerre, la confiscation du pain, la famine ».

Martin Heller et Aleksandr Nekrich, *L'Utopie au pouvoir*

« La paix, la terre et le pain une utopie ? On ne peut croire pourtant que pour ces deux auteurs, une vie sans pain, sans paix et –pour les paysans- sans terre, soit une vie normale. Ils veulent en fait dire : puisque les grandes puissances ne veulent pas de la paix et que la guerre entraîne la faim, il fallait les accepter. Les gouvernements décident et leurs sujets ou citoyens subissent sans mot dire. Lénine rejette cette morale d'esclaves. »

Jean-Jacques Marie, *Lénine*



Les objectifs de cette annexe

Le Livre Noir va imputer de très nombreux crimes et répressions au gouvernement de Lénine. Les nier serait vain, inutile et criminel. Mais ça ne dispense pas de s'intéresser avec le plus grand esprit critique au récit de Nicolas Werth. Parce que la terreur bolchevique est un sujet déjà largement connu, des livres étant parus dès les années vingt pour dénoncer ces méfaits, le Livre Noir veut donc faire « plus ». Pour ce qui est de Staline, tout le monde est au courant ou presque, les purs staliniens étant rares aujourd'hui. Les léninistes n'ont pas non plus pignon sur rue, mais la notion de « trotskiste », à l'inverse, est usitée, revendiquée par certains partis politiques –qui n'ont cependant rien d'inquiétant, ni même de communiste – comme LO ou la LCR. Le nom de Trotski évoque, dans un certain imaginaire, l'idée d'un homme qui aurait dénoncé le stalinisme, au nom du « communisme originel » non-totalitaire et contre la « dégénérescence bureaucratique » stalinienne. Que faut-il en penser ? Je ne suis pas trotskiste, je n'ai aucune raison de me réclamer du bourreau de Kronstadt et d'un des promoteurs de la terreur bolchevique. Je ne suis pas léniniste au sens où je ne veux pas absoudre le régime bolchevique de ce qu'il est devenu au cours de l'année 1918 : un régime autoritaire, qui pratiquera la fusillade à foison, parfois sur des ordres signés de la main même de Lénine, dans des proportions difficilement justifiables par la guerre civile. Que le régime en question soit criminel est une chose, et c'est pourquoi il serait particulièrement vain de s'opposer à l'égrenage des exactions que fera Nicolas Werth ; mais cela vaut le coup en revanche de s'intéresser à des questions cruciales comme : le régime des bolcheviks est-il totalitaire dès la fin de 1917 ? A-t-il provoqué la guerre civile ? Quand la Terreur commence-t-elle véritablement en tant que système, par rapport à la guerre civile ? Un sujet particulièrement important sera la famine de 1921-1922, en réalité famine – épidémie, créditée en moyenne de cinq millions de victimes. En comptant le million de morts au combat de la guerre civile, la misère ravageuse, les exactions bolcheviques, et surtout la famine, les événements de la période 1917-1921 font au moins sept millions de victimes. Quelle part de ce total peut être attribuée aux bolcheviks ? Stéphane Courtois a-t-il raison d'imputer aux bolcheviks les morts de la famine – épidémie de 1921-1922, sans quoi c'est au moins cinq des « cent millions de morts » qui devraient être retirés du compte ? Mais surtout, le régime de Lénine sera-t-il un système génocidaire, comparable à celui de Staline ?

Sur ces sujets, les auteurs du Livre Noir, Courtois et Werth, se sont entendus pour charger la mule bolchevique, et les réponses qu'on trouvera aux questions ci-dessus seront les plus défavorables aux « rouges » - Werth n'ose cependant pas imputer la guerre civile aux bolcheviks, Courtois, lui, n'hésite pas. Mais sans vouloir contester le moindre fait cité par l'historien Nicolas Werth, ce sont surtout les incohérences du texte, et les comparaisons entre la contribution de Werth au Livre Noir et ses propos dans son *Histoire de l'Union Soviétique*, qui m'amèneront à douter des thèses du Livre Noir concernant la responsabilité supposée totale du bolchevisme dans la catastrophe humaine que vivra la Russie entre 1917 et 1922 (et pourquoi pas 1914 – 1922 ?). L'*Histoire de l'Union Soviétique* de Nicolas Werth que je citerai à maintes reprises est la cinquième édition de l'ouvrage, parue en 2001, soit quatre ans après le Livre Noir. Ce ne sera pas le seul ouvrage bien sûr. Mais cette *Histoire* ne peut pas être moins bien informée sur le plan des archives que le Livre Noir.



Comment le Livre Noir raconte 1917

Nicolas Werth consacre cent pages à la Russie de 1917 à 1921. Dès le début, il refuse de choisir entre une vision « marxisante » (ce qui n'est pas très surprenant) sur le caractère inéluctable de la Révolution d'Octobre, qui fut la version officielle de l'URSS soixante-dix ans durant, et une version « libérale » (ne faudrait-il pas dire « de droite » ?) qui considéra Octobre comme un tragique accident dans une Russie que le développement du capitalisme avait mis sur la bonne voie du progrès matériel et de la démocratie. Il ne semble rien y avoir à dire face à un tel choix, d'autant que cela permet de poser la question : peut-on réellement parler d'une doctrine déterministe pour ce qui est d'une doctrine marxiste dont les partisans déclarés *construiront* leur révolution au lieu de l'attendre, puisqu'elle était censée être *inéluçtable* ? Les marxistes ou prétendus tels, censés être déterministes, ne prouveront-ils pas l'inverse en prenant l'initiative de se soulever, à savoir que la révolution est un acte libre et non déterminé ?

Pour ce qui est des faits, on sera globalement d'accord avec la description de Nicolas Werth : la Première Guerre Mondiale, dès 1915, affaiblit considérablement l'économie russe, fait accumuler les défaites militaires, sème le doute et la méfiance dans un peuple paysan dont le patriotisme est loin d'être sûr, surtout la méfiance vis-à-vis d'un tsar dont le rôle de protecteur du peuple fut érodé dès 1905. La Première Guerre Mondiale coûtera 2,5 millions d'hommes à l'Empire. Y. Trotignon (dans *Le XXème siècle en URSS*) compte également 1,5 millions de grands blessés et invalides, parmi lesquels il y aura certainement un nombre important de décès après combat, décès *que je ne suis pas en mesure d'estimer* (le Livre Noir comporte un certain nombre de chiffres flous, d'ordre de grandeurs très variables, de populations déportées et déplacées pour lesquels les auteurs ne peuvent donner aucun chiffre de mortalité – ce qui rend le décompte final difficile, sauf si comme Courtois on se livre à des estimations « personnelles » et des « approximations minimales » - voir l'introduction).

Dans l'introduction du Livre Noir, Stéphane Courtois fait allusion à la répression politique sous le tsarisme, et fait remarquer qu'elle sera incomparablement inférieure à celle qui sévira sous Staline ou même Lénine. Certes, la « déportation » ou relégation en Russie tsariste ne sera pas aussi meurtrière que le goulag ; Lénine en relégation ne pourra-t-il pas continuer à lire et écrire ? Mais l'argument fait penser à celui développé par Courtois pour dire que le fascisme est « *rarement allé jusqu'au meurtre* » omettant les victimes des aventures militaires du fascisme, pourtant inhérentes à son idéologie. Pour le tsarisme, même si le système concentrationnaire ne sera jamais le même que sous Staline, la nature impérialiste d'un régime justement impérial et colonialiste ne pourra que déboucher sur la

guerre russo-japonaise de 1905 (plusieurs centaines de milliers de victimes, dans la construction du Transsibérien, dans les combats désastreux pour l'armée russe, minée aussi par les épidémies). Pourquoi imputer à l'Empire Russe une guerre que le Japon a très largement voulu, me sortira-t-on ? Et pourquoi pas ? Pourquoi considérer comme légitime la présence russe en Chine et Mandchourie, une occupation qui ne peut en rien être justifiée d'un point de vue humanitaire, et qui n'avait rien à voir avec la présence militaire américaine en Europe de l'Ouest en 1945 (ou soviétique à l'Est) puisqu'il s'agit d'une occupation coloniale et non de libération? La guerre de 1905 coûtera à la Russie plusieurs centaines de milliers de vies : pas mal pour un régime qu'on aurait pu croire « tranquille ».

L'instabilité ministérielle s'ajoutant aux déboires militaires, l'Empire ne survit pas aux manifestations ouvrières et à la mutinerie de la garnison de Petrograd. En résulte un régime bicéphale, entre un gouvernement provisoire désirant un régime parlementaire, et un soviét de Petrograd, reprise du soviét de 1905. Le jeu politique va opposer différents partis que sont les socialistes-révolutionnaires (partisans de l'abolition de la propriété foncière, parti pro-paysan, d'où sa force dans une Russie paysanne à plus de 80%), les libéraux, les cadets (conservateurs), les sociaux-démocrates partagés entre bolcheviks –qui ont justement préféré l'appellation de « communistes » en avril) et mencheviks (marxistes à l'origine, mais qui considéreront qu'il faut suivre la révolution de Février, et projeter le passage du capitalisme au socialisme sur le long terme). Des milliers de soviets de corporation ou de localités, voire de quartiers, émergent. Une présentation rapide du gouvernement provisoire –ou plutôt des gouvernements, il y en aura trois-, dont Werth cite les « *mesures démocratiques – libertés fondamentales, suffrage universel, suppression de toute discrimination de caste [sans proscrire le droit à l'exploitation économique chère aux capitalistes], de race ou de religion, reconnaissance du droit de la Finlande et de la Pologne à l'autodétermination, promesse d'autonomie pour les minorités nationales* » (page 54). Citant le prince Lvov, président le premier gouvernement provisoire, Werth rappelle que celui-ci, brave idéaliste, rêve de faire de la Russie « *le pays le plus libre du monde* ». (page 54). Malgré cela, l'Assemblée Constituante ne sera élue qu'en Décembre – et dissoute par Lénine ensuite. Werth parle d'un gouvernement qui souhaite rester « *'provisoire', laissant en suspens les problèmes les plus brûlants : le problème de la paix et de la terre* » (page 54). « Problème brûlant », la question de la paix, ou soutien assumé de plusieurs partis – cadets, socialistes-révolutionnaires- à la guerre ? « L'hésitation » durera autant que le gouvernement provisoire. A noter cependant que le parti bolchevik, dont Boukharine, n'est pas totalement décidé à mettre fin à la guerre. Aucune autre formation d'envergure ne sera moins belliciste cependant que les bolcheviks.

Bolchevisme qu'il s'agira néanmoins de discréditer. Le gouvernement provisoire continue la guerre et refuse de légaliser le « partage noir » des terres déjà en cours à la campagne, favorisant la propagation des slogans bolcheviks ? Ca ne vaut pas soutien.

« *La radicalisation incontestable des masses urbaines et rurales signifiait-elle leur bolchevisation ? Rien n'est moins sûr. Derrière les slogans communs – « contrôle ouvrier », « tout le pouvoir aux soviets » - militants ouvriers et dirigeants bolcheviks ne donnaient pas aux termes la même signification. Dans l'armée, le « bolchevisme de tranchée » reflétait avant tout une aspiration générale à la paix, partagée par les combattants de tous les pays engagés depuis trois ans dans la plus meurtrière et la plus totale des guerres. Quant à la révolution paysanne, elle suivait une voie tout à fait autonome bien plus proche du programme socialiste révolutionnaire favorable au « partage noir » [redistribution des terres par les paysans eux-mêmes, en dehors de la légalité] que du programme bolchevique qui prônait la nationalisation de la terre et son exploitation en grandes unités collectives. Dans les campagnes, on ne connaissait les bolcheviks que d'après les récits qu'en faisaient les*

déserteurs, fourriers d'un bolchevisme diffus porteurs de deux mots magiques : la paix et la terre. » (pages 57-58)

Citant Broussilov : *« Les soldats n'ont pas la moindre idée de ce qu'était le communisme, le prolétariat ou la Constitution. Ils voulaient la paix, la terre, la liberté de vivre sans lois, sans officiers ni propriétaires fonciers. Leur 'bolchevisme' n'était en réalité qu'une formidable aspiration à une liberté sans entraves, à l'anarchie ».* (page 55-56)

Comme d'autres propos du Livre Noir, cette citation est particulièrement suspecte, l'important étant leur objectif. En quoi nous intéresse-t-il de savoir que les masses étaient « bolchévisées » ou pas ? A savoir si la prise du pouvoir par les bolcheviks était légitime ? Mais dans un cadre qui se veut démocratique, une telle légitimité ne peut sortir que des élections. Et une fois le bulletin bolchevik glissé dans l'urne, nul ne peut se permettre de spéculer sur l'attachement réel ou non de l'électeur au bolchevisme. Un coup d'état socialiste révolutionnaire aurait-il été légitime ? La « révolution paysanne », selon Werth, adopte une voie nettement *« plus proche du programme socialiste révolutionnaire »* (page 57). En l'absence d'un vote, spéculer sur la représentativité des socialistes-révolutionnaires ou des bolcheviks est pour le moins douteux ; ce vote surviendra en décembre 1917, scrutin que les bolcheviks perdront, sans être réduit à l'état de secte.

Afin d'éviter les écueils du Livre Noir, n'oublions surtout pas de mentionner l'état dans lequel se trouve la Russie en 1917. Werth lui-même en a donné les principaux éléments, mais pour expliquer les déboires du tsarisme surtout :

« La perte des provinces occidentales, envahies par les armées allemandes et austro-hongroises dès 1915, priva la Russie des produits de l'industrie polonaise, une des plus développées de l'Empire. L'économie nationale ne résista pas longtemps à la poursuite de la guerre : dès 1915, le système des transports ferroviaires fut désorganisé, faute de pièces de rechange. La reconversion de la quasi-totalité des usines vers l'effort militaire cassa le marché intérieur. Au bout de quelques mois, l'arrière manqua de produits manufacturés et le pays s'installa dans les pénuries et l'inflation. » (page 52)

On aurait pu aller plus loin : selon Y.Trotignon, le nombre de locomotives était passé de 18000 à 4000 valides –et encore- de 1913 à 1917. Le ravitaillement des villes en 1917 et 1918 n'en sera que plus difficile. En réalité, la faim et la pénurie alimentaire sont présentes bien avant Février 1917, et, « détail » absolument omis par Nicolas Werth, les premières mesures de confiscations d'aliments sont décrétées sous le tsarisme en 1916, et le 25 mars 1917, le gouvernement provisoire déclare propriété d'Etat les excédents de blé (les récoltes au-delà du nécessaire pour les semailles et l'alimentation des paysans). Mais l'application de ces décrets sera faible, et n'aura rien de comparable avec celle de Lénine. Mais cela montre que face à l'état de désorganisation de l'économie russe, la nécessité des réquisitions se fera sentir *bien avant Lénine*. Pendant l'été 1917, le gouvernement provisoire emploie même une partie des soldats – la Russie en a près de dix millions, largement démoralisés, et deux millions de déserteurs après les échecs en Galicie- pour les moissons et semailles. Notons que le 20 juillet 1917, le même gouvernement provisoire prend des mesures pour étendre les réquisitions de viande dans de nombreuses provinces. A cette époque, l'économie, industrielle surtout, est déjà en crise, mais pas aussi délabrée qu'elle le sera après la guerre civile. Le recours à la réquisition existe cependant déjà. S'étonner de ce qu'il ait été amplifié sous Lénine est peu sérieux. Notons aussi que contrairement à Lénine et aux bolcheviks sur la période 1918-1919, le « gouvernement provisoire » contrôle la grande majorité du territoire russe, sauf les provinces occidentales occupées par l'Allemagne. La guerre avec l'Allemagne

entraîne aussi, sur plusieurs années, une réduction drastique des échanges entre les deux pays, ce qui se fera sentir au niveau des biens de consommation.

Pendant la même période s'étaient développés les soviets et le contrôle ouvrier, les revendications ouvrières qui, d'abord basées sur la rémunération salariale et les conditions de travail, aborderont pour certains le slogan de la nationalisation des entreprises. En réponse, le patronat répond par les lock-out, le chômage forcé, voire les licenciements tout court, frappant rapidement des dizaines de milliers d'ouvriers à Petrograd. Les bolcheviks utiliseront parfois la même méthode face aux insurrections ouvrières.

Au début de 1918, la faim frappera durement les villes russes, autant voire avant même les campagnes. Selon Jean-Jacques Marie, la ration alimentaire dans une ville russe comme Petrograd passera parfois en dessous de ce qui sera la ration au goulag sous Staline. Mais Nicolas Werth souligne aussi la grande misère des villes russes et des centres industriels, qu'il s'agira de mettre à la charge des bolcheviks.

L'Assemblée Constituante n'étant jamais élue avant Décembre 1917, c'est surtout aux Congrès des soviets, réunissant des délégués de soviets de tout le pays, que l'on peut mesurer la représentativité. Le 3 juin 1917, le premier Congrès fait siéger 822 délégués, dont 105 sont bolcheviks, et une majorité socialiste révolutionnaire. Mais vingt millions d'électeurs seulement (mais ce n'est qu'un début) se sont exprimés.

« L'impuissance du gouvernement à régler les grands problèmes, la faillite des institutions et des autorités traditionnelles, le développement des mouvements sociaux, l'échec de la tentative de putsch militaire du général Kornilov permirent au Parti bolchevique de refaire surface, à la fin du mois d'août 1917, dans une situation propice à une prise du pouvoir par une insurrection armée » (page 60).

Comme à la page 57, l'échec du putsch du général tsariste Kornilov, organisé en août 1917, est attribué au gouvernement dirigé par Kerenski. Les troupes de Kornilov s'étaient dirigées vers Petrograd, mais se dispersèrent, la ville étant défendue par les garnisons locales dont certaines montées à l'initiative des bolcheviks. Mais les autres partis socialistes se sont également dressés contre l'entreprise putschiste. Que cette tentative ait renforcé les bolcheviks ne fait aucun doute, et pas par hasard. Le Parti s'est constitué un soutien populaire armé, mais au sein de la classe ouvrière surtout, Werth lui-même mentionnant : *« les marins de Kronstadt, au large de Petrograd, certaines unités de la garnison de la capitale, les Gardes Rouges des quartiers ouvriers de Vyborg ».*

Les bolcheviks, Lénine en tête, ont préparé le coup d'état en renonçant à l'une de leurs idées, à savoir la collectivisation de l'agriculture ; quelques milliers de sovkhozes et kolkhozes seront créés dans les années qui suivront Octobre. Mais le « décret sur la terre » qui doit officialiser le partage des terres fait « au noir » par la paysannerie sur les anciens domaines fonciers, doit apporter au nouveau pouvoir un soutien populaire indestructible, réalisant ainsi ce que les parlementaires socialistes-révolutionnaires n'auront pas fait.

Un deuxième congrès des soviets s'annonce pour le 20 octobre ; les bolcheviks peuvent y remporter la majorité des sièges. Werth affirme que dans cette consultation, les classes ouvrières et les villes sont sur-représentées au dépens des campagnes plutôt socialiste révolutionnaire. C'est probable, puisque le scrutin universel en décembre 1917 donnera des résultats inverses. Mais, en privilégiant les classes ouvrières face aux paysans, n'est-ce pas un

système politique qui se rapprochera plus que tout autre de ce que l'on peut objectivement nommer « dictature du prolétariat » ? D'autant qu'il s'agit là de donner un pouvoir presque exclusif à la classe ouvrière, et pas la caricature qui consiste en la dictature d'un petit groupe de gens se prétendant « représentants du prolétariat ». La constitution de l'été 1918 exclura du droit de vote les oisifs, rentiers, capitalistes ; cela serait là encore la dictature du prolétariat, mais en été 1918 il n'y a plus vraiment d'élections libres, donc pas de pouvoir du prolétariat. Mais même avec une majorité, qui ne serait pas définitive et pourrait s'effondrer pour quelques voix, les bolcheviks ne sont pas assurés de la prise du pouvoir. C'est ce qui précipite le coup de force. Pour les léninistes aujourd'hui, parler de « coup d'état » est une injure, certains parleront encore de « révolution –ou mouvement- du peuple ». Cette caricature trouve son envers avec celle de la « secte » qui prendrait le pouvoir au dépens de l'ensemble du peuple. N'est-ce pas le titre d'ailleurs de la contribution de Werth, *Un état contre son peuple ?* Un tel titre occulte pourtant le soutien d'une partie de la population, sans lequel la survie du régime bolchevik est incompréhensible. En ce 20 octobre, les résultats du Congrès ne sont pas précis et fixes puisqu'ils varient avec le nombre de délégués des soviets qui seront arrivés à Petrograd ou de ceux qui seront bien présents au congrès. Ce chiffre peut varier d'entre 540 et 690 ; les bolcheviks ont 50% des sièges, ou un peu plus, mais ce nombre dépasse celui des socialistes révolutionnaires et des mencheviks réunis. Les prévisions de Lénine se vérifient : la majorité dont il dispose est plus que branlante. Le comité central du parti bolchevik vote le passage à l'acte le 10 octobre, à deux voix près, celle de Zinoviev et Kamenev. Le 25 octobre, le croiseur Aurore tire à blanc contre le Palais d'hiver, investi par la garnison de Petrograd acquise aux bolcheviks, permettant de s'emparer des ministères.

Les délégués des soviets, le 26 octobre, votent, du moins pour ce qui est des bolcheviks et des socialistes révolutionnaires de gauche, les décrets sur la paix, la terre (pourtant inspiré du programme socialiste révolutionnaire !), et le « gouvernement provisoire ouvrier et paysan » censé régner jusqu'à l'élection de l'Assemblée Constituante.

Pour ceux que le *Livre Noir* traitera de partisans « les plus forcenés de l'étatisme », préférer reconnaître le partage des terres plutôt que le passage direct aux sovkhozes et kolkhozes, c'est plutôt pragmatique. Pour Nicolas Werth, ce n'est que partie remise : « *La collectivisation forcée des campagnes, apogée de l'affrontement entre le régime issu d'Octobre 1917 et la paysannerie, serait la résolution tragique du malentendu de 1917* » (page 62). Dans la réalité, les kolkhozes, plus qu'à moderniser l'agriculture, serviront à lui imposer l'impôt en nature permanent. Mais le pire est d'imputer aux bolcheviks le carnage orchestré par Staline en 1932-1933, carnage dont l'inhumanité n'aura d'égal que l'inutilité politique et économique de la mesure.



Le « totalitarisme bolchevique » ?

Nicolas Werth décrit le pouvoir d'après Octobre comme se réduisant, dans la pratique, à une soixantaine de personnes signant des décrets au sein du Comité militaire révolutionnaire de Petrograd (CMRP), qui fera interdire les tracts contre-révolutionnaires, les journaux des autres partis dans Petrograd, prendra le contrôle de la radio et du télégraphe, et instaurera les notions « d'ennemi du peuple » et « suspect ». La thèse de « Lénine donc Staline » s'applique. Mais qu'en est-il réellement de la possibilité de contestation dans les premiers mois de la Russie bolchevique ?

Les élections de décembre 1917, où l'Assemblée Constituante est élue par 48 millions d'électeurs sur 90 millions d'inscrits, les socialistes révolutionnaires (mais pas ceux « de gauche ») remporte 24 millions de suffrages, soit près de 50%, les bolcheviks moitié moins. De ce scrutin, on pourrait penser qu'il prouve l'illégitimité démocratique des bolcheviks. Certes, les bolcheviks ne sont pas majoritaires, mais on peut conclure aussi qu'ils ne sont ni une « secte », car douze millions de supporters font beaucoup pour une secte ; de plus, 36 millions de personnes ont voté contre les bolcheviks, voire quelques millions pour des partis de droite (les partis non socialistes sont très minoritaires). Y aura-t-il trente-six millions de tués ou déportés ? Le dixième seulement ? Rien. Mais l'Assemblée Constituante fut dissoute le 19 janvier. Le nouveau pouvoir ne sera pas une démocratie de type parlementaire, et pas une démocratie du tout en fait – même pas une démocratie de soviets. Il se réclame de la dictature du prolétariat, qui aurait bien pu continuer à s'appliquer par des congrès de soviets avec sur-représentation ouvrière. La guerre civile y mettra fin, et, étant donné les exactions commises durant cette guerre, aucun retour à une démocratie, prolétarienne ou pas, ne sera possible. Cela veut-il dire que la Russie est dès janvier 1918 un état totalitaire, au sens qu'il y est impossible d'y exprimer seulement une opinion différente ?

C'est un autre tour de passe-passe, pardon, un autre « malentendu d'Octobre » que nous présente Werth, c'est le « muselage » des soviets par les bolcheviks : « *En quelques semaines* [le lecteur doit comprendre : à partir d'Octobre], *ces institutions* [comités d'usine, syndicats, partis socialistes, comités de quartiers, Gardes rouges et surtout, soviets] *furent dessaisies de leur pouvoir, subordonnées au Parti bolchevique ou éliminées* » (page 62). Pourtant, les IVème et Vème congrès des soviets, en mars et juillet 1918, compteront des dizaines de délégués non bolcheviks. Peu de comparaison possible avec le stalinisme, ou d'autres régimes comme l'Albanie d'Hodja où le vote défavorable au régime – là où il y avait des bulletins pour l'exprimer- vous envoyait au camp. Pendant les huit premiers mois de Lénine, des millions de russes seront en désaccord avec les bolcheviks et le feront savoir par la voie pacifique (d'autres en se révoltant), sans être tués ou déportés.

Que les Congrès des Soviets soient réduits à un pouvoir symbolique, comme l'écrit Werth dans *l'Histoire de l'U.S.*, fait peu de doute, sauf peut-être pour ce qui concerne la ratification de la paix de Brest-Litovsk. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est de savoir si l'expression du désaccord vis-à-vis des positions du gouvernement Lénine est systématiquement réprimée ou pas.

Le 15 mars 1918, douze jours après la ratification de la paix – éphémère de Brest-Litovsk-, se réuniront 1232 délégués, dont 90% sont bolcheviks (64% pour ceux-ci ; il y a donc 36% des soviets qui ne sont pas encore « subordonnés au parti bolchevique ») ou socialistes révolutionnaires de gauche (seuls alliés des bolcheviks). On pourra certes mentionner la faiblesse des socialistes révolutionnaires, ce qui traduit un réel autoritarisme et une certaine pression contre les oppositions, mais pas totale. Cependant le congrès doit aussi ratifier la paix. Or, au 5 mars, 262 soviets locaux se prononcèrent pour la paix, 233 pour la guerre. La paix sera ratifiée ; mais là les socialistes révolutionnaires de gauche se sont largement manifestés contre la paix signée par Lénine, Trotski et alii. Ce n'est pas (encore ?) le totalitarisme.

Le dernier congrès où l'on pourra voter contre les bolcheviks sera le cinquième, où un tiers des 1164 délégués ne sont pas bolcheviks, dont beaucoup de socialistes révolutionnaires de gauche, qui dénonceront encore la paix de Brest-Litovsk, pourtant caduque depuis avril et la ré – invasion de l'Ukraine par la Reichswehr.

Mais, mieux que ces informations, un auteur écrit : « *Le printemps 1918 était, en réalité, un moment clé où les jeux n'étaient pas encore faits ; les soviets, qui n'avaient pas encore été muselés et transformés en simple organes de l'administration étatique, étaient le lieu de véritables débats politiques entre les bolcheviks et les socialistes modérés. Les journaux d'opposition, bien que quotidiennement poursuivis, continuaient d'exister. Durant cette période, marquée par l'aggravation des conditions de vie et par la rupture totale des circuits d'échanges entre villes et campagnes, socialistes-révolutionnaires et mencheviks remportèrent d'indéniables succès politiques. Au cours des élections pour le renouvellement des soviets, malgré pressions et manipulations, ils l'emportèrent dans dix-neuf des trente chefs-lieux de province où les élections eurent lieu et les résultats rendus publics* ». Mais qui est donc cet auteur qui, en pensant pourfendre les bolcheviks, montre en fait qu'au printemps 1918 les soviets, même sans pouvoir (mais avaient-ils le pouvoir avant Octobre ?), ne sont pas encore « subordonnés au Parti bolchevique » - car un soviet socialiste révolutionnaire ou menchevik, surtout au printemps 1918, ne peut être considéré comme suppôt du bolchevisme- ? C'est Nicolas Werth, dans *Le Livre Noir du Communisme*, aux pages 76-77, juste quinze pages après avoir dit l'inverse.

A la page 62, Nicolas Werth nous explique que le nouveau pouvoir suspend le contrôle ouvrier sur les entreprises, remplacé par le contrôle de l'état dit ouvrier. « *Une incompréhension mutuelle s'installa entre le monde ouvrier, obsédé par le chômage, la dégradation continue de son pouvoir d'achat et la faim [tiens, les ouvriers ont faim ? Donc comment faut-il les nourrir ? Par le marché ? Or c'est encore le marché, parfois noir, qui nourrit les villes et usines, pas encore les réquisitions. Les réquisitions agricoles seront-elles vraiment évitables ?], et un état soucieux d'efficacité économique* » (page 62). Salauds de bolcheviks qui, une fois au pouvoir, font pire que les anciens patrons ! Sauf que l'état bolchevik a des responsabilités que n'avaient pas les capitalistes privés : gérer un pays en guerre, dont l'industrie est déjà délabrée, et qui sera en guerre encore pour deux ou trois ans.

En dernier lieu, le problème des nationalités : les bolcheviks trahissent le droit à l'autodétermination des minorités ! « *Débordés [par les sécessions de minorités], les bolcheviks subordonnèrent bientôt le droit des peuples à l'autodétermination à la nécessité de conserver le blé ukrainien ; le pétrole et les minerais du Caucase, bref, les intérêts vitaux du nouvel Etat, qui s'affirma rapidement, du moins sur le plan territorial, comme l'héritier de l'ex-empire plus encore que du gouvernement provisoire* » (page 63). Que le peuple de Russie ai besoin d'alimentation, que l'armée – déjà quasiment anéantie – et l'industrie – dont dépend l'armée- aient besoin d'intrants passe à la trappe. De toute façon, les provinces en question seront perdues six mois près Octobre.

Cependant, il n'empêche que la Tcheka – ou plutôt VCK, commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage, son nom résumant assez ses préoccupations - est créée le 20 décembre. Au début, il faudra parler des tchekas, plutôt que de la Tcheka, puisque chaque soviet bolchevique doit s'efforcer d'en créer une. Werth cite Lénine qui dès décembre 1917 prévoit (ou appelle ?) la Terreur. Mais dans les faits, apparaît-elle aussi vite ?

Des affrontements ont lieu dès l'hiver dans le Sud du pays, dans la région du Don et de la Crimée. Le général tsariste Kornilov, qui s'était montré grand ami de la démocratie en été 1917 par sa tentative de coup d'état, avait constitué une « armée des volontaires » d'officiers et soldats tsaristes. Comme l'écrit Nicolas Werth, mais dans son *Histoire de l'Union*

Soviétique, cette armée de trois mille hommes est alourdie par la présence de civils, politiciens, épouses d'officiers et autres. Il n'empêche que la question se pose toujours, si l'on veut bien s'interroger sur la moralité des actes en question : quelle est donc la légitimité du combat d'une armée, fut-elle de trois mille hommes seulement, qui espère relancer une guerre civile dans son propre pays, peut importe le nombre de morts, pour la restauration de l'autocratie ? Quant à l'argument de la légitime défense d'officiers tsaristes craignant qu'on les massacre, est-il compatible avec l'idée de guerre civile que cette armée a voulu relancer ? Pourquoi Kornilov n'a-t-il tout simplement pas quitté la Russie –comme des centaines de milliers de personnes avant et pendant la guerre civile, alors qu'il n'était pas aux mains des bolcheviks puisqu'il était justement en train de monter contre eux une armée, espérant tirer du soutien des cosaques de la région ?

Les combats engagés entre les hommes de Kornilov et les troupes du général bolchevique Sivers (six mille hommes, ce qui n'était pas la plus faible armée à une époque où l'ex-armée russe était littéralement désintégrée) furent accompagnés de très nombreuses exactions, plusieurs centaines voire milliers, dans la région, exercée notamment contre les prisonniers. Une première source d'étonnement sera que Nicolas Werth cite les rapports de la « commission d'enquête sur les crimes bolcheviks » instituée par ... Denikine ! On s'ébahit de la consultation d'une commission créée par le général tsariste pour juger les bolcheviks ! Et pourquoi pas demander l'avis de Hitler pour juger Staline ? Du voleur pour juger le policier ? A la page 119, Werth nous apprendra que les rapports de la Tcheka ont confirmé les nombreux témoignages recueillis par Denikine. Mais pourquoi ne pas avoir directement cité les rapports de la Tcheka ? Un autre sujet d'étonnement sera la date de création de cette commission: juin 1919. Et elle recense des crimes commis depuis Janvier 1918. Sans préciser si, en Janvier 1918, il s'agit de crimes commis sur l'initiative des soldats de Sivers ou de méfaits planifiés. Car cela, Werth n'en est pas sûr, et le dit bien : « *Comme le note Melgounov, il est néanmoins « difficile de distinguer ce qui serait une mise en pratique d'une terreur organisée de ce qui apparaît comme des 'excès' incontrôlés* ». Jusqu'en août - septembre 1918, il n'est presque jamais fait mention d'une tcheka locale qui dirigerait les massacres » (page 72). La dernière phrase est cruciale. Ainsi donc, pas de planification de la terreur jusqu'en Septembre ? Donc, ni Lénine ni même Djerzinski, le funeste patron de la Tcheka dès sa création, ne sont les commanditaires de ces violences, et ce jusque vers l'automne 1918, date à laquelle les choses auront considérablement évolué dans cette région (la guerre civile y prendra de l'ampleur dès le printemps, avec le soulèvement cosaque). Mais bon, comme nous sommes dans le *Livre Noir du Communisme*, on ne peut pas manquer une occasion de condamner Lénine quand même : les crimes sont considérés comme des exactions à caractère « social », un peu comme les pogroms sont des exactions à caractère racial. Et puis, la Terreur, les propos des bolcheviks contre les bourgeois ne l'ont-ils pas « légitimée », comme l'écrit Werth ? Sauf que nous sommes là non pas dans l'exposé de faits, mais dans le raisonnement. Raisonnement que l'on peut faire autrement : pourquoi ne pas dire que pour beaucoup de soldats bolcheviks, qui peuvent très bien être d'anciens soldats de l'armée impériale, la liquidation d'officiers est une vengeance contre l'horreur de la Guerre mondiale, et contre les civils qui étaient restés à l'arrière, surtout pour ceux qui ne vivaient pas dans la plus grande pauvreté, donc les plus ou moins « bourgeois » ? Werth cite à la page 72 un capitaine – des rangs bolcheviks apparemment – qui dans une lettre décrit le sentiment des soldats qui voient dans la Révolution l'occasion de devenir les maîtres à la place des anciens maîtres, en l'occurrence leurs officiers, « *après des siècles de servitude* ». Plutôt que de siècles de servitude, ne faut-il surtout pas évoquer plus de trois ans de guerre mondiale et deux millions et demi de morts ?

La Tcheka est créditée de « nombreuses exécutions sommaires » (page 75) sur lesquelles on n'a pas de précisions, hormis qu'elles sont commises hors zones de combats. Le 11 avril à Moscou, redevenue capitale de la Russie, 25 anarchistes seront exécutés. Pour assassin qu'il soit, le pouvoir n'a pas encore déclenché la Terreur. Evènement crucial, la dissolution de l'Assemblée Constituante est accompagnée d'une fusillade sur des manifestants favorables à la Constituante, qui fait vingt morts. Mais Jean-Jacques Marie, dans sa biographie de Lénine parue en 2003, donne une version quelque peu différente : parmi les tirailleurs lettons qui ont fait cette fusillade, certains ont prétendu avoir cru que la manifestation menaçait la Constituante, et l'exprimèrent dans le journal *Novaïa Jizn* du 3 février 1918. Mais ce qui est sûr, c'est que la démocratie parlementaire est abolie par le régime, prétendument au profit des soviets.

L'une des principales thèses du Livre Noir en ce qui concerne Lénine sera de démontrer que la Terreur bolchevique précéda la guerre civile (et pourquoi pas la provoqua ?). Or le tableau ci-dessus, s'il décrit un état autoritaire et assassin, ne rapporte cependant pas un état totalitaire : comme l'a écrit Werth lui-même, au printemps 1918, il y a des débats politiques en Russie, voire des victoires de l'opposition. Il n'en sera pas de même dans l'Italie fasciste, pourtant considérée comme pays de « totalitarisme inachevé ». Les autres méfaits précis et imputables aux bolcheviks et à la Tcheka sont ensuite rapportés à partir d'Avril. Pourtant, en Avril, la guerre civile sera là.



Le « projet de guerre civile » des bolcheviks

Un des axes de la présentation par N. Werth de la préparation du coup d'état bolchevik sera l'idée selon laquelle les bolcheviks, Lénine le premier, projettent la guerre civile. De l'étude des faits on repasse à l'examen des discours. Les citations ne manquent pas :

« Nous ne pouvons ni « promettre » la guerre civile, ni la « décréter », mais nous avons le devoir d'œuvrer – le temps qu'il faudra – dans cette direction » (Lénine, lettre à Alexandra Chliapnikov, 17 Octobre 1914).

« Quiconque reconnaît la guerre de classes doit reconnaître la guerre civile, qui dans toute société de classes représente la continuation, le développement et l'accentuation naturels de la guerre de classe » (citation attribuée à Lénine en Septembre 1916).

Werth évoquera aussi les *Lettres de loin*, écrites à Zurich en mars 1917, qui reprennent ces propos.

Lénine ayant écrit des milliers de pages, il serait aussi vain que fastidieux de vouloir faire des exégèses et des relectures de l'ensemble de ce qu'il a écrit pour dire qu'il aurait été « mal compris ». Ca ne dispense pas de critiquer les mauvaises utilisations de ces citations. Les deux premières ont en effet été produites à l'époque du tsarisme, et plus précisément à l'époque où celui-ci était engagé dans une guerre qui fera deux millions et demi de victimes rien que pour l'empire russe. Transformer cette guerre infâme en soulèvement populaire, qui aurait certainement trouvé des adversaires –tsaristes, mais pas seulement- aurait eu une certaine légitimité. Pour ce qui est du gouvernement provisoire, celui-ci continuera cette guerre. Lénine veut y mettre fin, il en fait du moins un de ses arguments politiques. On trouvera certainement des armées de gens pour nous dire que si le gouvernement provisoire

avait tenté d'obtenir la paix dès mars 1917, l'Allemagne aurait pu rabattre ses troupes plus tôt sur le front ouest avant l'arrivée des troupes américaines et aurait vaincu la France. Qu'il ait été nécessaire de « retenir » les allemands sur le front Est n'excuse pas les initiatives militaires désastreuses comme celle de la Galicie, sous Kerenski. Une victoire de l'Allemagne dans la Première Guerre Mondiale aurait certainement été fatale au mouvement socialiste allemand, qui n'aurait même pas osé tenter une révolution dans un pays en liesse patriotique. Cependant, ça ne permet pas d'oublier que les combats germano-russes ont globalement cessés en décembre 1917, et que les autres mouvements russes non-bolcheviks auraient été partisans de la continuation de la guerre, alors que le front Ouest était désormais capable d'arrêter les offensives allemande sur la Marne. La Russie, ayant déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie et commencé la guerre entre les grandes puissances européennes, fut le pays qui, en valeur absolue, eut le plus de morts et dont la population civile subira le plus durement le conflit : son retrait du conflit alors que la faim apparaît dans les villes est compréhensible.

Mais la plus grande manipulation est surtout dans les faits : Lénine parle de guerre civile avant la Révolution d'Octobre, et il y aura une guerre civile à partir du printemps 1918. Donc Lénine l'aurait déclenchée.

C'est oublier une chose : dans la réalité, il y a eu deux guerres civiles au moins. En prenant le pouvoir en Octobre, les bolcheviks n'étaient pas maîtres du pays ; ils ont conquis le cœur de la Russie au cours des deux mois suivants. Deux jours après la prise du pouvoir, le 28 octobre, à Moscou, les bolcheviks *subissent* un massacre dans la cour du Kremlin, mitraillés par les élèves officiers ; plusieurs jours de combats, rajoutant des centaines de morts, permettront aux bolcheviks de prendre Moscou. Pour ce qui est des autres villes russes, les choses se dérouleront de diverses manières : les villes ouvrières, dans l'Oural par exemple, à forte représentation bolchevique, se rallient pacifiquement, les villes où les soviets sont plutôt socialistes révolutionnaires ou mencheviks, il y eut des conflits brefs, et les non bolcheviks restèrent présents dans le pouvoir local. D'autres villes résistèrent aux bolcheviks. Pendant un mois au moins, une véritable guerre civile, qui fit peut-être des milliers de morts, eut lieu et est bien imputable au coup d'état des bolcheviks. J'ai déjà discuté de la légitimité de cette prise du pouvoir face à un gouvernement provisoire belliciste. Mais il y a bel et bien eu ce conflit, et c'est celui-là qui découle des propos de Lénine prévoyant la guerre civile consécutive à la Révolution. En décembre, elle est éteinte, les bolcheviks contrôlent le territoire de Petrograd à la Volga, plus Bakou et Tachkent. Il aurait été difficile de convoquer 90 millions d'électeurs pour le scrutin du 12 décembre si les combats étaient encore généralisés. L'Ukraine et la Finlande se sont proclamées indépendantes. Voilà pour la première guerre civile. Ces renseignements viennent tous de l'*Histoire de l'Union Soviétique*, de Nicolas Werth, dans sa 5^{ème} édition de 2001. Ce qui suit en provient en partie aussi.

Nous passons à mars, avril et mai 1918. Après plusieurs mois de combats entre Kornilov et Sivers, les Cosaques du Don se soulèvent, sauvant la peau de Kornilov. Nicolas Werth fixe la date de leur soulèvement au 10 avril 1918. Il précise que ces cosaques étaient excédés par les violences des troupes de Sivers. Il s'agit certainement des exactions dénoncées plus haut, relevées par la commission Denikine. Mais on peut se poser la question : quelle menace concrète représente l'armée de Sivers pour la population cosaque dans son ensemble, sans vouloir nier les centaines de meurtres des soldats bolcheviks ? Selon Werth, dans *Le Livre Noir*, à la page 117, les « régions cosaques » du Don et Kouban comptaient un peu moins de trois millions de personnes, ce qui suppose des dizaines de milliers, voire centaines de milliers d'hommes mobilisables dans l'absolu. Avec quelles armes ? Au

printemps 1919, un an plus tard, alors que les bolcheviks entameront la « décosaquisation » incontestablement criminelle, les autorités de Moscou somment les cosaques de se désarmer. « Or, de par leur statut traditionnel de gardiens des confins de l'Empire russe, tous les Cosaques étaient armés » (N. Werth, *Le Livre Noir...* page 113). Donc ils avaient des armes en quantité, et ce bien avant 1917. Et s'ils en manquaient, ils passaient un accord avec l'armée allemande pour en recevoir...D'ailleurs, les cosaques mettront en place une armée de plusieurs dizaines de milliers d'hommes à partir de mai 1918. Que les Cosaques en viennent à l'autodéfense, soit ; mais pourquoi une rébellion organisée, alliée aux partisans tsaristes du renversement des bolcheviks ? En réalité, Nicolas Werth précise bien que l'une des principales raisons de la tension entre Cosaques et bolcheviks, à savoir la question des « privilèges » terriens des cosaques. En contrepartie d'un service militaire jusqu'à l'âge de trente-six ans, les Cosaques recevaient trente hectares de terres. Ils se considèrent comme visés par les propos bolcheviks stigmatisant les koulaks. A partir de mai 1918, sous les commandement du chef élu Krasnov – qui montera aussi un régiment cosaque au service des nazis pendant la guerre de 1941 – 1945 – ils commencent une guerre qu'on ne peut pas qualifier de « légitime défense », car avec plusieurs dizaines de milliers d'hommes, il s'agit d'une des plus puissantes forces armées sur le territoire russe, face à une Armée Rouge fantomatique. En effet, celle-ci est instituée par décret le 28 janvier 1918, et est prévue comme une armée de volontaires, formule irréaliste qui devra céder la place à la conscription obligatoire, mais à partir du 9 juin 1918 seulement. Des cosaques commettront des pillages et viols collectifs, des exactions antisémites notamment, le juif étant assimilé au bolchevique. Sur le fond, le caractère humanitaire et démocratique de la guerre civile lancée par les cosaques alliés aux tsaristes est franchement sujet à suspicion, sans vouloir rien retirer aux méfaits et à l'autoritarisme des bolcheviks. Voici un premier front.

A l'est, trente mille soldats tchécoslovaques, capturés sur le front austro-hongrois pendant le conflit mondial, traversent le pays vers l'Est pour rejoindre Vladivostok. Ils sont étalés sur de grandes distances le long du Transsibérien. Le gouvernement bolchevik, inquiet de cette force armée qui, comme le reconnaît Werth dans *l'Histoire de l'Union Soviétique*, sont la première force sur le territoire soviétique (bientôt rejoints par les Cosaques), négocie leur évacuation avec le minimum d'armes. Plusieurs incidents éclatent, et le 26 mai, les tchécoslovaques prennent Tcheliabinsk, et selon Jean-Jacques Marie, Penza tombe le 29. Durant le mois de Juin, leurs possessions s'étendent de Samara à Omsk. Leur marche changea de sens, se tournant vers l'Ouest. Nicolas Werth précise dans *l'Histoire de l'Union Soviétique* que le soutien des socialistes révolutionnaires fut immédiat, et s'étonne dans *Le Livre Noir* qu'en mai-juin les bolcheviks aient fait fermer des dizaines de journaux d'opposition, dont beaucoup de journaux socialistes révolutionnaires. Les mêmes socialistes-révolutionnaires appuieront les tchécoslovaques en créant leur gouvernement, un Comité siégeant à Samara (prise le 8 juin) sur la Volga, et une assemblée regroupant des députés socialistes-révolutionnaires de l'ancienne Assemblée Constituante dissoute. Ils montèrent une armée de 30.000 hommes, malgré, selon Werth dans *l'Histoire de l'Union Soviétique*, le faible enthousiasme des populations de la Volga pour constituer cette armée. Les paysans venaient de se rappeler que les socialistes-révolutionnaires sont bellicistes... Pendant ce temps, les cadets et la droite russe créent leur gouvernement à Omsk, en Sibérie Occidentale, bientôt dominé par l'amiral Koltchak. Mais il faut attendre octobre et novembre pour que Koltchak, après l'effondrement des socialistes-révolutionnaires sur la Volga, prenne le contrôle du front sibérien.

Notons l'existence d'un troisième front, plus incertain, celui de l'Ukraine. Pendant l'hiver 1917-1918, les bolcheviks, minoritaires au sein du Congrès des soviets d'Ukraine, la

majorité allant à la Rada (assemblée nationaliste ukrainienne depuis 1917). Les bolcheviks créent leur gouvernement à Kharkov en décembre 1917, bientôt monopartite. Les bolcheviks –de Moscou ceux-là- dirigés par Antonov-Ovseenko, prennent Kiev avec six mille hommes en février. Beaucoup des exactions qui furent commises durant cette guerre sont certes l’initiative des bolcheviks, mais notons qu’à Brest-Litovsk, au 3 mars 1918, les bolcheviks reconnaissent à l’Ukraine son droit à l’autodétermination, sous la pression allemande. La perte de l’Ukraine ne sera pas sans conséquences sur le ravitaillement de la Russie. Mais notons que, vis-à-vis de l’Ukraine, tout aurait pu s’être définitivement arrêté le 3 mars 1918. Il est curieux de voir dans le conflit ukraïno-bolchevique le début de la guerre civile et de l’imputer aux bolcheviks. Mais notons que le 28 avril 1918, l’armée allemande rompt le traité de Brest-Litovsk en ré – envahissant l’Ukraine, renversant la Rada le 28 avril, et instaure le gouvernement de Skoropadsky, afin de piller le blé ukrainien ! On voit que l’idée de réquisitions pour nourrir les forces armées n’a pas, en Europe orientale en 1918, germé dans le seul esprit de Lénine... Les allemands débarqueront aussi en Géorgie – où un gouvernement menchevik s’est installé un gouvernement menchevik, et interviendront quelque peu en Russie. Mais dès l’automne l’Allemagne aura perdu la Grande Guerre. Le front allemand dans la guerre russe de 1917-1921 aura donc eu une existence éphémère, mais montre que dès le début cette guerre « civile » sera assez internationale. Mais la présence étrangère ne se réduira pas à l’Allemagne, comme chacun le sait ou devrait le savoir. On peut certes ironiser sur la faiblesse des contingents français (à Odessa) ou anglais (en mer Blanche), c’est aussi oublier le financement apporté aux armées blanches, et parfois les équipements militaires apportés aux armées blanches. Ioudenitch, dans son offensive en 1919 contre Petrograd, possède des chars britannique ; Koltchak reçoit de l’équipement américain.

Que faut-il en conclure ? Avant tout que les deux mois décisifs dans le commencement réel de la guerre civile sont les mois d’avril et mai. Dès cette période, l’armée des cosaques du Don, et un mois plus tard, celle des tchécoslovaques, sont les plus importants corps armés sur le territoire de l’ex-empire russe, armée allemande non comprise, armée allemande dont il n’est pas sûr qu’elle ne rompe aussi le traité de paix en attaquant la Russie proprement dite. Et on a vu que les motifs de « légitime défense » ne sont pas franchement évidents pour l’insurrection cosaque ou transsibérienne. Le fait que les tchécoslovaques aient conquis, avec le soutien des socialistes-révolutionnaires et de la droite, des villes étalées sur des centaines de kilomètres en quelques semaines de juin, montre que les forces bolcheviks sont en réalité très faibles, les tchekas même ne réunissant que quelques milliers d’hommes sur un territoire immense. Qui est donc responsable de la guerre civile ? Que les bolcheviks aient bafoué les droits politiques, voire des droits humains tout court, des groupes d’opposition et d’un certain nombre de personnes, que ce soit sur l’initiative de soldats ou sur des plans concertés avec Lénine, c’est une chose. Que cela justifie les « soulèvements en chaîne » en est une autre, surtout lorsque l’on sait que la guerre fera un million de morts sur les champs de bataille et parmi les blessés dans les deux camps, et que cette guerre amplifiera le drame économique. Werth peut citer Trotski qui, en ce 29 avril 1918, devant le Comité central des Soviets : « *Notre parti est pour la guerre civile. La guerre civile, c’est la lutte pour le pain... Vive la guerre civile !* » (page 77). Je ne suis pas trotskiste, mais la citation est franchement malhonnête. Au printemps 1918, la situation alimentaire des villes russes est pour le moins difficile, mais de plus la guerre civile a *déjà* commencé sur le front cosaque, et l’Allemagne vient de rompre le traité de Brest-Litovsk ; jusqu’où ira la Reichswehr ? C’est donc une thèse fondamentale du Livre Noir sur la Russie de 1917-1921 qui doit être combattue, et ce parce que des informations disponibles à tous, notamment sous la plume de Nicolas Werth, permettent de comprendre sa fausseté. Cette thèse, c’est celle selon laquelle la guerre civile aurait été déclenchée dans les faits par les bolcheviks, que cette guerre est

« *largement de leur fait* » comme l'écrit Courtois dans sa conclusion. Thèse qui se comprend d'autant moins que la faiblesse des forces militaires bolcheviques apparaît très clairement dans les ouvrages de Werth. Par quelle imbécilité les « rouges » auraient-ils déclenché la guerre ? Il est sûr que si l'on s'amuse à compiler les discours guerriers des bolcheviks, alors oui, la guerre civile avait commencé depuis bien longtemps...

Et les bolcheviks auraient pu être à l'origine d'une fin précoce de cette guerre : au début de l'année 1919 (le 1^{er} mars, plus précisément, selon J-J.Marie), Lénine, sur les propositions de l'envoyé du président américain Bullitt, en vient à proposer une paix gelée, concédant à Denikine et Koltchak leurs territoires acquis. Ce dernier prenant Oufa (au sud de l'Oural) début mars au dépens de bolcheviks, la proposition fut morte-née.

Mais remarquons une chose également, concernant les faits que rapporte Nicolas Werth sur l'action de la Tcheka ; celle-ci a commencé à tuer très peu de temps après sa naissance, en décembre 1917. Mais il n'en reste pas moins que, hormis les exécutions sommaires évoquées par Werth sans plus de précisions dans l'hiver 1918, la répression des anarchistes moscovites au début d'avril, les principaux méfaits de la Tcheka ou des tchekas s'égrènent à partir de la seconde quinzaine d'avril. Il y a notamment la répression des mouvements ouvriers dans les villes où s'est renforcée l'opposition menchévique et socialiste-révolutionnaire. Werth, à la page 79, cite Djerzinski qui donne des instructions prônant une répression sévère au plénipotentiaire qu'il envoie à Tver, au sud-ouest de Moscou. Les instructions datent du 31 mai, alors que les trois fronts de la guerre civile cités plus haut sont ouverts. Il ne s'agit pas de justifier la terreur qui commence par la guerre civile, mais de constater qu'il est faux de dire que cette terreur, qui va aller croissant, prend de l'ampleur bien avant la guerre civile : au contraire, les deux mouvements semblent se juxtaposer. Par exemple, de nombreuses manifestations ouvrières seront réprimées dans le sang, dans des villes à l'Ouest de la Volga mais aussi dans l'Oural, dans la période fin mai – juin, soit, dans l'Oural, au moment même de l'insurrection des tchécoslovaques, qui eux n'étaient physiquement pas en position de faiblesse, vu la rapidité de leurs victoires de juin 1918. Une autre méthode de répression sera le recours aux arrestations massives, aux lock-out dans les usines nationalisées. Quant à la fermeture de nombreux journaux d'opposition par les bolcheviks en mai – juin, ils répondent plus aux victoires de l'opposition aux élections locales qu'à la guerre, selon Werth. Mais notons, les villes dans lesquelles ces répressions contre l'opposition ont lieu (Werth cite Kalouga, Tver, Iaroslavl, Riazan, Kostroma, Kazan, Saratov, Penza, Tambov, Voronej, Orel, Vologda) sont presque toutes situées à l'ouest de l'axe Volga - Kama (ou, si l'on préfère, de Tsaritsyne à Perm). Pourquoi ? Parce qu'à la même période celles qui sont plus à l'est passent entre les mains des tchécoslovaques et des socialistes-révolutionnaires. A Penza, qui passe aux tchécoslovaques le 29 mai, les violences bolcheviques ont donc eu lieu avant la perte de la ville ; mais pour ce qui est des persécutions qui ont lieu en Juin, soit après le début de l'insurrection sibérienne ? Et comment ne pas s'étonner de la fermeture des journaux socialistes révolutionnaires en territoire bolchevique alors qu'il s'agit d'une faction entrée physiquement en guerre contre le bolchevisme ? Remarquons aussi que l'argument selon lequel si la Terreur précède la guerre, alors celle-ci ne serait pour rien dans la Terreur, est pour le moins contestable : la Terreur peut avoir été amplifiée avec la guerre, ce qui se passe visiblement au cours de 1918. Ce qui ne justifie ni la Terreur, ni le déclenchement de la guerre civile par les anti-bolcheviks.

Un fait est que les dates de début des soulèvements ne sont nullement données par Nicolas Werth dans *Le Livre Noir*, et qu'on n'en parle pas pendant tout le chapitre qui décrit la mise en place de la répression tchékiste (chapitre intitulé : « Le bras armé de la dictature du

prolétariat »). On apprend juste, page 71, que les cosaques rejoindront les forces antibolcheviques au printemps 1918. Rien sur les tchécoslovaques, ou encore sur l'Allemagne, ni sur l'avance de « l'armée des volontaires », du tsariste Denikine cette fois-ci, en juin 1918, dans la région du Don et de la Basse Volga. Il s'agit bel et bien de se limiter à décrire la terreur, au dépens d'une information complète. Et on se retrouve ainsi, page 83, avec ce beau paragraphe : « *Jamais les bolcheviks n'ont senti leur pouvoir aussi menacé [euphémisme !] qu'au cours de l'été 1918. Ils ne contrôlaient en effet plus guère qu'un territoire réduit à la Moscovie historique, face à trois fronts antibolcheviks désormais solidement établis : l'un dans la région du Don, occupée par les troupes cosaques de l'ataman Krasnov et par l'armée blanche du général Denikine ; le deuxième en Ukraine, aux mains des Allemands et de la Rada (gouvernement national) ukrainienne [sic ! pas de référence au fait que les allemands ont imposé Skoropadsky ! Pour un peu Werth présenterait les allemands comme des libérateurs...] ; le troisième le long du Transsibérien, où la plupart des villes étaient tombées sous la coupe de la légion tchèque, dont l'offensive était soutenue par le gouvernement socialiste-révolutionnaire de Samara* ». Bien sûr, pas de dates des soulèvements pour éviter que le lecteur fasse des liens avec les comportements des bolcheviks à la même époque ou pour savoir qui a déclenché la guerre civile. Lisant ce paragraphe, j'ai vraiment eu l'impression de lire quelqu'un qui aurait dit : « au fait, j'ai oublié de vous dire : il y avait une guerre civile à l'époque en Russie... ». On pourra toujours nous rétorquer qu'en mai – juin les soulèvements antibolcheviques commencent seulement à se mettre en place, et donc qu'il est trop tôt pour parler de guerre civile ; à la page 95 Nicolas Werth dit que la guerre civile ne se développe qu'à la fin de l'été 1918 ; c'est une nouvelle contradiction, car si « *au cours de l'été 1918* », les bolcheviks voient leur territoire réduit à la « Moscovie historique », alors c'est que le soulèvement s'était déjà propagé depuis des semaines. Et surtout, n'oublions pas l'extrême faiblesse des forces bolcheviques, même face aux quelques dizaines de milliers de soldats cosaques ou blancs, ce qui fait qu'il est difficilement contestable que la situation de guerre civile s'annonce, pour le gouvernement de Moscou, dès juin (comment expliquer sinon le passage en juin 1918 à la conscription obligatoire ?).

Mais surtout, cette réduction drastique du territoire bolchevique a des conséquences graves sur un des problèmes fondamentaux de la guerre : le ravitaillement.



La faim et les réquisitions

Dès la page 66, Nicolas Werth évoque la situation alimentaire catastrophique de Petrograd : « *Dans une ville où les stocks de farine étaient inférieurs à un jour de rationnement de misère – une demi-livre de pain par adulte – la question du ravitaillement était naturellement primordiale* ». Pourtant c'est encore le marché qui nourrit les villes en cette fin d'année 1917, et le territoire russe n'est pas encore envahi, malgré la sécession de l'Ukraine, et la perte des provinces de l'Ouest face à l'Allemagne. Jean-Jacques Marie (voir les biographies de *Lénine* et *Staline*) continue le tableau : la population de la capitale se nourrit d'un pain noir de faible qualité, d'épluchures de pommes de terre, la viande est devenue très rare. Mais, précise-t-il, à Moscou, la situation alimentaire est encore appréciable. A la désorganisation des transports évoquée plus haut se joint le pillage des trains, et l'entassement des récoltes dans les régions céréalières du Don et de la Volga.

Nicolas Werth tranche cependant la question. Page 75, il cite un projet de Lénine visant, en prélude à la « dictature du ravitaillement » à faire fusiller les paysans refusant la livraison des surplus (c'est-à-dire leur récolte hormis la quantité nécessaire à l'alimentation et

les semailles). La commission extraordinaire pour le ravitaillement le rejeta. Nicolas Werth écrit : « *Dès le début de l'année 1918, Lénine, acculé dans l'impasse où l'avait conduit sa politique, inquiet devant la situation catastrophique du ravitaillement des grands centres industriels perçus comme les seuls îlots bolcheviks au milieu d'un océan paysan, était prêt à tout pour « prendre les céréales », plutôt que de modifier d'un iota sa politique* » (page 75). Là encore, stupéfaction : de quelle politique parle donc Werth ? En matière de ravitaillement, il cite, le 17 novembre 1917, de la création de la Commission au ravitaillement, chargée de la collecte des surplus des paysans plus ou moins riches et « spéculateurs ». Mais Nicolas Werth évoque tout de même la rupture des circuits de distribution économiques entre villes et campagne. Mais en quoi est-ce la faute de Lénine essentiellement ? La rupture des transports ferroviaires, les pillages, l'occupation des terres productrices sont-ils de sa faute ? Le 12 juin, Denikine et l'armée des volontaires antibolcheviques de Denikine prend Torgavaïa et coupe la « Moscovie » bolchevique du Kouban et du Caucase Nord. Ukraine, Kouban, Sibérie : trois régions agricoles riches sont perdues.

Nicolas Werth continue, page 77 : « *Deux possibilités s'offraient aux bolcheviks : soit rétablir un semblant de marché dans une économie en ruine, soit utiliser la contrainte* ». Le simple fait de parler d'un « semblant de marché » induit que Werth lui-même doute de ce que cela aurait été possible. Bien sûr, c'est la seconde option qui est choisie, apparemment. J.J. Marie n'est pas exactement de cet avis : le 20 mars, sur une proposition de Chliapnikov, le gouvernement propose l'échange de blé contre des wagons de marchandises. Le pillage est systématique, du fait des civils et des soldats démobilisés. N'imaginons pas aussi que les échanges ont cessé : dans *Le XXème siècle en URSS*, Yves Trotignon prétend que les bolcheviks interdiront le troc pendant la guerre civile. Quoi que l'on pense des bolcheviks, cette idée dépasse l'entendement : en situation de pénurie grave, le troc est une activité les plus courantes de l'être humain. Imaginer que le pouvoir de Moscou, à un quelconque moment de la guerre, aurait pu interdire ces actes à une population de plus de cent millions de personnes est une absurdité : pourquoi ne pas parler de caméras dans les rues de Russie ? Le gouvernement tentera, bien en vain, de pénaliser les citoyens qui convoient des marchandises (les « porteurs de sacs ») depuis la campagne. En réalité le marché existera tout au long de la guerre : dès le début de 1918, les ouvriers de Petrograd ou leur famille se rendent en campagne pour échanger leurs biens contre de la nourriture. En 1920, à Moscou, l'absentéisme des ouvriers qui partent à la campagne pour échanger et s'approvisionner atteint 50% (N.Werth, *Histoire de l'Union Soviétique*). Cette pratique, à des degrés divers, sera généralisée dans les villes de Russie. Ce qui compliquera d'autant la production, d'autant que d'autres sites industriels vont carrément se révolter. L'état ne contrôlera jamais l'intégralité de l'approvisionnement.

On peut mentionner le système des cartes d'approvisionnement : en ville, plusieurs catégories de citoyens devaient chacune avoir leur rations spécifiques, les travailleurs de force arrivant en priorité – mais les rations, déjà faibles, ne seront remplies qu'en partie – et la dernière catégorie – « oisifs »- ne recevant rien ou presque. « Génocide de classe » ? Cette dernière catégorie est très peu nombreuse (1% des urbains selon J.J. Marie), il y a toujours le marché noir, d'autant qu'il y a beaucoup plus de cartes que de personnes en ville. Ce qui ne signifie pas qu'on mange plus qu'à sa faim en ville, loin de là, mais certains peuvent revendre ce qu'ils ont reçu au marché noir.

Il faut prendre en compte la diminution déjà forte de la production industrielle depuis la guerre mondiale, le fait que les industries qui restent seront utilisées dès que possible pour les besoins de guerre, et que des centres industriels importants – Donbass, Ukraine, Oural –

sont perdus. On peut difficilement s'étonner de la rareté des biens manufacturés ; mais des ouvriers désœuvrés ne manqueront pas de produire des biens pouvant servir de monnaie d'échange. Mais il faut aussi préciser quelque chose au sujet des nationalisations : dès juin - juillet 1918, les bolcheviks éditent des décrets sur la nationalisation des entreprises, surtout si elles disposent d'une force motrice. Donc, les bolcheviks devraient être devenus propriétaires et responsables de la production industrielle ? Dans les faits, voilà ce qu'il en sera : « *Au 1^{er} octobre 1919, 2500 entreprises avaient été nationalisées. En novembre 1920, un décret étendit la nationalisation à « toutes les entreprises de plus de 10 ouvriers ou celles qui ayant plus de 5 ouvriers utilisent un moteur ». Soit quelques 37000 entreprises. En réalité, 30 000 d'entre elles ne devraient jamais figurer dans les registres du VSNKh [Conseil Suprême à l'Economie Nationale]; pour elles, la nationalisation n'alla même pas jusqu'au recensement* » (N. Werth, *Histoire de l'Union Soviétique*).

Nicolas Werth date à mai – juin (deux mois décisifs dans cette période) la mise en place de la « dictature du ravitaillement » et de l'armée du ravitaillement, le commissariat du peuple au ravitaillement recevant des pouvoirs extraordinaires le 13 mai. Les comités de paysans pauvres, devant mener la réquisition contre les riches, ce qui sera assez vain, sont institués le 11 juin par décret. Les réquisitions déclencheront une guérilla dès juin 1918. Mais comme pour la terreur, on peut se poser la question : le fait que les réquisitions soient érigées en système dès mai – juin n'enlève pas que la situation militaire va compliquer la situation. Les réquisitions, souvent brutales dès lors concentrées sur la Volga encore sous contrôle et la Russie centrale, débouchent sur des dizaines de révoltes paysannes, près de 140 sur l'été 1918 (page 83 du Livre Noir). Les soviets locaux sont parfois agressés ; la Tcheka, pourtant encore réduite à douze mille hommes fin Juillet, répriment souvent en tirant sur la foule. La conscription, instituée dès juin, provoque aussi beaucoup de révoltes. Mais il faut néanmoins préciser une chose : en raison notamment de la faiblesse des effectifs de la Tcheka, le plan de collecte mis en place pour l'été 1918 fut réalisé à moins de 10% : c'est du moins ce que l'on doit croire dans l'*Histoire de l'Union Soviétique*, où il est affirmé que 13 millions de pouds (un poud faisant 16,8 kilos) sur 144 sont prélevés. Que les réquisitions aient été meurtrières est une chose ; mais il faut aussi certainement penser que les tchékistes et les « comités de paysans pauvres » ont dû reculer à de nombreuses reprises. Le gouvernement bolchevik avait estimé à 350 millions de pouds les surplus agricoles de la moisson de 1917 dans la Russie non-occupée par les blancs datant. La faiblesse des bolcheviks est patente malgré leur violence ; il faut aussi considérer comme fort probable que l'échange privé, marchand ou par troc a évidemment existé sur cette période, car avec 13 millions de pouds l'alimentation d'une ville comme Petrograd (qui nécessitait au moins quarante mille pouds par jour, en recevra très fréquemment moins en 1918) et de toutes les autres villes encore tenues par les bolcheviques était impossible.



La terreur bien réelle des bolcheviks

Comme je l'ai précisé, le but de ce chapitre sur la Révolution d'Octobre n'est pas de nier ou de discuter les crimes et la terreur commises par les bolcheviks. Il faut néanmoins les citer, afin de pouvoir les évaluer. Et surtout, si ce passage pouvait dispenser le lecteur d'acheter le *Livre Noir*, je n'en serais pas mécontent.

-au cours de l'été 1918, en plus des révoltes paysannes citées plus haut, trois villes se révoltent, Rybinsk, Mourom et Iaroslavl, et le site industriel d'Ijevsk. Nicolas Werth mentionne que les insurrections sont préparées à l'avance par les mencheviks et les

socialistes-révolutionnaires ; ces derniers sont de toute façon déjà en guerre contre les bolcheviks depuis le gouvernement de Samara. Les révoltes sont sévèrement réprimées (428 fusillés à Iaroslavl);

-recours massif au système des otages, pour forcer les réquisitions ;

-les camps de concentration et camps de travail sont envisagés et mis en place dès 1918, pour interner les éléments douteux; mais ces camps, qui ne compteront pas plus de 150 000 personnes au maximum sous la période léniniste sur 130 millions d'habitants, sans compter les camps de la décosquisition, n'auront pas de comparaison en taille ou en fonction avec le système des camps staliniens –et aucun avec les camps nazis. Page 93, N. Werth parle de 70 000 personnes internées dans ces camps en 1921, après une évolution toujours ascendante, et des dizaines de milliers de « bandits » (paysans révoltés surtout) dans des camps provinciaux, voire dans une seule et même province (Werth cite la province de Tambov, où se tiendra une grande révolte en 1921, ce qui fait que la province n'est pas forcément représentative de l'ensemble du pays);

-en Automne 1918, dès Septembre en fait, commence la Terreur Rouge dans tout le pays encore au main des bolcheviks. A Petrograd, plusieurs centaines d'exécutions, probablement plus de mille ou deux mille, ont eu lieu en septembre. La Tcheka publie des journaux où elle rapporte ses exécutions et prises d'otages. Notons que bien qu'encouragées par le « Centre », les tchekas locales vont parfois plus loin que les ordres donnés. Les révoltes ou grèves réprimées sont aussi bien paysannes qu'ouvrières. La Terreur bolchevique de cet automne fait au moins 15 000 victimes. Avec une certaine superficialité, il faut bien le dire, Nicolas Werth, à la page 91, parle d'un changement d'échelle par rapport au tsarisme, qui lui n'exécuta « que » quelques milliers de personnes sur un siècle (6 321 sur la période 1825 – 1917). En oubliant que le tsarisme n'eut jamais sur cette période de grande guerre civile qui ravagea le pays. Il ne s'agit *nullement* de justifier les bolcheviks, mais de préciser que dans les mêmes conditions la réaction qui aurait été celle du tsarisme reste une inconnue, car ce cas n'eut pas lieu. La comparaison n'est donc pas valable. N'oublions pas qu'un régime censé être nettement plus proche de l'état de droit que l'état tsariste, à savoir la France dite républicaine de 1871, liquidera en moins d'un mois – surtout pendant la semaine sanglante – vingt mille à trente mille communards ou assimilés comme tels;

Après la « Terreur rouge », on passe à la « sale guerre », distincte de la guerre des « rouges » contre les « blancs ». Nicolas Werth dit que le plus important de la guerre se fait hors du front. Sympathique pour le million de soldats qui périront soit sur le terrain, soit de leurs blessures, la pénurie de médicaments où la difficulté d'approvisionnement jouant pleinement. J-J. Marie parle de 980 000 soldats perdus ; Sergueï Adamets, historien russe dont il sera question plus bas, donne des ordres de grandeurs comparables. L'armée rouge compta officiellement jusqu'à cinq millions et demi d'hommes, mais en permanence le nombre d'hommes équipés et prêts au combat est de cinq cent mille maximum (chiffre qu'on retrouve dans *Le Livre Noir*) et comptera trois millions sept cent mille déserteurs sur la période 1918 – 1920 (selon l'*Histoire de l'Union Soviétique*). Pour les armées blanches, Alain Blum (dans *Naître, vivre et mourir en URSS*) pense que les armées et rebelles opposés aux bolcheviks auraient perdu autant de gens. Pour ce qui est des armées blanches proprement dites, elles ont sûrement perdu des centaines de milliers d'hommes, bien que moins nombreuses et mieux organisées (mais pas forcément mieux soignées). La « sale guerre », c'est l'écrasement des révoltes paysannes et ouvrières, la liquidation d'opposants politiques, de gauche comme de droite, des éléments sociaux « dangereux ». Ce sera aussi la décosquisition en 1920. Mais ce

qui apparaît ici, c'est que la grande majorité de ces victimes ne sont pas tuées par un projet « d'extermination sociale », n'en déplaise à ceux qui compilent les déclarations en ce sens : la majorité des victimes sont paysannes ou ouvrières, or il est peu question d'une tentative d'extermination de la paysannerie ou de la classe ouvrière : ce sont bien plus des impératifs économiques, appuyés par une violence injustifiable, qui est à l'origine de cette répression;

-des milliers de combattants anarchistes furent exécutés entre 1918 et 1922, surtout lors de la répression de l'armée anarchiste ukrainienne de Nestor Makhno. Des milliers de socialistes- révolutionnaires de gauche (qui rompent avec Lénine au printemps, tentent un coup d'état raté en Juillet 1918 à Moscou), des socialistes-révolutionnaires « de droite », des mencheviks. Le cas le plus célèbre sera la révolte des marins de Kronstadt, en février 1921. Réclamant le rétablissement des élections libres aux soviets, la liberté d'expression, la libération des prisonniers politiques et du commerce ; son écrasement est connu, ainsi que les milliers d'arrestations et de déportations à forte mortalité qui suivirent. Plus que toute autre, la répression de Kronstadt montrera que l'Union, même proclamée sous ce nom en 1922, ne sera jamais « soviétique »;

-les répressions des grèves ouvrières, des usines Poutilov, de Tula, de plusieurs autres villes dans la zone tenue par les bolcheviks, se finissent par des arrestations, otages, exécutions par centaines de personnes ; les revendications portent sur des objectifs politiques –l'élection libre des soviets par exemple- mais aussi économiques, contre la faiblesse des salaires et de l'approvisionnement. Remarquons que la méthode utilisée est à la fois d'accuser Lénine de pratiquer les réquisitions agricoles et de mal approvisionner les ouvriers ; ne pourrais-t-on pas considérer que la situation dramatique des villes et des centres industriels appelle à des prélèvements sur l'agriculture, dans une situation de désorganisation où le marché saurait difficilement être autre que noir, sans vouloir justifier la vague de terreur anti-paysanne ? Dans une situation de guerre à mort, est-on bien placé pour contester l'interdiction de la grève, le travail le dimanche, la faiblesse des salaires à une époque où la satisfaction des besoins militaires pour vaincre des *agresseurs* l'emporte sur les besoins de consommation ? Mais cela n'absout pas le traitement réservé aux grévistes, qui passe trop fréquemment par la fusillade. La répression de la grève ouvrière d'Astrakhan fait près de cinq mille victimes. Ce qui est sûr, c'est que la répression devient absolument injustifiable à partir de 1920, où les armées blanches se sont effondrées;

-Mais les pires méfaits, en nombre, seront commis contre les révoltes paysannes qui contestent la conscription et les réquisitions agricoles. Des révoltes ponctuelles côtoieront des grands mouvements de rébellions, comme les dizaines de milliers de révoltés dirigés par Antonov en 1921. Les plus grandes révoltes auront lieu en 1920-1921, soit après la guerre civile, ou en Ukraine, en 1919. De toute façon, même pendant la guerre civile, la violence employée est démesurée. Nicolas Werth parle de milliers de rapports de la Tcheka rapportant chacun des dizaines d'exécutions lors de répressions, ce qui laisse augurer peut-être plusieurs dizaines de milliers de victimes. L'usage de gaz asphyxiants, de la crémation de villages, d'otages parmi les familles des déserteurs, fusillades à titre d'exemples. Que faut-il en penser ? La quasi-totalité de ces faits ressort soit de la lutte contre la désertion, soit de l'écrasement de révoltes de paysans qui se battent contre les réquisitions. Réprimer la désertion dans une Armée Rouge qui comptera de toute façon plus de déserteurs que de soldats en armes est à la fois criminel et vain. Mais c'est probablement l'une des fautes fondamentales des bolcheviks : avoir intégré autant d'hommes dans l'Armée Rouge, créant donc de très nombreux déserteurs, et accroissant largement le poids de la population à nourrir par les réquisitions. En revanche, ce qui n'est jamais évoqué, c'est la possibilité de révoltes de

paysans qui ne sont pas menacés dans leur survie et entre tout de même en rébellion, assassinant au passage des fonctionnaires bolcheviks. Affirmer que tous les paysans étaient menacés d'être affamés par les réquisitions en 1919 ou 1920 sur le territoire bolchevik est caricatural. Dans l'*Histoire...*, Nicolas Werth annonce en effet que pour 1919, sur un plan de collecte de 260 millions de pouds de céréales (4,37 millions de tonnes), 100 millions de pouds (1,7 millions de tonnes) sont prélevées. L'agriculture de l'ex-empire russe produit entre 40 et 60 millions de tonnes de céréales sur la période 1917- 1921 (le chiffre le plus bas étant atteint pour 1921). Mais les bolcheviks auraient certainement pu obtenir un règlement pacifique des révoltes moins nombreuses si les effectifs de l'Armée Rouge n'avaient été aussi inutilement exagérés;

- au printemps 1919, alors que les forces bolcheviques l'emportaient sur le front du Don, et reprenaient les territoires cosaques, une impitoyable répression décidée par le gouvernement de Lénine ouvrit la « décosaquisation », à savoir la suppression meurtrière du groupe cosaque. Il faut rappeler que cosaque était au départ une fonction militaire de l'empire russe : on parlera donc une fois de plus de « liquidation en tant que classe » des cosaques. Alors que l'argument de la légitime défense était discutable pour la première révolte cosaque d'avril 1918, au printemps 1919, une seconde révolte éclate comme réponse à une répression orchestrée par une Armée Rouge qui n'a plus rien de comparable avec les quelques milliers d'hommes de Sivers l'année précédente. Mais en mai-juin 1919, les forces blanches d'Ukraine reprennent l'offensive et les bolcheviks sont repoussés au Nord ; au printemps 1920, ils reviennent, achèvent les forces du général tsariste Wrangel. La répression, dans le Kouban et la Crimée notamment, qui fit plusieurs dizaines de milliers de victimes, s'accompagna d'une réquisition, qui, dans ses objectifs devait concerner la totalité de la production agricole. Pour la Crimée, Werth parle de cinquante mille, en s'appuyant sur des auteurs socialistes-révolutionnaires comme Melgounov, mais aussi sur d'autres auteurs comme Brovkin ; même si les chiffres devaient avoir été majorés, il est peu concevable de nier une répression contre les Cosaques révoltés. Mais fut-elle entièrement accomplie ? A titre de répression militaire, il est concevable qu'elle fut massive et spolia très largement les cosaques. Mais d'une manière générale, les réquisitions réelles sont nettement inférieures aux objectifs ; j'ai cité plus haut que la réquisition prévue pour 1919 n'est réalisée qu'à moins de 40% ; en 1920, où les objectifs sont plus élevés, la réalisation est de 34%. S'ensuit une déportation des cosaques : soit il s'agit de femmes, d'enfants et de vieillards enfermés comme otages dans des camps à la mortalité très élevée, soit il s'agit d'hommes déportés vers des camps de travail. Parfois les personnes déplacées sont autorisées à se reloger dans d'autres bourgs. N. Werth parle de trois cent à cinq cent mille déportés ou tués sur trois millions de personnes, sans citer de sources précises : mais malgré les doutes, quand bien même la moitié du chiffre serait vrai, il s'agirait de faits accablants de toute façon, mais pour leurs auteurs et commanditaires seulement;

- Werth consacre ensuite plusieurs pages –de la page 117 à 122- à décrire les brutalités des tchekas locales. Sans rien vouloir diminuer des exactions et crimes de la Tcheka en tant qu'organisation centrale, qui organisera dès 1918 ses congrès des tchekas locales, constatons que ces dernières tuent, pillent et violent souvent de leur propre initiative. Les rapports de la Tcheka, comme ceux que Werth tire des blancs, font état de plusieurs milliers d'exécutions de personnes déclarées « bourgeoises » mais souvent choisies de la façon la plus arbitraire. Les exécutions ont lieu aussi bien lors de la reprise des villes que lors de leur abandon devant l'avance des blancs. La faute à « la liquidation de la bourgeoisie » ? Sans nullement vouloir relativiser ces meurtres, rappelons qu'aucun de ces crimes n'empêchera, avec la NEP, la réapparition d'une classe aisée et même de petits capitalistes : preuve, s'il en fallait, que la

« liquidation de la bourgeoisie » n'a de sens qu'en tant que processus économique (abolition de la propriété privée du capital économique), et que les meurtres ne sont en rien nécessaires au processus.

Sur la période 1917-1922, N.Werth, dans *l'Histoire de l'Union Soviétique*, s'appuie sur Conquest pour parler de 140.000 victimes de la Tcheka. Conquest fournira beaucoup de fausses estimations, notamment sur le Goulag et la dékoulakisation, mais là le chiffre semble crédible. Il ne prend pas en compte la répression des révoltes, paysannes notamment, écrasées par l'Armée, le tout devant laisser présager plusieurs centaines de milliers de victimes. Mais cela doit-il faire oublier un nombre équivalent voire supérieur de soldats tués ou morts de leurs blessures dans une guerre « civile » lancée par l'opposition ?

La plus grande source d'interrogation est que la terreur se soit maintenue en 1920, 1921, 1922, alors que la guerre civile avait cessé. Koltchak, abandonné par les légionnaires tchécoslovaques, est fusillé à Irkoutsk le 7 février 1920 ; voilà comment finit le « Régent de Russie », tel qu'il s'était proclamé pendant la guerre. Pour comprendre la situation, n'oublions pas que la fin de la guerre civile ne signifie en rien le redressement immédiat de l'industrie russe, pulvérisée au six septièmes de sa production, ni le rétablissement des transports. « Rétablir le marché » dans une telle situation aurait certainement signifié rétablir un marché de pénurie. Que Lénine ait attendu 1921 pour passer des quotas de réquisitions à l'impôt proportionnel en nature est incontestablement une faute ; cependant, d'une manière générale, la répression anti-paysanne et contre les déserteurs a dépassé toutes les nécessités d'un état qui désire réquisitionner pour éviter la famine. Dans un pays à 90% paysan, on peut tout de même s'étonner que l'approvisionnement de cinq millions de soldats – dont un certain nombre étaient des paysans qui s'engageaient justement pour être nourris, et désertent ensuite- et d'une population urbaine qui se fournit aussi par le marché noir ait nécessité d'affamer complètement un si grand nombre – trente millions probablement- de paysans, sauf si il s'agissait de mesures de répressions politiques.

Annexe 6:

► La famine de 1921-1922 : le génocide de Lénine ?

Nicolas Werth consacre cent pages au régime léniniste (de la page 49 à 148 du livre). La famine de 1921-1922, elle, n'a droit qu'à sept pages (de 135 à 141). Comme dans le cas de la Chine (deux tiers des « cent millions de morts » traités sur un dixième de l'ouvrage), le plus grand nombre des victimes imputées au régime étudié sont traitées rapidement. On se doute du discours.

La famine est bien entendu le fruit des réquisitions, selon N. Werth, ou encore selon Carrère d'Encausse si l'on lit sa biographie de Lénine. A la page 135, il cite un rapport de police politique selon lequel le remplissage des objectifs de réquisition aurait fait mourir de faim les paysans dans de nombreux districts. Il évoque, en juin 1921 –la famine a déjà commencé– la convocation des dirigeants des provinces touchées par la famine, qui dénoncent la responsabilité du gouvernement « *dans l'extension et l'aggravation de la famine* » (page 136). Il évoque le cas de la province de Samara (sur la Volga), où toutes les réserves auraient été prises. Il cite Vaviline expliquant qu'il y a dès le début de 1921 peut-être neuf cent mille affamés dans la province. La disette aurait existé en Russie dès 1919. En juin 1921, un Comité social de lutte contre la famine est créé indépendamment de Lénine, qui le dissout en Août, alors que l'aide de l'American Relief Association arrive, et va nourrir dix ou onze des trente millions d'affamés. Cinq millions de personnes au moins mourront. N. Werth évoque des propos de jeunesse de Lénine qui, pendant la famine de 1891-1892, considère que la famine détruit la « paysannerie attardée », et fait donc le jeu du « socialisme ». Plutôt que de citer un ami de Lénine (en la personne de Beliakov), il aurait été plus juste de le citer lui-même. Au final, la famine devait aussi abattre l'Eglise en rompant la croyance en Dieu... Il va de soi que la famine fut l'arme du régime, son « *alliée objective* » pour mettre fin aux révoltes paysannes. La preuve ? La carte de la famine, ou plutôt de sa plus forte intensité, recoupe « exactement » la carte des révoltes paysannes ! Ce raisonnement –qui remplace la raison par la comparaison– mène à considérer la famine comme planifiée, ou du moins prévue. C'est donc la preuve que Lénine a fait autant de morts par famine organisée que Staline. CQFD.

Personne ne nie la famine de 1921-1922. Mais les léninistes, eux, l'expliquent souvent de façon lapidaire, en expliquant que c'est là la conséquence de la guerre civile menée contre la Russie par une dizaine, douzaine voir vingtaine de puissances étrangères, selon les différents auteurs. Ce n'est pas complètement faux, bien sûr : la guerre civile aura laissé des ravages qui marqueront le pays sur plusieurs années. Mais en 1920, la guerre contre les armées blanches prend fin ; il y aura toujours des combats entre l'Armée Rouge et divers groupes rebelles –ceux de Tambov, par exemple, en 1921– jusqu'en 1922, mais la guerre civile ne peut cependant pas tout expliquer, d'autant que, nous le verrons, les récoltes des années 1918 et 1919, au plus fort de la guerre, ne sont pas les plus mauvaises, surtout comparées à 1921-1922. D'autant que l'intervention militaire étrangère fut très limitée : quelques milliers d'hommes pour la plupart des puissances étrangères, quelques dizaines de milliers pour le Japon (sans compter le financement et l'équipement fourni aux armées blanches). En 1920-1922, il faut plus que la guerre civile pour causer un désastre pareil.

Pour citer le nombre de personnes affamées et de morts, N.Werth cite, à la page 139, la thèse doctorale de Sergueï Adamets, présentée en 1995 à l'EHESS, qui portait sur la catastrophe démographique incontestable de 1917-1923. Adamets publiera, en 2003, un ouvrage rassemblant plus de recherches encore sur la famine de 1921-1922, l'étudiant sous les différents aspects, économiques, sociaux, militaires : l'ouvrage, *Guerre civile et famine en Russie*, l'un des rares travaux exhaustifs sur la question, n'était certes pas disponible pour N.Werth en 1997. Il n'empêche que sa lecture amène à douter partiellement du récit de Werth sur le déclenchement de la famine.

Dans le chapitre sur les réquisitions, S. Adamets explique d'abord, comme je l'ai mentionné plus haut, que les réquisitions sont en vigueur dès 1916 sous le tsarisme. Mais les surplus prélevés sont payés à un prix fixé par l'Etat, qui peut être diminué. En 1917, l'état issu de Février s'adjuge la propriété de tous les excédents agricoles du pays. Adamets confirme J-J. Marie en écrivant que les bolcheviks, lors de leurs premiers mois de pouvoir, sont plutôt « libéraux » en ce qui concerne l'approvisionnement : les villes sont libres de se fournir elle-même. Mais au printemps 1918, le pouvoir est « *confronté à une véritable famine urbaine* » (sous la plume de N.Werth, cela deviendra la conséquence de la politique de Lénine...). Le commerce, inévitable dès lors que chacun peut transporter des vivres, est d'abord combattu, mais Lénine « l'utopiste » relâche la pression contre les « porteurs de sacs » dès septembre 1918.

N'en déplaise aux tenants de la « politique génocidaire des réquisitions », il apparaît qu'en 1918 et 1919, le produit des réquisitions est très faible, et très inférieur aux besoins des villes à nourrir –leur situation alimentaire ne sortant du rouge qu'en 1919. Les statistiques disponibles sont très lacunaires, et Adamets le rappelle souvent : l'appareil statisticien du nouveau pouvoir mettra un ou deux ans à devenir efficace. Les prévisions de la récolte, au niveau national ou dans des provinces comme l'Ukraine –perdue du printemps 1918 au printemps 1919- pour l'année 1921 –donc trois ans après la prise du pouvoir !- variant du simple au double au sein même des institutions et des dirigeants bolcheviks. S. Adamets tente néanmoins de dresser un tableau d'ensemble des réquisitions d'état pour la période 1916-1923. Ses sources sont pour le premier tableau les estimations qu'il avait déjà fournies dans un article de 1997 des *Cahiers du Monde russe*, et pour les deux autres, principalement le service statistique du régime bolchevik, le CSU, plus des estimations réalisées par lui-même. Les années (exemple : 1917-1918) sont délimitées par la période allant du 1^{er} août de la première année au 31 juillet de la seconde.

Récoltes sur le territoire de l'ex-empire russe					
Année	(millions de pouds)	(millions de tonnes)	Année	(millions de pouds)	(millions de tonnes)
1909-1913	4420,9	74,3	1920	2600,5	43,7
1914	4331,9	72,8	1921	2113,3	35,5
1915	4828,4	81,1	1922	2779,6	46,7
1916	3937,0	66,1	1923	3077,9	51,7
1917	3791,5	63,7	1924	2863,5	48,1
1918	3365,0	56,5	1925	4059,3	68,2
1919	3516,5	59,1	1926	3941,2	66,2

Volumes prélevés par l'Etat							
(en milliers de tonnes)	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921	1921-1922	1922-1923
Nord et Petrograd	44,4	-	4,4	52,2	111,0	206,1	123,0
Moscou	33,9	0,0	7,4	101,9	131,8	263,9	371,4
Ouest	9,6	-	0,8	74,4	141,3	290,0	432,1
Terres Noires	1 353,3	138,1	694,3	514,2	510,8	704,1	1 670,3
Ukraine et Crimée	3 163,9	433,9	-	-	1 243,3	1 268,0	1 917,8
Don et Caucase du Nord	965,6	-	-	-	973,3	140,7	802,9
Volga	1 395,4	104,0	844,9	1 217,7	806,8	27,8	500,8
Oural	794,0	176,9	226,1	977,4	795,1	156,4	366,0
Kirghizie	215,9	31,4	35,1	157,9	171,4	109,4	200,5
Sibérie	503,8	348,0	-	473,7	1 128,6	674,6	582,1
TOTAL	8 479,9	1 232,3	1 813,1	3 569,4	6 013,4	3 840,9	6 967,0

Taux de réquisition							
(en % de la production)	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920	1920-1921	1921-1922	1922-1923
Nord et Petrograd	2,5	-	-	3,9	9,7	14,8	9,2
Moscou	1,3	-	-	4,6	7,3	14,4	16,0
Ouest	0,4	-	-	5,4	9,7	13,6	20,4
Terres Noires	12,1	1,6	7,7	8,5	11,2	14,1	22,4
Ukraine et Crimée	15,5	2,2	-	-	8,0	10,7	14,0
Don et Caucase du Nord	15,2	-	-	-	26,1	6,4	17,5
Volga	24,3	2,8	14,1	25,9	25,5	2,5	18,1
Oural	11,2	2,7	3,0	18,5	20,7	7,3	9,0
Kirghizie	13,3	1,2	1,6	5,5	17,6	11,1	22,2
Sibérie	11,4	4,9	-	6,8	24,3	18,9	18,9
TOTAL	13,4	2,0	3,4	6,7	15,1	11,9	16,5

Source : S. Adamets, *Guerre civile et famine en Russie*, éd. de l'Aube, pages 66-67.

Nota : si l'on essaye de calculer les chiffres globaux de la production de l'ex-empire russe en divisant le volume global de réquisitions d'une année par le taux de réquisition par rapport à la production (que l'on trouve dans les deux derniers tableaux), on trouvera des chiffres de production globale légèrement différents de ceux que donne le premier tableau ; mais n'oublions pas que les sources divergent, et dans le premier tableau Adamets avaient certainement majoré les productions par rapport à ce qu'avait comptabilisé le CSU en tenant

compte d'un certain sous-enregistrement des récoltes dû à la crainte des réquisitions par les paysans. Cependant les estimations de la production globale, que l'on se base sur le premier tableau ou les autres, concordent dans les ordres de grandeur et surtout dans leur évolution.

Lorsque Adamets parle d'une réquisition de 3,6 millions de tonnes pour l'année 1919-1920, et que cela représente 6,7% de la production totale du pays, ce rapport n'est possible que si on conclue que les réquisitions de 1919-1920 portaient sur la récolte de l'année 1919 (3,6 millions de tonnes font effectivement plus de 6% d'une récolte de 59 millions de tonnes), et cela se vérifie aussi pour les autres années (les 6 millions de tonnes prélevées en 1920-1921 font moins de 14% de la récolte de 1920 – ce qui n'est pas 15,1% comme dans le troisième tableau, mais n'oublions pas que les deux derniers tableaux ne sont pas de la même source que le premier, même s'ils ne se contredisent pas globalement).



Lénine est-il le premier à orchestrer des réquisitions?

Certains se demanderont pourquoi je reproduis les tableaux dans leur intégralité ; c'est le seul moyen de rendre l'analyse claire. Quelles observations doit-on faire en premier ? D'abord première remarque: le régime tsariste, en 1916-1917, année où le travail de réquisition fut achevé par la République issue de Février, centralisa des quantités plus grandes de récoltes que ne le fera jamais le régime de Lénine, mais avec des taux de réquisitions inférieurs à ceux de 1920-1921 parce que la récolte est plus forte en 1917. Deuxième remarque : les réquisitions (bolcheviques) de 1917 à 1919 sont basses, comparées à celles qui les précèdent et les suivront.



Où les bolcheviks réquisitionnent-ils? Pourquoi?

Troisième remarque : en 1920-1921, il y a effectivement des réquisitions plus importantes, qui concernent certaines régions en particulier, comme la Volga, l'Oural, la Sibérie, les Terres Noires. L'Ukraine et la Crimée sont cependant moins taxées (jamais plus de 11% entre la mi-1917 et la mi-1922). Pourquoi ces régions-là, dira-t-on ? Parce que Lénine voudrait en finir avec leurs habitants turbulents ? Peu crédible : si l'on s'inspire des deux derniers tableaux, et que l'on calcule la production courante par région pour chaque année, et si l'on cumule la production pour l'année 1920-1921 des régions les plus taxées (Don - Caucase du Nord, Volga, Oural, Kirghizie, Sibérie), on trouve généralement plus de 60% de la production du pays ; ajoutons-y l'Ukraine - Crimée, et l'on a souvent plus 80% de la production nationale. Donc, en ce qui concerne les réquisitions, le principal crime des bolcheviks est d'avoir réquisitionné là où il y avait de la production ; sur ces tableaux, on voit en effet nettement apparaître les régions de production (qui sont lourdement taxées) et celles de consommation (les autres).



Quand la production céréalière

commence-t-elle à baisser?

Mais surtout, le plus important est de constater la baisse dramatique de la production agricole entre 1915 et 1921, la récolte de 1921 ne représentant que 55% de celle de 1917 ! Mais l'essentiel de la baisse a lieu entre 1919 et 1920. Si l'on prend l'année 1917 comme base 100, l'année 1919 se situe à l'indice 92, et 1920 vingt-quatre points plus bas, et 1921 treize points plus bas encore. La crise de la production alimentaire est donc largement entamée dans l'année 1920 ; la récolte, passant sous la barre des trois milliards de pouds (cinquante millions de tonnes) relève d'autre chose que d'une simple « mauvaise année ». Quel intérêt de préciser cela me direz-vous ? C'est simple : l'un des arguments avancés pour expliquer que les réquisitions ont causé la catastrophe, est que les détachements bolcheviques auraient pris toutes les réserves, ou une grande partie, ne laissant rien ou presque aux paysans pour ensemercer leurs terres, d'où baisse de la production, qui, cumulée avec les fortes réquisitions de 1921, provoqueront la famine. Est-ce exact ? En consultant ces chiffres, on en doute un peu.



Les réquisitions ont-elles provoqué la mauvaise récolte de 1920?

Si des réquisitions ont nui à la récolte, en privant les paysans de réserves pour les semences, provoquant la mauvaise récolte de 1920, ces prélèvements durent avoir lieu en 1919-1920, année où le taux global de réquisitions fut en réalité faible : 6,7% sur l'ensemble de la zone bolchevique, mais 18 et 25% dans l'Oural et dans la région de la Volga. Pour ces régions, on va probablement parler d'une surréquisition, pourquoi pas à des fins répressives; c'est oublier cependant que si l'Ukraine, la Crimée, le Don & Caucase du Nord, n'apparaissent pas dans les colonnes « 1918-1919 » (comme la Sibérie) et « 1919-1920 », c'est parce que ces régions ne sont pas sous contrôle bolchevik. La Volga, elle, l'était, d'où l'importance des réquisitions du régime de Moscou. En revanche, il est fort probable que les réquisitions sur la Volga et l'Oural aient privé les paysans de réserves pour ensemercer leurs terres. La Sibérie et la Kirghizie sont reprises que dans l'année 1919-1920, et soumises de ce fait à des taux de réquisitions inférieurs à 7% cette année. Et pourtant, si l'on fait le calcul de la production par région chaque année –sur le modèle évoqué au paragraphe précédent-, on remarque que la production baisse quand même entre 1919 et 1920, en Sibérie et Kirghizie comme en Volga et Oural, ainsi que dans les Terres Noires qui n'avaient eu « que » 8,5% de réquisitions. Dans toutes ces régions, on constate une baisse des récoltes d'au moins un quart, voire un tiers en Volga et Sibérie, et deux tiers en Kirghizie ! Pourtant, en Kirghizie, la réquisition du 1^{er} août 1919 au 31 juillet 1920 fut de 5,5% de la production ; en 1920-1921, pour maintenir et augmenter légèrement le volume réquisitionné, le gouvernement bolchevik devra tripler le taux de réquisition. Et les fortes réquisitions de 1920-1921 ne peuvent pas être rendues responsables de la mauvaise récolte de 1920, parce qu'elles commencent au 1^{er} août d'une année au 31 juillet de la suivante. Ce qui est très important à savoir dans des régions où, en majorité, la moisson du blé se fait en été – voire avant en Asie Centrale !- et les semis pouvant commencer dès l'automne. Donc, lorsque commence l'année de forte ponction 1920-1921, la (maigre) récolte de 1920 est déjà prête à moissonner.

Chaque ménage paysan a des besoins fondamentaux, pour se nourrir, assurer les semences et le fourrage. Pour la période 1918-1922, les besoins tournent généralement autour de 25 pouds (420 kilos) de céréales par tête. Dans la Volga, ils sont de 26,6 pouds. Après la récolte de 1920, *au moment de la moisson* (avant les réquisitions), d'après les chiffres de S. Adamets (page 60 de l'ouvrage cité), dans la Volga, la population paysanne est déjà réduite à un déficit de 11 pouds par tête, avant les réquisitions. Cela veut dire que là où il faudrait 26,6 pouds par personne, pour couvrir les besoins alimentaires et agricoles, on n'en dispose que de 15. Ensuite, le gouvernement bolchevik va procéder aux grandes réquisitions de l'année 1920-1921. Et, dans la Volga, il réquisitionne un quart de la récolte –les bolcheviks n'ont jamais *tout* pris, n'en déplaie à N.Werth-, les paysans se retrouvent avec un déficit de plus de 15 pouds. Mais cela ne doit pas faire oublier qu'ils étaient déjà en déficit ; certes, dans la Volga, il y avait eu de fortes réquisitions en 1919-1920, mais dans d'autres régions, pour lesquelles les taux étaient nettement plus bas, on observe – en moins grave- des déficits *avant réquisitions*. Les Terres Noires, l'Oural et la Kirghizie connaissent déjà des déficits de 8, 4 et 8 pouds par rapport aux besoins normaux par tête (et après les réquisitions, ces chiffres passeront à environ 11, 9 et 12), au moment de la moisson, donc avant réquisitions, alors qu'en Kirghizie et dans les Terres Noires les détachements de réquisition avaient laissé au paysans des réserves en quantité suffisante l'année précédente : le fait que la production devienne inférieure au besoins est donc extérieur à l'action du gouvernement dans ces régions. Les réquisitions vont donc aggraver le déficit, cela est certain ; mais la politique de réquisitions bolchevique ne saurait être considérée comme la cause déclenchant la crise alimentaire, car celle-ci a déjà commencé avant le passage des réquisitions. Et les réquisitions ont tout de même une utilité, et il aurait été tout aussi dangereux pour les villes de ne pas les faire (et même si les réserves prélevées avaient été compensées par des biens manufacturés, cela n'aurait en rien annulé le creusement du déficit de réserves). En revanche, il aurait certainement fallu relâcher partiellement la pression sur des régions comme la Volga, et répartir les prélèvements, surtout quand des régions comme l'Ukraine resteront excédentaires –plus de réserves céréalières par personne que les besoins normaux- en 1920 et même 1921, même après les réquisitions – l'Ukraine du Sud connaîtra cependant la famine. Ces déficits vont évidemment jouer sur la récolte de 1921. Mais d'autres facteurs joueront aussi.



La mauvaise récolte de 1920 explique-t-elle celle de 1921?

Mais on objectera que même si la récolte de 1920 est faible, cela n'empêche que celle de 1921 sera plus catastrophique encore, et succède à une année de fortes réquisitions. La récolte de 1920 a-t-elle une influence sur le désastre de 1921 (35,5 millions de tonnes produites seulement, huit millions de moins qu'en 1920) ? En partie, oui, incontestablement, en laissant aux paysans moins de ressources que nécessaire pour l'ensemencement. Mais comment expliquer la récession agricole dramatique de 1920 puis de 1921 ? On l'a vu, pas par les réquisitions comme facteur général et originel, car des régions moins taxées en 1919-1920 que la Volga et l'Oural vont quand même connaître une réduction drastique de la production. En 1920, la réduction de la production est d'un quart sur tout le pays, alors que tout le pays n'était pas ponctionné comme en Volga. Avant toute chose, il peut y avoir un doute sur les statistiques : Adamets, à la page 72, évoque les déclarations faussées à la baisse par les paysans pour ce qui concerne aussi bien la récolte que les terres emblavées, pour éviter les

réquisitions ; mais il nuance aussitôt car dans les premiers mois de la reconquête de territoires comme la Sibérie par les bolcheviks, les paysans tentent de s'accorder avec le nouveau pouvoir. Il est possible qu'il y ait eu une réduction volontaire de la production ; cependant, il ne faut pas surestimer cette tendance, car envisager une réduction *volontaire* de la production agricole d'un quart comme entre 1919 et 1920 serait une absurdité. Parmi les causes de la crise alimentaire, Adamets, aux pages 95-98 de son livre, cite la guerre, et aussi le fait que les paysans, qui avaient acquis une grande superficie de terres par le partage des grands domaines, n'avaient pas mis en culture l'ensemble de ces terres, renforçant la baisse de la superficie emblavée dans l'ensemble du pays. Les raisons peuvent en sont multiples : mettre en culture ces terres, c'est risquer de les perdre à cause des destructions de la guerre, risquer de se voir surréquisitionner, mais aussi et surtout c'est risquer, en cas de victoire des armées blanches, de tout perdre car ces derniers « rendent » les terres aux anciens propriétaires fonciers –ce qui causera des révoltes contre les blancs. On peut aussi citer l'effondrement de la production de machinerie agricole, la production nationale s'effondrant de près de 95% entre 1913 et 1920, et les importations s'arrêtant en 1914. Mais toutes ces causes, qui sont valables sur l'ensemble de la guerre civile, n'explique la baisse de la production sur l'année 1919-1920, justement quand la guerre se termine. D'autres facteurs propres aux années 1920 et 1921 ont pu jouer. Dans certaines régions comme la Sibérie, l'année 1919-1920 est encore une période de guerre ; mais dans d'autres régions déjà conquises, il y a toujours des révoltes paysannes et leur répression, qui sont aussi un facteur de ravages agricoles. Mais il faut parler de la composante climatique : en 1920, une sécheresse frappe la région de la Volga et des Terres Noires. Mais elle est plus forte encore en 1921. Voici pour l'année 1921 :« *Les nuages disparaissent du ciel sur des centaines de kilomètres au-dessus de la Volga ; le soleil brûle la terre jaunâtre et transforme en désert toute la vallée de la Volga de Kazan aux steppes du sud. D'avril à juin, il était tombé en moyenne au cours des 17 années précédentes 108,3 millimètres d'eau. Lors de la sécheresse de 1911, il était tombé pendant ces trois mois 35 millimètres. 1921 bat tous les records avec 7,1 mm de pluie en trois mois. Tout est brûlé, calciné sur des centaines de kilomètres* » (J-J. Marie, *Lénine*). M.Laran et J-L.Van Regemorter (dans *Russie-URSS 1870-1984*) confirment cette version en y rajoutant le vent brûlant du sud-est (le *soukhovéi*) –vent qui s'est certainement réchauffé sur les terres d'Asie Centrale, puisqu'il vient du sud-est, ce qui augure mal de la situation climatique en Kirghizie-, des incendies, et des nuées d'insectes, sauterelles notamment. Quelle ampleur peut-on donner à ces facteurs dans la catastrophe agricole ? Pour 1921, une proportion certainement énorme, même si cela n'enlève pas que les réquisitions ont certainement aggravé la situation des paysans après une récolte de 1920 déjà maigre. Mais il reste à savoir si ces réquisitions avaient eu lieu avant que les paysans aient eu le temps de commencer à semer où si elles s'étalèrent dans les douze mois de août à juillet 1921. Pour ce qui est de la chute de la production en 1920, entre ravages de la guerre civile, réduction volontaire de la production, conditions climatiques ou surréquisition en Volga et Oural, je ne peut seul trancher : mais une grande partie du pays n'a pas été sévèrement imposée.



D'une manière générale, est-ce que de fortes réquisitions expliquent une très mauvaise récolte l'année suivante?

Il faudrait parler à ce sujet de la récolte de 1922 : son niveau, qui repasse légèrement au-dessus de 1920, avec 2779,6 millions de pouds, ou 46,7 millions de tonnes, permet de sortir de la famine. Celle qui la suit, en 1923, est encore supérieure, avec 51,7 millions de tonnes. Selon les statistiques du CSU, 16,5% de la production aura été réquisitionnée en 1922-1923, pendant laquelle c'est la production de 1922 qui est réquisitionnée. En prélevant 6,96 millions de tonnes sur 46,7 millions produites, les paysans se retrouvent avec des réserves de près de 40 millions de tonnes, contre moins de 38 millions en 1920-1921 après les grandes réquisitions (soit une différence de 5% entre ces deux sommes). Bref, la ponction n'avait pas été vraiment inférieure en 1920-1921 et en 1922-1923. Et pourtant la récolte de 1923 n'est pas mauvaise, ce qui met nettement en doute l'idée que parce que les réquisitions avaient aggravée ou créé un déficit une année (comme 1920), cela aurait dû nécessairement générer un déficit plus grand encore l'année suivante (1921). Donc les causes de la chute agricole de 1921 ne se résument pas aux réquisitions, loin de là. Bien sûr, en 1922-1923 nous sommes sous la NEP, et le gouvernement doit acheter les récoltes ; mais même échangées contre de la monnaie, et donc potentiellement contre des biens manufacturés, les livraisons prélevées diminuent toujours les réserves céréalières des ruraux. Là encore, il ne s'agit pas d'absoudre les réquisitions ; la concentration de réquisitions sur la Volga et l'Oural n'est certainement pas pour rien dans la catastrophe, mais il faut bien voir que la reconduite de forts prélèvements en 1922-1923 n'aboutit pas à une nouvelle famine. Les paysans, pendant la catastrophe, ont reçu des aides en grains destinés aux semences ; mais à l'échelle du pays, leur volume est faible par rapport aux besoins (Adamets, à la page 179 de son livre, cite 54 millions de pouds ainsi versés pour les semences, soit 0,9 millions de tonnes).



Pouvait-on se passer de réquisitions?

Parlons maintenant des réquisitions : le pouvoir bolchevik pouvait-il s'en passer ? D'une manière générale, le marché n'a jamais disparu, mais s'est plus ou moins mis dans la clandestinité ; en réalité toute la population sait que le marché continue d'avoir cours. En 1919 il lui arrive d'être florissant. Mais lors de la crise alimentaire, ses prix vont devenir vertigineux. Quelle place tient-il dans l'alimentation des urbains ? Elle est loin d'être négligeable : elle est même souvent majoritaire. Les bolcheviks avaient mis en place des catégories de rationnement favorisant les ouvriers ; cette catégorie d'urbains tiendra jusqu'à 60% de son alimentation céréalière (qui n'est qu'une partie de l'alimentation) des cartes de rationnement, mais souvent moins. Les autres catégories citadines se fourniront souvent à plus de 60% par le marché. Mais les villes sont-elles correctement nourries ? Au début de la guerre civile, pas du tout. S. Adamets parle même de « famine urbaine » dont le maximum aurait été atteint pour le début de 1919. La faiblesse des réquisitions sur la période du 1^{er} août 1917 au 31 juillet 1919 n'y est pas pour rien. La situation s'améliore en 1919 et 1920. Précisons cependant les normes : à la ville, le CSU estime que la norme en ville pour un adulte, afin qu'il puisse se livrer à un travail d'intensité moyenne, doit être comprise entre 2450 et 2850 calories par jour. Les cartes fournies par Adamets (pages 100 à 103) sont éloquentes : au

début de 1919, plusieurs régions du Nord-Ouest russe ont des rations urbaines inférieures à 2000 calories/ jour ; en décembre, la situation est rétablie à entre 2500 et 3000 dans beaucoup de régions. D'après les tableaux publiés à la fin du livre de Adamets, tirés du CSU aussi, seule une minorité de villes ont dépassé en fin 1921-début 1922 la norme de 2850 calories par adulte et par jour, et ce surtout pour les ouvriers, dont les travaux sont les plus exigeants physiquement parmi les citoyens. Ces villes, comme Arkhangelsk ou Petrograd, sont généralement situées au Nord et à l'Est du pays ; quelques villes sibériennes (Omsk par exemple) s'en sortent. Mais globalement, en fin 1920 et début 1922, les villes de Russie d'Europe ont juste réussi à se maintenir dans la norme. On ne peut pas dire que les villes aient fait bombance pendant la famine en sacrifiant les campagnes : la situation du pays dans son ensemble est catastrophique en 1921 et 1922. Notons aussi que les exportations agricoles avaient cessé depuis 1917 ; la famine de 1921-1922 ne saurait être comparée à celle de 1932-1933, qui servait l'exportation.

En réalité, si l'on prend l'ensemble des produits alimentaires, et pas seulement céréaliers, c'est la majorité de l'approvisionnement voire la grande majorité qui s'obtient hors du système des cartes. A Moscou, pour la période 1918-1922, cette proportion atteint 80, y compris pour les familles ouvrières « privilégiées du régime ». Cependant la proportion représentée par le ravitaillement d'Etat va croître fortement en 1920-1921. Dans les zones comme celle de Samara, la part de l'alimentation représentée par les cartes de rationnement va devenir majoritaire. En 1920-1921, on peut largement supposer que la baisse de la production va se répercuter en plus grave sur les quantités librement mises en ventes par les agriculteurs, donc faire davantage dépendre les villes des réquisitions. Sans les réquisitions, la population urbaine se serait retrouvée en 1920-1921 dans une situation de disette, voire de famine grave ; même à plus de 2500 calories par jour et par adulte en 1921, la perte d'un tiers de l'approvisionnement auraient largement plongé les villes dans une situation critique. A cela, on peut cependant répondre que sans les réquisitions, Lénine aurait pu importer des céréales. Il le fera, en 1921. Probablement trop tard ; le faire plus tôt aurait permis de laisser aux paysans plus de semences et fourrage. C'est une objection sérieuse en apparence ; en fait, si l'on tient compte de ce que donneront les ventes des réserves d'or en 1921, –faut-il rappeler que le rouble-papier ne vaut plus grand-chose après deux ans de guerre et de planche à billet ?- elle s'effondre. La vente de ces réserves, selon S. Adamets, auraient permis d'acheter huit millions de pouds de vivres. A titre de comparaison, les organisations d'aide internationale feront convoier en Russie 100 à 120 millions de pouds en 1921-1922, ce qui fut de toute façon très insuffisant par rapport au déficit minimum en réserves alimentaires que connaîtra la Russie. Croire que Lénine aurait pu se passer de réquisitionner plus de 200 millions de pouds de céréales comme le gouvernement bolchevik l'a fait en 1919-1920, pour acheter tout ou partie de ces quantités par vente des réserves d'or est peu sérieux, d'autant que ces réserves auraient peu servi ensuite.

On peut objecter ensuite que s'il n'y avait pas eu de réquisitions, les citoyens auraient acheté leur alimentation. En partie oui, mais en 1921-1922 les prix explosent, et l'alimentation devient hors de prix pour beaucoup de familles. Mais cette objection est intéressante parce que le marché des vivres existera de fait toujours, même en période de famine. La question que l'on peut poser est donc : et pourquoi les individus vendant à titre privé des aliments n'ont-ils pas plutôt organisé leur distribution vers des victimes de la famine ? On peut certes dénoncer une certaine surréquisition de la part du gouvernement ; mais les particuliers disposaient cependant aussi de réserves dont ils n'avaient pas un besoin vital pour leur alimentation, puisqu'ils les vendaient (la vente peut bien sûr répondre à une

nécessité monétaire impérieuse ; mais le secours aux affamés en est une autre au moins aussi importante).

Avant de poursuivre, je tiens à préciser que Sergueï Adamets n'a visiblement rien d'un partisan du léninisme, même si son livre fournit des informations qui viennent heurter certaines idées qui simplifient considérablement la réalité en travestissant la famine en génocide délibéré. A la toute fin de l'introduction de *Guerre civile et famine en Russie*, page 11, Adamets parle de « dix-sept millions de morts excédentaires ou prématurées », qui auraient été le « prix » de la Révolution. Dans son livre, il apparaît cependant clairement qu'il n'a pas pour but de faire un réquisitoire, mais un ouvrage historique. Ce qui marque une certaine différence avec le Livre Noir.



Qu'a fait le gouvernement bolchevik pour venir en aide aux affamés?

N.Werth dénonce un quasi-abandon des affamés par le gouvernement, et oppose 1921 et 1891, année de famine où la solidarité envers les démunis aurait battu son plein. En réalité, il y a bel et bien eu une politique d'aide. Qu'elle ait échoué est une chose ; mais dire que le gouvernement n'aurait strictement rien fait, ou si peu, relève du mensonge. D'abord, il faut reconnaître que le gouvernement s'est largement trompé sur l'ampleur du problème en 1920, considérant qu'il s'agissait d'une disette, et que les membres des familles sinistrées n'étaient qu'un peu plus de trois millions de personnes. Pour ces personnes il y aura une exonération fiscale. Mais au cours du premier semestre de 1921, la famine se répand : bien sûr les réquisitions y sont pour quelque chose, mais le pays entier est en déficit alimentaire du fait de la récolte de 1920. La famine n'est enfin reconnue comme catastrophe nationale qu'en juin. L'une des premières tâches du gouvernement va être de collecter des dons alimentaires –qui seront faibles- et d'associer chaque région sinistrée à une région épargnée ou relativement épargnée. Dans chaque couple de régions, il devait y avoir un transfert de dons vers la plus démunie, mais aussi une évacuation des familles affamées en sens inverse. Or, cette évacuation sera un échec, parce qu'il y a peu de moyens de transports, mais aussi beaucoup plus d'affamés que prévu ; il aurait parfois fallu évacuer des régions entières, dans des conditions où le voyage aurait ressemblé à des convois de déportés. Un demi-million de personnes furent quand même déplacées pendant l'été 1921. Ces évacuations seront aussi accompagnées d'exodes –pas organisées, ceux-là- et à chaque fois, les déplacements favorisent les épidémies en plus de la faim.

Une autre tentative du gouvernement fut de récolter des dons monétaires, et de taxer à titre humanitaire diverses activités, comme les jeux, les spectacles, et des impôts supplémentaires en général. Mais les dons plus les vivres achetés grâce aux recettes supplémentaires de l'Etat ne représenteront que quelques millions de pouds pour la population. Et souvent, la distribution de l'aide sera entravée par de nombreuses incompétences, parfois des concurrences entre des organismes de distribution, parfois des grèves. L'Etat tentera de réquisitionner les biens de l'Eglise orthodoxe pour en tirer des revenus monétaires ; le patriarche Tikhon proposera une cession partielle de ces biens, que l'Etat jugera insuffisante et refusera. Faut-il en conclure de la bonne volonté de l'Eglise russe ? «*Même si les autorités russes refusèrent de coopérer, l'Eglise orthodoxe disposa de ressources pour organiser seule les secours. En février 1922 [apogée de la crise], les cantines*

d'Etat ont nourri 2,5 millions de personnes, alors que l'ensemble des secours privés, y compris de l'Eglise orthodoxe, assurèrent 116000 repas, soit 5% des efforts gouvernementaux » (Adamets, op.cit., page 167).

Mais les secours internationaux, lancés surtout à partir d'août 1921, vont nourrir beaucoup plus de gens (près de onze millions), les quatre cinquièmes du secours provenant de l'ARA, et le reste d'organisations comme le comité Nansen, ou des délégations internationales de la Croix-Rouge.

Il y a encore un fait que Le Livre Noir passe totalement sous silence : c'est le rôle des épidémies en 1920-1922, à une époque où plusieurs d'entre elle, dont le typhus, la fièvre récurrente ou la fièvre typhoïde. Ces maladies frappent plus de cinq millions de personnes en 1920, sans compter d'autres maladies, et s'aggravent ensuite. A partir de 1922-1923, les épidémies de typhus (qui aura touché au moins vingt millions de personnes), mais aussi de choléra, commenceront à s'éteindre. Un autre fléau sera le paludisme (17 millions de cas en 1920-1922). Rappelons le contexte : non seulement la guerre civile, comme les guerres en général, a favorisé les épidémies, surtout au sein de l'armée (l'historien Krivocheev avait estimé, à partir des archives, que 41% des 940.000 décès militaires furent causés par ces maladies) , mais en plus, depuis 1914, les importations de médicaments et de matériel sanitaire sont taries. Le savon même devient un produit cher, aussi précieux que le pain. Bon nombre d'hôpitaux auront été ravagés pendant la guerre civile.

Il faut encore intervenir sur deux points cruciaux. Des auteurs ont accusé le régime de Lénine d'avoir crée de toutes pièces la famine qui a touché l'Ukraine en 1921-1922 alors que sans réquisitions la faim était totalement évitable, afin de nourrir les villes russes et puis pour l'exportation à partir de l'automne 1922. Ils y voient un « ballon d'essai » préparant la famine d'Ukraine de 1932-1933 (sauf que ce sera sous Staline, mais c'est un détail...) A cela on peut répondre que selon les statistiques de la mortalité sorties par Adamets, la famine sévère n'a pas touché toute l'Ukraine et que la situation à Kiev n'était pas aussi dramatique dans l'ensemble que celle à Odessa, ensuite que les provinces nourricières russes comme la Volga ne pouvaient plus rien fournir aux villes de Russie. Lénine a préféré faire mourir des ukrainiens plutôt que des russes. C'est une manière de remplacer des morts par d'autres, mais ce n'est pas comparable à une situation de famine créée de toutes pièces: l'Ukraine était intégrée à une Union soviétique (proclamée en 1922) et donc solidaire des ses autres parties. Quant aux exportations de 1922, elles sont certes criminelles mais n'expliquent pas la crise alimentaire (qui commence en 1920-1921). La reprise des exportation en 1922 provoquera l'arrêt de l'aide de l'ARA qui cesse presque entièrement en octobre 1922 alors qu'elle couvrait plus de 8 millions d'affamés.

On peut critiquer la décision de l'ARA qui choisit ce moyen radical –et désastreux– pour protester contre les exportations d'un gouvernement bolchevique qui lui ne risquait pas de mourir de faim de toute façon. Comme dans toutes les mesures d'embargo, la population souffre, et le régime n'est pas atteint. Mais, toujours à propos de l'aide, il faut noter que sur plus de 11 millions de personnes qui reçurent en URSS de l'aide venue de l'étranger, 80% fut américaine. L'aide provenant d'Europe fut surtout privée –comité Nansen, sections de la Croix-Rouge– mais pourquoi n'y eut-il pas d'aide massive des pays européens? Selon Jean-Jacques Marie, le gouvernement bolchevique et les états d'Europe ne parvinrent pas à un accord car les européens conditionnaient l'aide au remboursement des emprunts russes d'avant-guerre. J-J. Marie étant léniniste, faut-il le croire? Doit-on en vouloir à Lénine? Quand bien même il aurait accepté, il n'était pas sûr de recevoir cette aide. Quant aux états

européens, même interdits d'aide publique, ils auraient pu toujours supporter l'aide privée (ou américaine) en lui envoyant massivement nourriture, moyens logistiques, financement. On ne peut que s'étonner que la majorité de l'aide dut traverser l'Atlantique pour parvenir à la Russie, surtout quand une aide européenne aurait pu parvenir avant 1922, le début de cette année étant le pire de la famine. Cela, les auteurs du Livre noir n'en parlent pas non plus.

Combien de morts au total ? S.Adamets parle de 9 millions de morts pour une douzaine de maladies infectieuses au premiers rangs desquelles le typhus ; soit 7 millions de décès supplémentaires par rapport aux années d'avant-guerre. L'aide en matériel médical sera cependant faible au sein de l'aide internationale, la priorité allant à l'alimentation. Il est évident que la faim a rendu les individus plus vulnérables, et que leurs déplacements auront joué dans l'extension des épidémies. Combien seraient morts malgré tout de la faim ? Ce que l'on peut estimer cependant, c'est la surmortalité générale en Russie en 1918-1922. A la page 254 de son ouvrage, Adamets donne des estimations (dont il n'est pas forcément l'auteur ; il cite aussi des statistiques de E.Andreev) globale des décès sur cette période : en 1918, on peut les estimer à trois millions au moins (1.750.000 pour la Russie d'Europe, qui représente souvent plus de la moitié des décès de l'ex-empire). Pour 1918, on ne peut invoquer une mauvaise récolte, ni de fortes réquisitions, mais en revanche le début de la guerre civile et une épidémie de grippe espagnole commençant à l'été. La mortalité va croître en 1919, de plusieurs centaines de milliers de cas au moins. Mais ensuite, les chiffres varient selon la méthode d'estimation statistique retenue : les minima donnent 4.300.000 décès en 1920, 4.500.000 en 1921, 4.800.000 en 1922 ; les maxima parlent de 6.700.000, 6.200.000 et 5.900.000. Le bilan global de la surmortalité va donc de cinq millions à plus d'une dizaine de 1918 à 1922. S'y mélangent plus d'un million de morts (si l'on ajoute aux morts de l'Armée rouge ceux des armées blanches, le million est assurément dépassé) d'une guerre civile que les antibolcheviques ont déclenché, et des pandémies ayant fait près de 7 millions de victimes « en trop » par rapport à l'état d'avant-guerre. Il faut noter que l'année 1920 fut probablement l'une des plus meurtrières, en tout cas comparable aux deux suivantes, ceci dû en grande partie aux épidémies.

Comme nous le verrons plus loin, le chiffre de « vingt millions de morts » du régime soviétique avancé par Courtois dans l'introduction se construit, en plus d'une douzaine de millions de morts imputables à Staline –sur lesquels il n'y aura pas discussion- sur plus de cinq millions de morts imputés au régime de Lénine, surtout lors de la famine « non secourue ». Sur les dix-sept millions de morts « en trop » de 1918-1923, en réalité seule une minorité peut être imputée au bolchevisme.

Annexe 7:

► Lénine et Staline : l'impossible comparaison & Quel jugement sur Lénine?



La thèse

Le Livre Noir est basé sur cette idée : l'ensemble du mouvement qui se réclamera de « communiste », initié par Octobre 1917, qui s'organisera avec le Komintern, s'étendra à la Chine, et à n'importe quelle dictature dite « marxiste » ou « communiste », et où il y aura des charniers à relever, est un mouvement qui présente une continuité et dont la criminalité est, sur le fond, réductible à des dénominateurs communs. Pour abattre la thèse trotskiste de la rupture Lénine – Staline, entre le « bon Lénine » et le tyran à moustaches, les auteurs du Livre s'en prendront copieusement à Lénine. Non contents d'imputer à Lénine la responsabilité de tous les morts de la famine-épidémie de 1921-1922, il faut en plus placer à de nombreuses reprises dans les cent pages consacrées à Lénine, les « preuves » de la continuité Lénine – Staline. Le travail dans les usines est militarisé pendant la guerre civile ? Cela augure de la Terreur stalinienne, du Goulag, de l'exploitation des koulaks déportés dans les usines de l'Oural. Lénine fait atrocement réprimer les paysans en révolte contre les réquisitions ? C'est le prélude à la famine de 1932-1933 ! On cite Zinoviev qui annonce que l'on peut supprimer dix pour cent de la population du pays (ce qui ne sera pas réalisé) ? Cela annonce carrément Pol Pot ! On pourrait continuer comme cela...



Les faits

Il ne s'agit pas de répondre à cette caricature par la caricature inverse du « bon Lénine ». Mais simplement de s'intéresser aux faits. Sous Lénine, la population des camps de travail et de concentration est de 150.000 maximum. La détention des « bandits » paysans révoltés ou de leur familles en rajoute des dizaines de milliers, mais dont la durée de détention n'est pas précisée ; les camps de Cosaques internés représentent probablement plus de cent mille personnes. Sous Staline, à la fin des années quarante, c'est deux millions et demi dans les camps et les colonies de travail, et plus de deux millions de membres des peuples déportés dans les « territoires spéciaux ». Soit plus de cinq millions de personnes déportées, contre un chiffre vingt à trente fois inférieur à la fin des années vingt. Staline affamera en temps de paix, monte un carnage de toutes pièces, dans le but d'exporter une partie des réquisitions. La famine de 1921 est liée à une situation d'après-guerre désastreuse, est liée à des catastrophes climatiques, les réquisitions n'expliquent pas tout, et surtout Lénine reconnaît la situation de famine et fait appel à l'aide internationale. Les purges massives et meurtrières dans le Parti ne se retrouvent pas dans l'époque léniniste.

Simple considérations statistiques ? Oubli de la « similitude des méthodes » ? Il n'est pas acceptable d'en rester là. Une telle différence dans l'ampleur des pratiques signifie une différences des mentalités. Contester cela revient à dire qu'après tout, un criminel qui tue dix

personnes n'est pas très différent de celui qui en tue –avec les mêmes méthodes et froideur– une ou deux. Pas très sympathique pour les huit ou neuf personnes de différence. Et surtout, cela enlève l'idée que celui qui en a déjà tué un ou deux, s'il décide d'en tuer un troisième, ne fait plus un acte criminel : « il a déjà tué, alors un de plus un de moins... ». On trouvera aussi des gens pour vous expliquer que si Pol Pot fait plus de morts en proportion que Lénine, c'est à cause d'une spécificité culturelle cambodgienne, le khmer étant réputé rancunier (« une tête pour un œil ») ! La réalité la plus plausible est pourtant bien différente : les régimes de Lénine, Staline et Pol Pot ne sont pas comparables car reposent sur des mentalités différentes. Le seul point sur lequel on peut comparer léninisme et stalinisme est la décosaquisition, qui se compare assez avec les déportations des peuples comme les tchéchènes ou les Allemands de la Volga. Mais les différences dans les faits et l'ampleur des crimes l'emportent.



La « pause des années NEP »

Dans le passage suivant la famine de 1921, Nicolas Werth recense évidemment des méfaits faisant des milliers de victimes : des répressions à caractère ethniques et coloniales au Caucase (en Tchétchénie par exemple) et dans la vallée de la Fergana en Asie Centrale, l'inflation des effectifs des détenus au bagne des Solovki, qui seront des dizaines de milliers de détenus, et bien sûr la Tcheka n'a pas été mise au chômage après 1922. En Géorgie en 1924, Beria (futur chef de la police politique stalinienne) fait exécuter plus de 12.000 personnes en moins d'une semaine ; mais il le fait avec une certaine indépendance par rapport au Bureau Politique de Moscou (qui ne le condamne pas pour autant). Notons que pour la première fois, des faits qui ressortent du colonialisme –répression de minorités ethniques périphériques, habitant sur des territoires acquis par le tsarisme au dix-neuvième siècle. Ces crimes n'ont absolument rien à voir avec une quelconque forme de l'idéologie marxiste, et c'est évidemment en contradiction avec les droits des nationalités à l'autodétermination proclamée par les bolcheviks dès 1917. Cependant il y a bien une diminution de la terreur après la fin de la guerre civile et de la guerre de « pacification » contre les révoltes paysannes surtout. La thèse antibolchevique sera bien entendu d'y voir une « pause » en attendant les horreurs de Staline, pardon, le « drame de la collectivisation ». Je ne doute pas qu'il y ai eu un drame dans les années trente, mais je doute bien de ce que la suppression de la propriété privée des terres en soit réellement la cause. Mais cette thèse de « Lénine donc Staline » fait évidemment l'impasse sur des décisions fondamentales de Staline, prises à la fin des années vingt comme celles d'utiliser le goulag comme une structure très large de répression de la population – et je dis bien de la population dans son ensemble, les victimes de Staline n'étant que minoritairement des « bourgeois »-, ou dans les années trente, d'avoir recours à des famines totalement artificielles, ainsi qu'au mécanisme massif des purges dans le parti. L'état léniniste est terroriste, parfois génocidaire dans le cas des cosaques du Don ; l'état stalinien est concentrationnaire, dans des proportions qui ne supportent pas la comparaison avec Lénine, génocidaire voire « démocidaire » pour reprendre l'expression pas si inintéressante de l'anticommuniste américain Rummel, à savoir que le meurtre de masse peut frapper la population du pays en dépassant les critères de races, classes ou religion : bref, il s'agit du meurtre (partiel bien sûr) du peuple, caractéristique de l'affirmation du pouvoir bien plus que de la réalisation d'une quelconque idéologie de « lutte des classes ».

Qu'on le veuille ou non, que cela fasse « trotskyste » (ô injure !) ou pas, le stalinisme a bien existé : ce concept sera bien entendu nié avec vigueur. Il n'y aurait pas de « stalinisme » car Staline ne ferait que continuer le léninisme – bolchevisme. C'est du même niveau que de

comparer Franco et Hitler : si les deux s'équivalaient, on aurait trouvé des Auschwitz en Espagne.

► Quel jugement porter sur Lénine ?

L'un des grands buts du Livre Noir aura donc bien été d'abattre Lénine, qui garde un certain crédit dans une frange de l'Europe de gauche –et pas seulement chez quelques intellectuels illuminés. Il s'agissait donc de casser le mythe : Lénine qui détruit la démocratie russe naissante (les « démocrates » en question, socialiste-révolutionnaire ou droitiers, seront tellement démocrates qu'ils plongeront le pays dans la guerre civile), Lénine qui s'en prend aux ouvriers, aux paysans, Lénine qui affame et tue cinq millions de personnes (et qui introduit le typhus aussi ?). Les intellectuels de la « gauche moderne » -la modernité consistant pour ces gens à ne plus être de gauche- dénonceront ceux qui veulent « sauver Lénine ».

Que Lénine ait fait fusiller beaucoup de gens bien au-delà de la légitime défense d'un pays qui, n'en déplaise à Courtois, est attaqué, qu'il aurait pu réduire la dureté des réquisitions en mobilisant moins d'hommes, réduire la famine en répartissant mieux les prélèvements, en organisant mieux l'aide, tout cela semble acquis, mais cela ne fait nullement de lui un Hitler « anti-bourgeois » ou « anti-paysan », et cela absout peu ses adversaires blancs et les interventionnistes étrangers.

Mais surtout, interrogeons-nous sur le rôle historique de celui qui ne devra jamais être considéré comme un type qui instaure une dictature dans un état quelconque et s'y enferme, formant l'équivalent d'une pièce sombre dans la « maison » européenne.

Qu'est-ce donc que l'URSS ? Le pays qui vaincra le nazisme.

Quoi ? Vous allez justifier Lénine par la victoire soviétique de 1945 ? A une époque où il est déjà de mauvais goût de rappeler que ce furent les soviétiques qui accomplirent l'essentiel de l'effort humain de la guerre contre le nazisme, mentionner le rôle de Lénine en outrera bien davantage encore. Or il y a pourtant bien un lien. Ce n'est pas pour rien que le parti bolchevik se réclame comme le parti de la classe ouvrière ; non seulement il prétend baser son pouvoir sur la dictature du prolétariat (pas appliquée en fait), mais en plus ce parti, dès lors qu'il s'est maintenu au pouvoir après la guerre civile, envisage bien l'industrialisation volontariste du pays. Aujourd'hui, il est de bon ton de dénoncer « l'utopie » de la planification. Celle-ci, sous Staline, sera certes entachée d'erreurs, d'inefficacité, mais surtout, altérée par les crimes politiques. Mais il y aura industrialisation quand même. Et cette industrialisation sera la clé de la victoire contre le fascisme. Non, l'URSS n'a pas gagné la guerre uniquement grâce à la taille de son territoire et de ses réserves humaines. Et qui sait si une Russie agrarienne, social-démocrate, ou plus probablement fascisante à la suite du coup d'état d'un autre Kornilov, aurait fait cette industrialisation ? Une industrialisation basée sur les biens de consommation aurait au mieux dû être reconvertie sur le tard. Il est encore de très bon ton de dénoncer les erreurs stratégiques –certainement bien réelles- de Staline, leur surcoût en hommes, mais bien plus encore le pacte germano-soviétique d'août 1939. On peut ainsi faire disparaître le combat des soldats soviétiques derrière les sourires de Molotov et Ribbentrop. En oubliant volontiers qu'en mars 1936 (violation du traité de Versailles par Hitler en réoccupant la Rhénanie), en septembre 1938 à Munich, puis pendant la « drôle de guerre », le gouvernement français fera preuve de la même « non-agression » vis-à-vis des nazis que les soviétiques. Pour ce qui est de 1936, on trouvera toujours des Jean-François Kahn pour nous expliquer (comme il le fait en 2004 dans *Le camp de la guerre*), que si la

France avait attaqué en 1936 et occupé la Rhénanie, le nazisme serait devenu une idéologie de libération nationale pour le peuple allemand, et qui serait certainement très populaire encore aujourd'hui. En bref : heureusement qu'il y a eu la guerre, heureusement qu'il y a eu la Shoah, heureusement qu'il y eut quarante millions de morts, comme ça on sait ce qu'était le nazisme – étant petit, Kahn a certainement dû mettre sa main au feu pour vérifier que ça brûlait. Dès la fin des années vingt, certains généraux français avaient pourtant recommandé à leur compatriotes de lire *Mein Kampf* et d'en tirer leurs conclusions. Il y a donc des gens qui, comme je l'écrivais dans mon introduction, avait compris la nature du nazisme rien qu'en lisant ses fondamentaux. Si Hitler avait été intercepté avant 1933, le nazisme n'en aurait pas moins été une idéologie criminelle par définition.

Ceux qui aujourd'hui s'horrifient du pacte germano-soviétique sont ceux qui auraient voulu que l'infanterie soviétique soit lancée dès l'automne 1939 contre les allemands, réalisant le grand rêve des états-majors de Londres et Paris : que les allemands et les russes se tuent entre eux, et laissons les franco-anglais derrière leurs lignes. Croyez-vous vraiment qu'en cas de guerre germano-soviétique dès 1939, l'armée française serait venu attaquer l'Allemagne à l'Ouest, favorisant une victoire soviétique qui aurait donné la Pologne et l'Allemagne de l'Est avant l'heure à Staline ? Ce que je dis n'enlève rien à la nécessité de dénoncer les ignominies perpétrées par Staline dans « son » morceau de Pologne puis dans tout le pays, ces crimes n'ayant aucune justification dans la lutte anti-nazie.

Qu'on le veuille ou non, l'URSS et le Troisième Reich, même s'ils ont tenté de s'entendre sur la Pologne, sur le partage des zones d'influence dans les Balkans, en 1939-1940, n'ont pas été des alliés, et l'impossibilité d'arriver à un équilibre des forces a donné aux nazis l'occasion d'appliquer leur idéologie –même si, comme l'appuie G. Gorodetsky dans *Le grand jeu de dupes*, elles ne sont pas le seul facteur explicatif de la guerre de 1941-1945, celle-ci étant justement provoquée par l'incapacité des deux régimes fondamentalement opposés à s'accorder diplomatiquement-, à savoir l'antislavisme, l'antisémitisme et l'antibolchevisme.

Et qui pouvait gagner la seconde guerre mondiale ? Aucun pays, pas même l'URSS, ne pouvait gagner seul. Mais c'est bien l'URSS qui fournit l'essentiel, faisant face aux deux tiers des effectifs de l'Axe européen, neutralisant la grande majorité des soldats allemands blessés ou tués en 1939-1945. Il sera convenu de mentionner l'aide américaine en machines-outils et en véhicules de transports. Matériel qui n'aurait pas valu grand-chose sans les usines, les chars et les avions soviétiques.

C'est donc bien l'URSS, non pas la Russie-Ukraine-Biélorussie-Asie Centrale, mais bien l'état *d'économie planifiée industrialisante* qui a gagné cette guerre. Qui d'autre sinon ? La France ? L'aboutissement des politiques de ses gouvernements successifs, gauche ou droite, sera mai 1940, et vu ce que nous aurions pu faire au printemps 1936 –avant même le gouvernement Blum-, ce n'est pas trop la peine de s'en prendre au pacte Hitler-Staline « qui a permis l'invasion de la France ». Le Royaume-Uni ? Son insularité est à la fois sa force (défensive) et sa faiblesse (risquer trop de troupes sur le continent, à moins d'un allié puissant comme les USA à leurs côtés, est très difficile à gérer). Les USA ? Si l'URSS s'était effondrée, ou restée hors du conflit, un débarquement américain en Europe de l'Ouest n'aurait pas été « *plus difficile* », mais *impossible*, du fait d'une présence beaucoup plus forte de troupes de l'Axe, de meilleure qualité de surcroît. Un débarquement en Afrique du Nord était peut-être encore possible, mais avec un effondrement de l'Angleterre, l'armistice germano-

américaine devenait inévitable. Même une alliance franco-anglo-américaine dès 1940, quand on connaît le sort de la France, ne serait probablement pas parvenue à la victoire.

Lénine est le fondateur de cet état d'économie planifiée dont l'industrialisation est un but majeur, avant tout pour assurer la survie de cet état, et en espérant que la classe ouvrière puisse redevenir la base sociale du régime. On peut arguer que Lénine n'avait pas pu prévoir Hitler ; non, en effet : il a eu Denikine et Koltchak, et cela lui a suffi pour comprendre que sans industrie la Russie bolchevique serait un fétu de paille. Lénine n'a pas programmé d'holocauste, et quitte à choisir entre lui et Hitler, il n'y a pas de doute à avoir. Le personnage de Staline, qui enferme, affame et massacre en temps de paix, commet des erreurs stratégiques, mutile sa population et affaiblit l'économie de son pays, est un cas différent : il a douze millions de morts d'un côté, la défaite du nazisme de l'autre ; mais cette victoire grâce à l'industrialisation, qui aurait été plus rapide et moins coûteuse en hommes sans les crimes de masse staliniens, aurait pu être acquise sur la base des principes légués par Lénine.

Fallait-il une dictature pour arriver à ce résultat ? Un peu des deux en fait : faire accepter une industrialisation forcée et rapide à un pays largement paysan suppose l'hégémonie d'un parti, d'une ligne irrévocable, même si l'effort de persuasion en arguant de la menace bien réelle de l'extérieur peut jouer. Mais en même temps, l'absence de dialogue réel avec la base ouvrière, les pratiques répressives contre les spécialistes par exemple, réduisent l'efficacité du Plan. J'ai déjà exposé dans le chapitre sur les idées communistes que démocratie et multipartisme n'étaient pas synonymes ; mais il est vrai qu'on peut difficilement parler d'une démocratie réelle si la ligne politique générale est imposée ; le dialogue avec la base devient alors l'expression de la bonne volonté du pouvoir politique. Et pourtant cette industrialisation fut vitale, pas seulement pour le PCUS, mais pour tout un chacun, sauf si vous êtes nazi. La soumettre au hasard des alternances politiques fut certainement un luxe que l'URSS ne put pas se permettre.

On risque certainement de me reprocher ce que je viens d'écrire par le raisonnement (boutade ?) suivant : je dis qu'il n'y a pas de propriété collective, donc pas de communisme, sans démocratie au moins partielle, ce qui est logique ; mais ensuite je ferais l'apologie d'une dictature, ce qui serait contradictoire ou révélateur... Je ne fais l'apologie d'aucune dictature, la démocratie restant l'objectif politique à atteindre, je fais l'apologie de l'industrialisation et si possible accélérée et s'il le faut forcée, si cela doit nous sauver du nazisme. Et si justement l'URSS n'était pas démocratique ou ne pouvait pas l'être, ne serait-ce que pour la classe ouvrière, alors elle n'était pas communiste. Mais elle le serait devenue si la démocratie avait été rétablie en 1945, la planification ayant peu de chances d'être totalement abolie dans la mesure où elle sauva les peuples slaves de l'esclavage nazi.

L'existence de l'URSS, qui, n'en déplaise à certains, doit être séparée des génocides qui y furent commis, fut en soi un fait *positif* pour l'humanité. Parler de « bilan globalement positif/ négatif/ catastrophique » n'a pas de sens. Le bilan en terme de libertés fondamentales de l'URSS est abominable ; le bilan économique est tout de même celui d'un progrès relatif jusqu'à l'effondrement (démantèlement ?) final. Le bilan militaire est irremplaçable et très positif. On ne pourra pas dire tout cela de la « Chine Populaire ». L'URSS n'a pas apporté les lendemains qui chantent, elle a distribué, de façon complètement inutile par rapport à ses intérêts dans beaucoup de cas, des lendemains qui pleurent ; elle nous a évité les lendemains qui chantent « Heili Heilo ».

Annexe 8:

► Le Goulag, aboutissement du socialisme ?

Le Goulag est certainement l'un des éléments les plus connus –de nom- de la répression en URSS. En soi, le terme Goulag (Direction Principale ou Générale des Camps) remonte à 1929, mais les camps de détention, de travail, de « rééducation par le travail », ou camps de concentration tout court, ont vu leur histoire remonter à 1918. C'est bien entendu une aubaine pour Courtois et Werth, pour « étayer » la continuité Lénine - Staline. Nouvelle imposture : bien sûr, Lénine et Trotski vont mettre en place les premiers camps de détenus politiques, complétés au cours des années suivantes par des camps de prisonniers des révoltes intérieures et les camps de la décosquisition. Mais ils n'ont ni les fonctions ni l'ampleur, ni la place dans la « vie » du pays, des camps staliniens. Ils retiennent des prisonniers de guerre ou politiques, et se divisent officiellement en camp de travail et de concentration. Rappelons tout de même que les camps de prisonniers, où les conditions de détention sont parfois épouvantables, existe déjà sous le tsarisme pendant la Guerre mondiale, par exemple des dizaines de milliers de prisonniers allemands en Sibérie. Les camps bolcheviks apparaissent dès 1918. Selon N.Werth, les camps du régime léninistes contiennent entre 100.000 et 150.000 personnes en 1921, sans compter la décosquisition. J-J. Marie, lui, penche plutôt pour le chiffre de 100.000, et surtout s'attaque à l'idée de « l'utilité économique des camps ». Cent mille détenus en 1921, sur cent trente millions d'habitants de la future URSS, ne peuvent être considérés comme un « maillon fondamental de l'économie », même en temps de guerre, d'autant que le premier principe du travail dans ces camps est d'assurer la couverture des coûts : les détenus ne doivent rien coûter à l'Etat. Institution de guerre civile, qui gagne quelques dizaines de milliers de détenus au cours des années vingt (surtout si l'on prend en compte le bagne des îles Solovki, dans la mer Blanche), les camps ne peuvent être considérés comme une structure de répression de masse comparable aux pratiques du stalinisme ; la comparaison avec le régime nazi serait une stupidité.

A partir de 1929 (création officielle du Goulag), et plus encore avec les déportations de koulaks, et les peuples déportés dans les années quarante, la fonction des camps par rapport au pays change. Il s'agit évidemment d'une opération de terreur, qui mais il y a un objectif économique, de production –industrielle surtout-, et de mise en valeur des « fronts pionniers ». C'est dans cette optique que s'illustre la dékoulakisation. On va surtout voir se développer de grands chantiers comme le Belomorkanal (déjà évoqué plus haut), et en septembre 1931 le Dalstroï, véritable état concentrationnaire en Sibérie orientale, parsemé de sites minéraliers et aurifères, qui sont exploités dans les conditions qui touchent à l'archaïsme et surtout la souffrance maximale dans des conditions climatiques propres à la Sibérie (froid extrême dans un hiver long, été chaud et humide en raison du dégel, foisonnant d'insectes).



Qui y avait-il ?

Combien furent-ils, les détenus de ces camps et colonies de travail, l'ensemble formant le Goulag ? En 1991, le sociologue – historien russe V.N. Zemskov et d'autres chercheurs, effectuèrent le dépouillement des archives de la police politique soviétique : il est question de 500.000 détenus en 1934, presque le double l'année suivante, 1.800.000 au moins en 1938, puis une baisse de 1.900.000 en 1941 à 1.170.000 en 1944 (il y eut notamment une très forte mortalité pendant la seconde guerre mondiale), avant de remonter à plus de deux millions et demi dans la première moitié des années cinquante. Mais certains, comme l'ancien déporté Jacques Rossi, n'accepteront jamais ces chiffres. Ils n'ont pas tort, puisque parler de « deux millions et demi de déportés en URSS sous Staline » revient à oublier les deux millions sept cent mille personnes envoyées sur les « territoires spéciaux », ce qui fait que la population déplacée et confinée est de plus de cinq millions de personnes, voire cinq et demi, à la mort de Staline. En revanche, les chiffres avancés par Robert Conquest (huit millions de détenus en permanence pendant les années trente), Soljenitsyne (quinze millions dans les années quarante, et un nombre de victimes hallucinant de soixante millions sur l'ensemble de la période soviétique), ou Jacques Rossi (17 à 20 millions pour les années quarante) contiennent une telle différence avec ces rapports que l'on se demande comment auraient pu être cachés une telle quantité d'individus. Que le NKVD puis MVD soit habitué au mensonge, c'est une chose ; mais qu'une telle disparité n'ait pas pu être ébruitée, ébruitement qui aurait contraint la police politique à donner des ordres de grandeur à peu près crédibles, serait très surprenant. Jacques Rossi explique dans le *Manuel du Goulag* que la police politique, qui a en charge les camps, ne tient pas à ce que le Politburo s'alerte de la (très) faible productivité du travail forcé, et diminue donc artificiellement le nombre de détenus. Ce raisonnement laisse tout de même quelques interrogations : si le Politburo –ou Staline lui-même- ne doit pas savoir quelle est la réalité du système concentrationnaire, alors c'est qu'il est craint, donc qu'il a du pouvoir, et même *le* pouvoir. Mais si les services de la police politique ont, selon Jacques Rossi, la possibilité de tromper le Politburo ou Staline lui-même sur le sort de *quinze millions* de sujets soviétiques (soit la différence entre les chiffres de Zemskov et ceux de Rossi), alors on peut douter du pouvoir du Politburo et du Petit Père des Peuples : si le *dixième* de la population du pays peut disparaître sans qu'ils soient mis au courant, manquant ainsi à l'économie « normale » et n'étant pas déclarés dans le système goulaguien, alors dans ce cas-là autant considérer que le NKVD-MVD dispose d'un pouvoir et d'une indépendance telle que l'on doit désormais considérer que Staline n'était donc pas le vrai maître du pays, ou pas le seul. Dans le cas inverse, alors il aurait bien dû exister des archives sur lesquelles Staline pouvait se tenir au courant sur la situation *réelle* des camps. Que certaines archives aient été brûlées est fort concevable ; mais que le sommet du pouvoir soviétique se soit privé d'une information disponible en permanence sur le volume de main d'œuvre pénitentiaire serait surprenant, surtout quand l'on sait qu'en cas de guerre cette main d'œuvre se montrerait précieuse –en dernier recours, les détenus peuvent servir de soldats. J-J. Marie a aussi posé la question de la crédibilité de ces chiffres par rapport à la question du ravitaillement ; je l'avais déjà évoqué dans l'introduction, mais il faut tout de même remarquer que pour déplacer dix millions de personnes en quelques années (Jacques Rossi parle d'un passage de 200.000 détenus en 1927 à dix millions en 1937), cela nécessite une véritable mobilisation économique, surtout sur des distances aussi longues. Il est difficilement crédible qu'un tel déplacement –les détenus devant tout de même être nourris, sinon les taux de mortalité en transport auraient dû dépasser 90%- ne soit pas apparu dans les archives d'une économie qui de surcroît est étatisée et planifiée. Il est certes évident que les statistiques ne peuvent être

exactes ; surtout il manque le nombre de gens perdus dans les trajets menant à la déportation. Et les statistiques des décès sont aussi incertaines. Pour les seuls camps de travail (excluant les colonies, structures plus petites rattachées au système goulaguien en 1934), les statistiques parlent d'un million de décès sur la période 1934-1953, ce qui laisse augurer un chiffre compris entre moitié plus et le double pour l'ensemble du Goulag sur la période 1934-1953. Sans compter les centaines de milliers de victimes de la déportation de plus d'une dizaine de peuples dans les années quarante.

Mais ces déportés, qui sont-ils ? Dès la guerre civile, il peut s'agir d'anciens fonctionnaires du tsarisme, d'opposants politiques, de prisonniers « de classe », ou tout simplement de criminels et détenus de droit commun. Les « droit commun » seront toujours présents dans le système répressif, et y seront même souvent majoritaires, y compris pendant la période stalinienne. Mais qu'est-ce qu'un « droit commun », surtout sous Staline ? En effet, de nombreuses lois, surtout pendant les années trente, vont aboutir à pouvoir faire arrêter le plus grand nombre de gens. Il suffit de retards au travail, « d'atteintes à la propriété socialiste », voir du « vol » de quelques épis (en réalité, ces « vols » sont souvent commis par des kolkhoziens qui essaient de récupérer le fruit de leur travail malgré les réquisitions), voir de lois sur les « gaspillages » où n'importe qui peut être pris. Sans aborder un discours pro-stalinien, on peut certes se demander si un état qui veut développer son industrie en pressurant son agriculture et sous-payant les ouvriers ne risque pas d'être amené à réprimer la démotivation et le « vol » qui en résulteront infailliblement. Cependant, étant donné que les camps ont une fonction avant tout de terreur et secondairement –voir très secondairement– économique, ces lois ultra-répressives ont aussi certainement pour but de « peupler » le Goulag afin de se procurer de la main-d'œuvre et d'effrayer la société. Les détenus sont bien entendu en partie des « politiques » ciblés à l'avance, comme les « trotskistes » –en réalité souvent des dissidents se réclamant toujours du communisme, et classés « trotskistes » ou « boukhariniens » même s'ils n'ont aucune affiliation précise–, ou les koulaks. Des détenus « contre-révolutionnaires » sont déportés pour des motifs dont ils ignorent tout ou ne comprennent rien (comme cette femme évoquée par Jacques Rossi, déportée pour « trotskisme » et qui, ne comprenant rien à ce terme, croyait avoir été inculpée pour avoir été « tractoriste »). Il y a aussi des membres du Parti déportés alors qu'ils crurent jusqu'au bout avoir été de bons staliniens –et certains sont fusillés en criant « Vive Staline ». On a aussi souvent parlé des prisonniers de guerre soviétiques qui furent déportés à leur retour de captivité dans les camps nazis : en fait moins de 10% (tout de même 360.000 personnes selon N.Werth, à la page 256 du Livre Noir !) y seront envoyés. Mais aussi près de 150.000 *vlassovtsy* (soldats russes de l'armée de Vlassov, passé dans le camp nazi en 1942) seront envoyés dans les territoires spéciaux, et des milliers de sous-officiers iront dans les camps de travail (mais pour ceux-là, n'oublions pas qu'ils furent des soldats du nazisme).

Une première conclusion : il y a bien un but de répression politique dans les camps, mais surtout de terreur, c'est-à-dire l'oppression de la société dans sa majorité, y compris pour des gens qui ne songent nullement à renverser le régime, même s'ils ne l'apprécient pas. Le NKVD, pour justifier son existence et son poids, avait tout intérêt à « découvrir » de nombreux « complots » en tout genre. Ce qui montre que, n'en déplaise à la littérature qui veut que le « socialisme » (que la littérature en question écrit sans guillemets) ne puisse exister que par la terreur, en réalité beaucoup de ces déportations –sans parler des purges de 1937– sont purement gratuites, frappant des gens qui ne menacent nullement le régime, même avec des convictions. Même à raisonner en dictateur, la mise à mort de tous ces gens pouvait largement être remplacée par le confinement voir l'exil –comme ce fut le cas pour Trotski, pourtant considéré comme dangereux par un régime qui prendra soin de le faire assassiner.



Le pilier de l'économie planifiée ?

L'objectif serait donc économique ? Faire travailler des détenus pour mettre en valeur les territoires sous-peuplés du pays, réaliser les grands chantiers du « socialisme », n'était-ce pas là l'intérêt de « l'Archipel » ? Le Goulag n'était-il pas le pilier de l'économie soviétique, nous diront certains ? Là encore, une certaine littérature verra dans le Goulag l'occasion de diaboliser l'économie planifiée soviétique (alors que le caractère dictatorial de celle-ci, qui causera largement son effondrement en 1991, a pourtant largement suffi à faire sa réputation) en la faisant passer pour une économie d'esclavage. En un sens, ce n'est pas entièrement faux, la population soviétique dans son ensemble sera salement traitée : dans *Le Goulag*, J-J. Marie mentionne que pour l'année 1920, dans la population civile russe, les rations les plus élevées, pour les ouvriers qualifiés, est inférieur à ce que sera – officiellement- la ration au Goulag stalinien. Cependant cette situation était directement due à la guerre civile, et le ravitaillement en ville est complété par le marché noir. Et il ne faut jamais oublier les conditions de préparation de guerre que connaissait l'URSS des années trente, qui expliquent largement que toute la population ait vécu dans la pénurie. Mais cela n'a rien de comparable avec l'hécatombe du Goulag.

Et c'est justement parce qu'on y meurt aussi fréquemment que le Goulag est loin d'être un bienfait pour le pays. Pour démontrer l'intérêt des camps, des auteurs, qui y ont été (comme Soljenitsyne) ou pas rappellent des faits comme la proportion atteinte par le travail forcé dans certains secteurs de l'économie soviétique. Par exemple, 50% de la coupe de bois et 40% de l'extraction de chrome serait imputable au déportés. Concernant le secteur primaire, il est certainement possible de trouver des chiffres importants. Mais les chiffres les plus hallucinants sont souvent donnés par des auteurs qui estiment (le terme convient plus que « prouvent ») qu'il y avait quinze millions voire plus de détenus. En revanche, N.Werth, qui avait relayé les chiffres de Zemskov, issus du dépouillement des archives, dans un article de *L'Histoire* en Septembre 1993, devrait être tenté par plus de prudence, ce qu'il fait globalement, puisque le Livre Noir s'intéresse plus à compiler des crimes qu'à autre chose. Dans *Histoire de l'Union Soviétique*, malgré les chiffres des archives, il évoque des sources diverses faisant varier les effectifs des détenus de 3,5 millions à 10 millions. L'économiste britannique (pourtant lui-même dissident exilé d'URSS) N.Jasny, en 1951, prenait le chiffre de 3,5 millions et donnait aux détenus la proportion de ... 1,2% de la production industrielle totale du pays. Les archives semblent aussi aller dans ce sens.

Il semble évident que les détenus ont été employés à de grands travaux : outre le Belomorkanal, il y a le canal du Don à la Volga ; de nombreuses voies ferrées, comme celle reliant Kotlas à Vorkouta (à quelques centaines de kilomètres de la mer blanche), le tronçon oriental du Transsibérien, plus le BAM, la ligne Taïchet- Lena. De nombreux combinats, industriels ou électriques, sont bâtis par les déportés. Des villes entières, en Sibérie surtout, comme Vorkouta, Dudinka, Norilsk. Des routes, et pas forcément en Sibérie, parfois en Russie d'Europe (Soljenitsyne parle de la route Minsk - Moscou) ; et, en continu, des travaux d'extraction minière, aussi bien au Kazakhstan qu'à la Kolyma. Sans oublier la coupe de bois.

Dans l'*Archipel du Goulag*, Soljenitsyne consacre, dans le deuxième tome un passage de quinze pages à la production des détenus. Première interrogation : les camps sont-ils avantageux pour le pays ? Il répond sans détours que oui, et l'on peut valider ses arguments : « *Qui, sinon les détenus, travaillerait à l'abattage d'arbres des dix heures de rang, ayant*

encore à parcourir dans l'obscurité sept kilomètres avant d'arriver à la forêt et autant pour en revenir le soir, par trente degrés au-dessous de zéro et sans connaître d'autres jours de repos dans l'année que le 1^{er} Mai et le 7 Novembre [Soljenitsyne se réfère ici au Volgolag] ? » ; « Et qui pouvait-on envoyer dans les mines de Djezkazgane pour y faire des forages à sec à raison de douze heures de travail par jour ? » ; « Quels sont les seuls individus au XX^{ème} siècle pour lesquels on pouvait se dispenser de dépenses ruineuses en dispositifs de sécurité ? ». Nul ne saurait nier que le pouvoir soviétique avait intérêt à ce que ce travail à la mine et en forêt soit fait. Et que seul le travail forcé pouvait accomplir cela dans ces conditions. Nul ne doutera de l'intérêt des camps dans la guerre : après l'occupation du Donbass par les armées nazies, la Vorkouta (créée par des détenus) devient l'un des principaux bassins carbonifères soviétiques. L'or de la Kolyma est fondamental pour les importations industrielles. Cependant il serait judicieux de rappeler que la production fondamentale de l'URSS dans cette guerre furent les véhicules blindés et avions, ainsi que le carburant pour les mouvoir ; le goulag, lui, où la production est archaïque, vu l'emploi massif d'outils manuels et peu de machines –sinon le travail du détenu en aurait été pour le moins soulagé dans sa dureté!- ne fut donc qu'un des éléments, certainement minoritaires, de cette économie.

D'abord, une remarque : il faut distinguer le travail forcé de la mortalité énorme qui régnait dans ces camps. Quoi, me direz-vous, comment séparer le travail forcé de la terreur ? Certes, travail forcé signifie menace de répression voire de mort ; cela ne signifie pas que les détenus doivent mourir en grand nombre. Il n'y a pas besoin de voir constamment des gens se faire fusiller pour être terrorisé : tout bourreau de base doit connaître une palette de brimades, de la torture à la faim, de l'isolation –les camps disposent d'ailleurs d'isolateurs (parfois dits politiques) pour les « éléments » les plus difficiles, qui l'amputent d'une partie de la main d'œuvre disponible. Et souvent, les détenus trouvent la mort au travail, d'épuisement, blessures, « accidents » (peut-on vraiment parler d'accidents vu les conditions habituelles du travail goulaguien ?), même si dans d'autres cas, les gardes fusillent des détenus dans des proportions –le cinquième, le dixième d'un groupe de détenus réunis en rangs- qui dépassent largement la fonction de menace pour passer à la terreur. En 1937-1938, des (dizaines de ?) milliers de détenus « trotskistes » (qui eux se voient administrer un traitement particulièrement sévère au camp) sont liquidés, ce qui fait douter de ce qu'il n'y a « pas eu de projet d'extermination » dans le système goulaguien, comme certains –pas tous staliniens- l'écrivent encore. Aurait-il été question de terroriser les détenus, un nombre de victimes nettement inférieur –nous raisonnons là encore dans l'esprit des administrateurs des camps- y aurait suffi. Simple question de chiffres, me dira-t-on ; « là où les gardiens ont fusillé dix personnes, vous dites que la mort d'une seule, où sa brimade en public aurait joué quand même un rôle terroriste indéniable ; ils en ont tué plus, voilà tout ». Mais ce manque « d'économie » de la vie humaine n'est-il pas en soi révélateur de ce que la fonction terroriste et celle économique des camps ne se complètent pas forcément, voire s'opposent ?

Avant toute autre réflexion, comment peut-on considérer comme *économiquement rentable* le fait de faire mourir, de faim ou de froid, par la dureté du travail voir tout simplement par fusillade, un à deux millions de personnes sur la période stalinienne, peut-être trois millions ou plus dans les déportations dans toute l'histoire soviétique (sauf la décosaquisation de 1920, qui ne servait pas généralement à fournir de la main d'œuvre) ? Comment ne pas voir que toute personne perdue, *en raisonnant d'un point de vue brutalement économique*, c'est autant de travailleurs et de production perdue ? Lorsqu'il assure dans le tome 2 de *L'Archipel du Goulag*, que la main d'œuvre concentrationnaire était très avantageuse car elle ne s'accompagnait d'aucune mesure de sécurité, Soljenitsyne se contredit

par rapport à ses futures déclarations sur les dizaines de millions de morts du Goulag et des répression soviétiques. Comment cela peut-il être rentable de tuer autant de gens ? Ne serait-il pas beaucoup plus intéressant de fournir à ces travailleurs, même forcés, de quoi se vêtir de façon adéquate face au froid, une alimentation normale, leur fournir les « coûteuses dispositions de sécurité » au travail, afin de pouvoir réutiliser cette main d'œuvre ensuite ? Et, dans le cadre de la Guerre Mondiale, les individus perdus (très majoritairement des hommes, comme la population du Goulag en général) auraient, dans l'absolu, pu faire des soldats – ce qui fut le cas de certains détenus. L'un des raisonnements qu'on me renverra en premier sera le suivant : Staline peut gaspiller à souhait les vies humaines, car son pays en dispose d'un très grand nombre, et il peut même « piocher » dans la population des pays occupés. A cela près que, si l'on suppose que Staline et le Parti aient eu de véritables objectifs économiques comme objectifs primordiaux, dans des économies planifiées aux ressources limitées, ils auraient dû au contraire éviter tout gaspillage. Ce n'est pas parce que l'on a beaucoup de main d'œuvre qu'on peut la gâcher ; au contraire, plus on en a, plus on peut produire. On fera peut-être la comparaison avec la Traite des esclaves noirs, où la mortalité très forte n'empêche pas une certaine rentabilité du système, jusqu'à son dépassement par l'économie industrielle. Là encore, la comparaison ne vaut pas, parce que les « extracteurs » de main d'œuvre n'ont pas à gérer leur source, à savoir l'Afrique noire, considérée comme territoire sauvage où il « restera toujours des esclaves potentiels ». Les esclavagistes transatlantiques n'ont pas, d'un point de vue économique, à se soucier de la mort d'une partie de la « marchandise ». Si les esclaves ne mourraient pas dans les plantations, cela diminuerait pour les planteurs la nécessité de devoir les remplacer, donc une diminution de l'activité du transport des esclaves, et une hausse du « coût à l'unité ». A l'inverse, Staline, lui, doit gérer son « réservoir » de main d'œuvre, à savoir l'URSS. Donc, si l'on raisonne en des termes purement économiques, le pouvoir soviétique n'avait pas intérêt à la mort de ses prisonniers.

Mais pourtant il y eut des millions de morts. En soi, le simple nombre des victimes montre que le système est profondément antiéconomique. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait pas produit, bien au contraire. Ce qui est antiéconomique dans le Goulag, c'est justement la Terreur, le fait de tuer. Si l'on ne tue pas, alors il n'y a pas de véritable terreur, même si l'on remplace le meurtre par d'autres répressions ; l'absence ou non de meurtres est autre chose qu'un détail pour les personnes concernées. Chaque mort, c'est de la production en moins ; mais certainement objectera-t-on que la menace pesant sur le détenu le force quand même à travailler.

Et encore. Que le détenu soit contraint au travail est une chose. Qu'il y ait une véritable production en est une autre. Pour ce qui concerne la coupe de bois où l'extraction minière, la production peut se vérifier aisément, mais pour toutes les productions, les résultats affichés font largement objet de la manipulation. D'abord il y a qu'un grand nombre de détenus cherchent à éviter un travail épouvantable, et en viennent à l'autosabotage ; qu'ils « trichent » pour atteindre les objectifs. Souvent, ces manipulations ne sont même pas de leur initiative, mais couvertes ou promues par leurs administrateurs, eux-mêmes bien incapables de parvenir aux objectifs qui leur sont fixés, à eux et « leurs » camps. Dans des secteurs comme la production de meubles, Soljenitsyne écrit que tout ce qui est produit est « *au suprême degré bousillé* ». Bref, pour cette activité-là, pas de production. Une partie non négligeable du travail est en fait du « bluff » ou la « truffe » (*toufta*). Une autre affaire est celle de l'encadrement des détenus : selon J-J. Marie, il y a un gardien pour onze déportés, sans compter les détenus qui occupent des tâches d'encadrement –les planqués dont parle Jacques Rossi dans le *Manuel du Goulag*- dont la production est donc nulle ou impossible à compter dans les objectifs du camp. Les gardiens ont aussi une famille, faut-il le rappeler. Un autre fait

à mentionner sera que beaucoup de détenus (une minorité non négligeable) sont incapables de travailler. C'est le cas non seulement de déportés du Goulag proprement dit, mais aussi des peuples déportés, abandonnés sur des terres peu fertiles, et dont une proportion parfois majoritaire n'est pas en situation de travail, mais de « tentative de survie ». Le *chizo* ou isolateur gobe aussi une partie des travailleurs. La faim et le froid, contre lesquels il est « coûteux » d'équiper les détenus, devient un facteur majeur de réduction de la force de travail ; il en résulte que les « économies » sur l'habillement, la sécurité, l'alimentation, sont plutôt coûteuses... Soljenitsyne décrit des plans d'aménagement de terrasses, plans qui tombent, non en été où le terrain serait meuble, mais en hiver ou en automne, où il est dur parce que froid et gelé ! La souffrance du détenu affecté à cette tâche n'a rien d'une nécessité économique. Sur un plan global, « l'autonomie financière » des camps, reprenant le principe selon lequel les détenus « ne doivent rien coûter à l'Etat » qui remonte à Trotski, ne sera qu'un mythe, Soljenitsyne en convient tout à fait. Même si l'on pouvait s'imaginer que le détenu ne coûte rien (ce qui n'est pas exact, vu qu'il y a un minimum de ravitaillement ; les gardiens et les quelques machines qui sont conviés aux camps ne coûtent pas rien eux non plus), mais le camp ne fait pas gagner beaucoup non plus. « ...non seulement l'Archipel ne faisait pas ses frais, mais le pays en est même réduit à payer fort cher le plaisir de le posséder » (Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*).

Tout montre là que le Goulag est en fait un vaste gâchis économique, après et justement parce qu'il est un gâchis humain. Quelle en est la cause ? Est-ce une opération de terreur ? Tous les détenus ne meurent pas de fusillade ; beaucoup meurent soit sur le terrain, soit dans des hôpitaux dont beaucoup ne sont que des mouiroirs ; cette situation, qui ne doit guère échapper aux autorités soviétiques, fait probablement partie d'une opération de terreur encore plus vicieuse qu'une vague de fusillades : les fusillades, si on n'est pas sur la liste, on peut attendre que cela se termine. Il faut souffrir (à tous les sens du terme) le Goulag tous les jours. Cela peut être aussi un projet qui a pu avoir des objectifs économiques, mais qui ne passionnèrent pas les oligarques et bureaucrates au point d'en arriver au désastre permanent qui eut lieu. N.Werth peut certainement affirmer que les directions à l'intérieur même du système des camps sont organisées selon des critères économiques et productifs, cela ne garantit nullement que le Goulag fut économique ou productif ! Cependant, cette « irrentabilité » ne doit pas faire oublier qu'il y a eu production, et souvent que seuls des prisonniers pouvaient effectuer. S'il n'y avait eu que de vrais prisonniers de droit commun – au sens commun du terme, et non selon les lois staliniennes- correctement équipés pour affronter ce travail, le résultat n'en aurait-il pas été comparable ? Sur le travail des prisonniers de droit commun les sociétés occidentales n'ont pas de leçons à offrir : ce travail était obligatoire jusqu'à des périodes récentes en France et l'est toujours aux USA. Dans des conditions incomparables, certes. Dans des conditions où ce travail peut être économiquement rentable.

Entre arguer qu'une économie, planifiée ou pas, puisse avoir besoin voir se fonder sur le Goulag, ou majorer au maximum le nombre de victimes du travail forcé, il faudra choisir, car c'est contradictoire.



Les peuples déportés en 1941-1945

Il faudrait néanmoins traiter le cas des –nombreux- peuples déportés pendant et après la Seconde Guerre Mondiale. A partir d'août 1941, le gouvernement soviétique décide la déportation de plus d'un million des « Allemands de la Volga », descendants de colons allemands arrivés en Russie sous Catherine II et après. Ceux-ci s'étaient pourtant vu attribué une république autonome –enfin, au sens soviétique du terme-, regroupant seulement quatre cent mille de ces allemands, qui étaient pourtant plus d'un million et demi, présents le long de la Volga et dans des villes comme Moscou et Leningrad. Ils seront déportés tout au long de l'automne. Combien mourront ? Des « régions d'accueil » (des territoires spéciaux en Sibérie) furent soit submergées par un nombre de déportés supérieurs aux quotas prévus, soit virent arriver moins de gens que prévu. Il y eut certainement des morts par milliers ou dizaines de milliers, des gens qui se perdirent en route (s'enfuirent ?). La faute étant, et il faut le préciser, largement à un système de transport ferroviaire désorganisé par la débâcle militaire. Il n'y a pas vraiment de projet d'extermination de ce peuple. N.Werth, au cours des quatre pages (de la page 240 à 243 du Livre Noir) qui décrivent cette déportation, la voit comme une aberration militaire. « *Ainsi, plus de 82% des Allemands dispersés sur le territoire soviétique furent déportés, alors même que la situation catastrophique d'un pays au bord de l'anéantissement eût voulu que tout l'effort militaire et policier portât sur la lutte contre l'ennemi, plutôt que sur la déportation de centaines de milliers de citoyens soviétiques innocents* » (page 242). Ce qui n'est jamais mis en évidence, c'est la possibilité que ces allemands, au cas où ils auraient été gagnés par la propagande adverse –basée sur la supériorité de la « race aryenne », rappelons-le-, puissent fomenter une guérilla, des guerres de partisans –exactement sur le modèle des partisans rouges dans les territoires occupés par la Wehrmacht ; Staline pouvait tout simplement craindre que Hitler emploie les mêmes armes que lui-, en recevant des armes parachutées –ou des parachutistes. D'autant, que selon Werth lui-même, on trouve des citoyens allemands dans des villes aussi importantes que Leningrad, Moscou, Stalingrad. Près de cent trente mille allemands et finnois (la Finlande étant aussi en guerre contre l'URSS) de Leningrad sont déportés. Mais, petite spéculation : que se passait-il si une partie d'entre se livraient au sabotage –le vrai- contre la défense de ces villes ? On peut dénoncer la mobilisation de policiers et de trains pour déporter ces populations, mais était-il si inconcevable qu'il n'y eut pas de vrais *ennemis* potentiels parmi eux ? Quant au retrait de milliers d'officiers et soldats de langue allemande présents dans l'Armée Rouge, on aimerait tout de même avoir une petite référence au fait qu'un général soviétique –même pas ethniquement allemand- soit passé au nazisme, en la personne de Vlassov. Des centaines de milliers de russes porteront l'uniforme vert-de-gris, jusqu'en 1945. Qu'aurait-il fallu attendre des allemands de Russie ? Fallait-il alors déporter ces gens ? Vu que le résultat –en vies humaines- était fortement prévisible vu l'état du transport ferroviaire-, l'internement de ces populations dans les villes russes où elles vivaient, leur relégation sur des distances moins longues, n'aurait-il pas été une solution plus humaine ? Mais cela aurait nécessité autant de troupes pour les surveiller. Comme l'avait fait remarquer Gilles Perrault dans le Monde Diplomatique en décembre 1997, les USA avaient interné des milliers de citoyens d'origine japonaise qui ne représentaient aucun danger militaire. Dans des conditions incomparablement meilleures, évidemment ; mais si l'URSS s'était contenté de faire de même, cela aurait ressorti d'une nécessité certaine, surtout face à un adversaire basant son combat sur une idéologie de domination raciale. Le choix de la déportation, avec les conséquences totalement prévisibles que cela impliquait, reste un choix criminel cependant.

Aux allemands, s'ajoutent des populations, caucasiennes surtout, dont la dangerosité semble cependant beaucoup moins fondée. 900.000 personnes –dont les Tchétchènes, les Ingouches, les Tatars de Crimée, les Kalmouks...- sont déportés de novembre 1943 à juin 1944. N.Werth pourrait tout simplement noter qu'à cette époque la situation militaire n'est plus la même et que ces déportations ne sauraient trouver de justification. Il se contente de remarquer qu'il n'y a pas d'archives prouvant réellement la collaboration de ces peuples avec les nazis. A partir de mai - juin 1944, d'autres peuples –des Grecs de la mer Noire, des Bulgares, des Arméniens, des Bachkirs, et autres caucasiens, sont déportés par dizaines de milliers. Un chiffre résume le phénomène : au début de la guerre, les territoires spéciaux détiennent 1,2 millions de « colons », beaucoup issus de la dékoulakisation. Ils sont 2, 5 millions (sans compter les morts et disparus !) à la fin de la guerre. Les conditions de transport et de « logement » seront monstrueuses. On comptera des centaines de milliers de victimes, avec des pertes allant à plus de trente à quarante pour cent des déportés pour certains peuples.

Mais là encore, cela n'aurait aucun intérêt dans ce texte de citer tout cela juste pour inventaire. Il faut remarquer une chose : la déportation est ici un phénomène sans justification ni militaire, ni économique : il s'agit d'un acte raciste et de « pacification » colonialiste. Nous aurons affaire au même cas avec le Tibet occupé, et on pourrait évoquer le conflit entre le pouvoir laotien « populaire » et l'ethnie Hmong, ou le racisme des khmers rouges contre les non-khmers. Le plus curieux est de voir tous ces crimes attribués sans détour au « communisme ». Déjà que l'argumentation qui vise à trouver des liens de cause à effet entre marxisme et goulag est pour le moins acrobatique, accuser le marxisme d'être responsable d'un colonialisme qu'il décrivait et dénonçait –et qu'il dénonçait toujours dans le cas des guerres coloniales françaises- devient carrément obscur. Quel est le raisonnement ? C'est bien simple : le pays en question (URSS, Chine...) porte le drapeau rouge, et c'est un pays d'économie planifiée ; or, des crimes y sont commis ; conclusion de cet étrange syllogisme : le système qui consiste à instaurer l'économie planifiée et à chanter l'Internationale est responsable du crime. Reprenons le raisonnement avec un autre cas.

« L'Allemagne d'Hitler est un pays d'économie de marché, même si la préparation et la poursuite de la guerre a mené l'Etat à y accroître son contrôle ; la Shoah fut commise sur les territoires sous contrôle de l'armée de ce pays ; conclusion, la Shoah est imputable à l'économie de marché. »

Moi-même, et probablement même les derniers staliniens, je n'oserai jamais penser et marteler une telle ânerie, de surcroît totalement insultante pour les victimes du nazisme, les transformant en objet de propagande. C'est pourtant bel et bien le raisonnement de Courtois qui compte ces morts dans sa comptabilité, et c'est le jeu auquel se prête N.Werth, qui, en compilant tous les crimes du pouvoir soviétique, prétendra évidemment « ne faire que son travail d'historien » alors qu'il ne peut ignorer les intentions de Courtois.

Annexe 9:

► Le cas de la RPDC



Le monstre hybride nord-coréen

La Corée du Nord apparaît comme un « cas » au sein du dit « Bloc de l'Est ». Avec l'Albanie de Enver Hoxha, qui lui n'a pas eu l'audace de se donner un dauphin au sein de sa famille pour que son régime continue, la « RPDC » (République Populaire Démocratique de Corée, rien que ça) fut le seul pays à pratiquer un tel isolationnisme, en même temps que la rupture politique avec l'URSS puis la Chine. L'idéologie d'autarcie (*Djuche*, ou *Djoutché*, selon les traducteurs francophones) fut officialisée dans les années 70, alors que la Corée du Nord –qui avait failli être considérée comme un état industrialisé, plus rapidement que la Corée du Sud à l'époque- commence à voir son mirage économique se dissiper.

La survivance de cet état comme son isolation peuvent faire oublier une chose : l'état nord-coréen est une création de l'étranger –comme la Corée du Sud- et son régime ne résulte en rien d'une révolution originale. Chacun sait que la Corée du Nord n'est autre que l'ancienne Corée soviétique. Son apparition ressemble donc au cas de la RDA : les élections d'après – guerre pour une unification des deux Corée – qui sont toujours censées n'en faire qu'une- sont refusées par le Nord, et l'URSS, qui n'a aucun intérêt à perdre la Corée – pas plus que n'importe quel autre territoire- va donc faire créer cette division dont l'existence même n'aurait jamais été voulue par le peuple coréen –de toute la Corée. Les deux populations sont persuadées d'être victimes de cette séparation : les sud-coréens évidemment conscients qu'une dictature les prive du Nord de leur pays, les Nord-coréens auxquels le régime inculque que l'état sudiste (pardon, la « province perdue ») n'est qu'une création des USA –ce qui n'est pas faux, mais que dire de la RPDC ?

En 1947, l'opposition réelle est éliminée, il ne subsiste plus que des partis « opposants » en réalité vassaux, selon une stratégie qu'appliqueront aussi les maoïstes en Chine. Mais la conquête de la seule Corée du Nord ne suffit pas à Kim-Il-Sung, il faut maintenant passer à la « réunification ». Il faut cependant préciser que les discours prétendant à la réunification eurent lieu aussi au Sud. Mais ce seul fait dissipe la nature réelle du conflit : dès juin 1950, les troupes de la Corée du Sud sont platement écrasées, ne disposant pas de véritable matériel lourd (avions ou chars), les troupes américaines ayant été retirées du pays. La Corée du Sud est réduite à Pusan, résistant avec des troupes américaines revenues du Japon. L'absence de l'URSS à la réunion du Conseil de sécurité réuni en 1950 permet aux USA, ainsi qu'à d'autres états occidentaux –avec des contingents très variables- d'intervenir sous les couleurs de l'ONU. Le débarquement d'Inchon le 15 septembre 1950 inverse totalement la situation, et en novembre 1950 toute la péninsule coréenne ou presque est entre les mains des soldats des Nations Unies. Fin Novembre, la Corée du Nord n'existe quasiment plus. Le régime de Kim Il-Sung aurait pu s'arrêter là. Mais la Chine intervient, lançant un million de « volontaires », qui en janvier 1951 ont repris Séoul, et sont finalement repoussées au-delà du 38^{ème} parallèle. En Juillet 1953, les deux parties signent un armistice qui n'est pas une paix –les deux pays ne sont toujours pas en paix aujourd'hui. Après avoir été créée par

l'URSS, la RPDC est, en ce mois de Novembre 1950, créée une seconde fois par la Chine populaire. Il n'y a jamais eu de révolution coréenne ; mais cette double création donne à la Corée du Nord un statut spécial, accentué par sa situation géographique : l'URSS ne peut traiter la Corée du Nord en simple colonie, parce que le pays peut aussi chercher l'appui de la Chine –dont on sait quelles seront ses rapports avec l'URSS à partir de 1960. La guerre de Corée, en trois ans, a fait selon Pierre Rigoulot (qui rédige l'article sur la RPDC dans le Livre Noir) 1,5 millions de victimes, dont plusieurs dizaines de milliers de casques bleus. D'autres estimations donnent trois millions de victimes, civiles et militaires confondues, parmi lesquelles des centaines de milliers de soldats chinois. Ce qui est surprenant, et c'est la première critique que l'on fera à la contribution de Pierre Rigoulot, c'est de mettre sur le compte du régime nord-coréen les morts d'un conflit qui, s'il s'était limité aux deux Corée et à l'ONU, se serait éteint, et la RPDC en plus, en Novembre 1950. Après cette date, le conflit devient principalement la guerre de Mao, et ses morts devraient lui être imputés – le dossier de Mao est déjà chargé de toute façon.

Il faut noter que de toute façon, dans la contribution de Pierre Rigoulot, il apparaît manifestement qu'il n'était pas question d'inculper des hommes –dénoncer Kim Il-Sung ou son fils, c'est d'un ringard – mais le communisme. En ce sens, Rigoulot est totalement dans la logique du Livre Noir. Citant, à la page 601 du Livre, les souffrances des prisonniers américains ou sud-coréens, des français détenus par la RPDC, sont selon lui « *à mettre au compte du communisme* ». Ben tiens. La preuve ? La guerre a pour but d'étendre « le communisme ». Là encore, ce vulgaire tour de passe-passe ne doit pas beaucoup impressionner : plutôt que d'une guerre pour étendre le « communisme », ne s'agit-il pas plutôt d'une guerre pour des motifs beaucoup plus terre-à-terre, à savoir l'extension du pouvoir d'une dictature et de la zone d'influence de sa marraine, l'URSS –puis la Chine ? Mais cela s'appelle « communisme ». Donc le crime est communiste, CQFD. Voir la critique de ce raisonnement que nous avons déjà fait au sujet des peuples déportés d'URSS.

Les camps de concentration nord-coréens sont ensuite décrits sur quatre pages. On aurait pu y consacrer bien davantage : Pierre Rigoulot a d'ailleurs, après la parution du Livre Noir, publié avec un rescapé de ces camps un livre intitulé *Les Aquariums de Pyongyang*. Tout y ressemble au camps du stalinisme : la faim, le travail jusqu'à l'épuisement, les meurtres sadiques, et même la réutilisation des corps à des fins diverses. Pourquoi croire qu'un état aussi fermé n'aurait pas de raison de créer de tels camps ? Rien ne saurait mettre en doute les témoignages ; en revanche, à la page 610, P.Rigoulot effectue une estimation du nombre des victimes des camps. Ceux-ci compteraient environ deux cent mille détenus à la date où écrivait Rigoulot, ce qui n'est pas l'estimation la plus haute. Les camps sont numérotés, et voici la méthode d'estimation : « *Dix mille personnes étant détenues au camp n°22, selon une estimation du témoin, cinq personnes y mourant chaque jour [un rescapé d'un des camps donnait ce témoignage cité plus tôt dans le Livre Noir], et en considérant que le nombre total de détenus des camps est de l'ordre de 200.000, on arrive à un total de cent morts par jour et de 36500 par an. Ce nombre étant multiplié par 45 ans (période 1953-1998), on aboutit à un nombre d'environ 1,5 million de morts dont le communisme coréen est directement responsable* ».

Là, je ne me priverai pas : cette méthode suppose : 1/ que la mortalité observée dans le camp n°22 est généralisable dans l'ensemble du système des camps : certes, Pierre Rigoulot a certainement longuement travaillé sur les camps nord-coréens ; mais dans sa contribution au Livre Noir, aucun n'élément ne permet au lecteur –même s'il est évident que beaucoup de gens meurent atrocement dans ces camps- d'avoir une idée de la mortalité générale ; 2/ cela

suppose ensuite que sur la période 1953-1998 il y aurait une estimation globale de la mortalité et pas de variation (le chiffre est peut-être plus élevé que celui annoncé par Rigoulot, qui sait !). Et l'arithmétique utilisée est la même que celle qui permit à Conquest « d'estimer » qu'il y eut huit millions de morts au Goulag dans les années trente, et que six millions et demi de koulaks auraient été tués (alors que deux millions au maximum furent déportés).

Alors, évidemment, on va me répondre : « sinistre ergotage sur les chiffres ! Vous effacez la souffrance des détenus au profit d'une dispute comptable ! ». Je n'efface rien du tout et je voudrais d'abord qu'on s'interroge sur ce qu'écrit Rigoulot. Nous ne savons pas combien de gens sont morts dans ces camps, et combien y mourront avant la fin du régime. Il est évident que seule cette fin de règne donnera la vérité. Mais en attendant, pourquoi faire des estimations avec des méthodes contestables du nombre de morts, *alors que le simple fait de savoir qu'il y a des gens qui subissent cet enfer et que certains y meurent – quel qu'en soit le nombre- est la principale raison de dénoncer ce régime infernal ?* Pour reprendre à d'autres ces propos, je dirai que la raison principale de notre indignation n'est pas premièrement de savoir combien il y a eu de morts –pour ceux-là, il faut évidemment le devoir de mémoire-, mais justement le fait qu'il y ait encore des vivants internés dans ces camps. Mais ça ne s'arrête pas là : à la fin de son calcul, Rigoulot nous sert que la responsabilité va au « communisme coréen ». Cela rappelle que Rigoulot est bel et bien là pour faire de la propagande politique. Parler de « la faute au communisme » n'a aucun sens ici. Quel est donc le rapport entre le communisme et ces camps ? La dictature du Parti ? Un parti, ce n'est pas seulement des militants mais aussi des membres de tous niveaux. Ce n'est pas le Parti qui est réellement au pouvoir mais son corps dirigeant ; il suffit pour s'en convaincre de se lire Rigoulot lui-même et d'apprendre que des membres dudit Parti finirent dans ces camps ; ils étaient pourtant eux aussi les constituants du « Parti » ; sans militants de base, il n'y a pas de Parti. La répression des « bourgeois » ? Là encore, rien ne laisse présager que les victimes soient généralement des propriétaires fonciers ou des capitalistes –de toute façon il doit y en avoir bien peu après cinquante ans de RPDC, ce sont donc les familles qui sont internées, et des enfants aussi- ; d'après Rigoulot lui-même on y trouve des prisonniers de droit commun, des prisonniers politiques dont d'anciens membres du Parti, le caractère « de classe » ne peut donc être dans leur cas le facteur principal de la répression. Les nécessités de la « collectivisation » ? Cela semble un peu retarder quarante ans après le lancement du premier plan quinquennal en 1957, et plusieurs décennies après les vagues d'étatisation des industries et des terres.

Après les camps, Rigoulot règle à nouveau son compte au « marxisme-léninisme » (idéologie dont le nom est historiquement un non-sens du simple fait que Marx n'a pas vécu assez vieux pour assurer que le léninisme était bien une continuation du marxisme –Marx lui-même disait qu'il n'était pas marxiste). Non content d'assumer le ridicule de parler de marxisme dans un pays refermé sur lui-même, alors que Marx reconnaît le caractère progressiste de la mondialisation de l'économie, il lui faut en plus qualifier de marxiste la bêtifiante propagande de Pyongyang, dont l'un des axes serait « *classiquement marxiste-léniniste : l'Etat socialiste et révolutionnaire offre la vie la meilleure possible à des citoyens comblés* » (page 611). Ainsi, le marxisme serait une déclaration d'amour à l'Etat, l'Etat bienveillant qui fait le bonheur de citoyens adoreurs et renonçant à toute critique. Un minimum de connaissance de Marx permettrait de comprendre que pour Marx l'Etat n'est pas le même selon la classe sociale qui le domine, la manière dont sont élus les représentants de la population, la place de la propriété privée dans le pays. Mais ça ne suffit pas : le système des castes sociales nord-coréennes est décrit en évoquant sa complexité, simplifiée aujourd'hui, Pierre Rigoulot affirme qu'il est concevable « *que cette discrimination ait un sens du point de*

vue de la théorie marxiste-léniniste » (page 613). Là encore, il faudra nous expliquer ce que l'auteur entend par marxisme ou même léninisme : Marx n'a jamais conçu les classes sociales comme des castes, et la suppression du capitalisme par la collectivisation du capital doit faire disparaître la classe capitaliste plutôt que de marginaliser indéfiniment ses membres qui ne sont plus « bourgeois » s'ils n'ont plus de capital. Quant à Lénine, qui certes ordonna ou toléra des meurtres de « bourgeois », n'a pas organisé un tel système, même si certains voient le « génocide de classe » dans les cartes de rationnement des ouvriers pendant la guerre civile (alors que de toute façon, les cartes rapportaient peu de choses, le marché plus ou moins noir existait toujours et qu'il y avait beaucoup plus de cartes en circulation que d'urbains à nourrir). Heureusement, il ne va pas, en nous informant de l'exclusion - déportation des handicapés en Corée du Nord, jusqu'à en faire un point de la théorie marxiste...

Mais aujourd'hui, le sujet d'inquiétude principal est la faim en Corée du Nord. Dès la première moitié des années quatre-vingt-dix, des informations qui, pour des raisons évidentes, restent à l'état de rumeurs, sur la pénurie alimentaire en RPDC, voire de la famine ; vers 1995, il est vraiment question de famine ; il est probable que le drame ait continué –voire empiré ?- jusque vers 1998. Et ensuite ? Aujourd'hui, les organisations humanitaires qui, comme des états occidentaux parmi lesquels figurent notamment les USA, convoient de l'aide dans ce pays, font des estimations de 2 à 4 millions de morts (depuis 1995 ?). Là encore, seule la fin du régime pourra parler. Mais, d'abord, pourquoi cette famine ?

Comme pour la famine en URSS de 1933, et celle de Chine en 1959-1961, il s'agirait d'une nouvelle « famine du communisme ». Selon Rigoulot : « *Les causes de cette pénurie alimentaire sont en fait liées aux difficultés structurelles propres à toute (!) agriculture socialiste (!), planifiée et centralisée. De grossières erreurs comme la déforestation de collines entières, la construction hâtive de cultures en terrasse par des équipes plus ou moins compétentes, sur ordre du sommet du Parti, ont aussi joué leur rôle dans la gravité des inondations* » (page 615). D'abord on voudrait poser une question à Mr. Rigoulot: si cette famine est due aux conséquences même de la planification et de l'étatisation des terres, comment se fait-il que la plupart des démocraties populaires, ayant elles aussi procédé à cette planification, n'ont pas connu de famine ? Je ne tenterai nullement de nier la responsabilité de l'Etat nord-coréen dans ce drame. Mais avant tout, il est évident que Pierre Rigoulot confond planification et dictature. Je ne redirai pas ce qui a déjà été écrit sur l'idée communiste, notamment sur le fait qu'il n'y a aucune raison de penser que la planification nécessiterait la dictature. Mais, me direz-vous, qu'est-ce qu'aurait changé une démocratie dans ce phénomène ? Certes, un système planifié est un système à réaction et à régulation longue, mais dans le cas des erreurs citées par Rigoulot (il aurait aussi pu parler, comme des journalistes du Monde l'ont fait, de l'épuisement de terres dû à des repiquages trop fréquents), leur énormité fait que dans le cadre d'un plan voté par une assemblée élue, ces projets n'auraient pas tenu plus d'une séance. Un étudiant géographe de première année sait que le risque de toute déforestation est de tendre à favoriser le ruissellement des eaux et donc d'aggraver les inondations et crues. Les excès dans les piquages du riz ont déjà montré leur nocivité dès la fin des années cinquante en Chine (et certainement en bien d'autres temps et lieux). Mais au-delà de ces erreurs, il y a des causes probables –nous ne pouvons rien savoir avec exactitude- du désastre qui mériteraient d'être signalées. D'abord, la Corée du Nord est un pays qui a tenté de devenir rapidement un état industriel, favorisé par ses ressources géologiques supérieures à celles du Sud, et qui réussit à faire illusion grâce à l'aide soviétique. Après 1991, l'aide soviétique se tarissant, et la gabegie et la corruption caractérisant toute économie planifiée *dictatoriale* ayant de surcroît pris comme ses « camarades » le chemin de la croissance extensive, l'édifice industriel est en état de délabrement certain, et le pays

connaît une crise énergétique et industrielle qui doit certainement frapper aussi l'agriculture, si tant est que le régime aurait essayé de la moderniser en l'équipant. L'agriculture nord-coréenne, qui, selon les statistiques évidemment fausses du régime (en 1993, la RPDC prétendait à un rendement du riz à l'hectare qui en aurait fait de loin la championne mondiale), aurait été modernisée, est très probablement reléguée –ou maintenue- dans une sous-productivité et tout simplement un archaïsme profond. Cela n'explique pas la famine, dira-t-on. En soi non : des pays dont l'agriculture n'est certes pas productive ne connaissent pas systématiquement la famine non plus, pas dans les années quatre-vingt-dix en tout cas (par exemple, pour rester dans les économies rizicultrices, le Vietnam ou la Chine, même si l'agriculture de cette dernière s'est certainement équipée avec la progression des revenus depuis le début des années quatre-vingt). Mais il y a une différence énorme entre ces pays : en RPDC, *si l'on croit les statistiques officielles*, compterait en 1997 près de 40% de sa population active dans l'agriculture. Par rapport à la France, c'est énorme ; par rapport au voisin sudiste, qui a 15% de ses actifs dans l'agriculture, c'est beaucoup aussi ; par rapport à la productivité certainement faible de l'agriculture nord-coréenne, c'est peu. A titre de comparaison, à la même époque, la Chine comptait plus de 60% de ses actifs dans l'agriculture ; le Vietnam, 67%. Est-il étonnant, dans ces conditions, que la RPDC ne puisse assurer que 60% de ses besoins alimentaires (selon Philippe Pons dans le Monde, en 1997) ? Mais faut-il croire ces statistiques ? Pour un état qui voulut s'industrialiser si vite, avec le soutien de superpuissances voisines, cet ordre de grandeur paraît crédible. Il se peut qu'avec la famine, une partie de la population urbaine et ouvrière soit retournée en campagne ; cependant, pour corriger un tel déséquilibre, il faudrait plus que les deux ou trois années 1995-1998 ; il faudrait en effet mettre en culture davantage de terres, et cela ne réglerait pas le problème de la sous-productivité, du sous-équipement et des dégâts naturels aggravés par les fautes politiques. Bien plus que les conséquences d'une « *agriculture socialiste, planifiée et centralisée* », ne faut-il pas voir d'abord les fautes particulières d'un régime particulier, dont la politique d'autarcie vient en premier lieu ? Fautes que ne commettaient pas les autres régimes « frères » : au pire, quand pénurie il y avait en URSS, Brejnev faisait importer des céréales.

Dans ce tableau où la place des « conséquences inéluctables du socialisme » est plus que douteuse, mentionnons enfin le poids de l'armée nationale, qui effectivement est championne du monde sur un domaine au moins : la proportion du revenu national qu'elle absorbe, supérieure à 22%. Que l'Armée Rouge ait pris 20% voire plus des revenus en URSS était déjà vampirique, car le pays pouvait encore le supporter, jusqu'à son démantèlement ; en RPDC cela revient à un crime de masse.

Conclusion des annexes

En conclusion de cette annexe, cette constatation simple : de Berlin à Pyongyang, pas moins de dix états, Yougoslavie comprise, sont issus d'une seule révolution, celle de 1917. Pour les léninistes antistaliniens, qui se reconnaissent ou pas du « trotskisme » (certains léninistes antistaliniens rejettent ce terme car il fut créé par les staliniens en supposant que le trotskisme n'était pas le léninisme), il sera injurieux de penser que la Révolution d'Octobre puisse être à l'origine de ces régimes. On parlera notamment de la dissolution de la démocratie interne au Parti, avec l'écrasement politique puis physique des oppositions (Ouvrière, puis Unifiée...). J'ai clairement pris position sur une distinction entre le régime léniniste et stalinien, ne serait-ce que par les pratiques répressives et leur ampleur. Mais il n'en reste pas moins qu'un seul état, l'URSS, est à l'origine de neuf autres régimes, soit par la présence directe de son armée, soit parce qu'elle a formé idéologiquement des dirigeants étrangers, surtout un, Tito, qui ne s'est pas départi du modèle d'origine jusqu'en 1948. En tant que dictature, l'URSS ne pouvait, et ce dès 1921 avec la conquête de la Mongolie, que déboucher sur d'autres dictatures : une dictature envahissant un autre pays n'a jamais laissé une démocratie s'établir, sauf si l'occupant semblait décider à évacuer le territoire. De la part d'une URSS qui a d'abord vécu l'invasion nazie puis l'infériorité nucléaire face aux USA (les dirigeants soviétiques, même en tant qu'oligarques, ne pouvaient-ils manquer de s'inquiéter des projets de certains généraux américains pour qui un emploi rapide et massif de l'arme atomique contre la Chine ou l'URSS assurerait la paix mondiale ?), « perdre du terrain » devient inacceptable. Ce qui n'excuse en rien d'avoir créé ces dictatures et soutenu leurs crimes : après la Seconde Guerre Mondiale, l'URSS n'a plus d'excuse pour ne pas être démocratique. L'industrialisation forcée, supposant un pouvoir autoritaire avant 1941 pour faire face au nazisme ne vaut plus ensuite : un régime démocratique aurait pu aussi bien construire son arme nucléaire, la nécessité de ne pas en laisser le monopole aux USA étant évidente. Mais renoncer à la dictature signifie une perte de pouvoir et d'immunité pour les dirigeants, qu'ils ne pourraient plus récupérer ensuite. Une fois une dictature lancée, et surtout si elle massacre, elle ne s'arrêtera qu'avec une crise majeure.

Nous répéter à satiété que le « communisme » aurait débouché partout sur la dictature, déclenché fréquemment des famines, et au final provoqué un désastre économique, c'est faire un discours de slogans, qui oublie que des –vraies- révolutions (qui auraient « toutes échoué »), il n'y en pas eu beaucoup, relativement au nombre de pays que compte ce monde, alors que longue est la liste des dictatures capitalistes n'ayant que des liens de connivences avec des puissances étrangères, sans être complètement à leurs ordres ni avoir été occupées par elles; les famines et autres désastres sont assurément aussi les conséquences de ces –ou cette- dictature(s).